

UNIVERSITE DU QUEBEC

MEMOIRE

PRESENTE A

L'UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERES

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAITRISE EN ETUDES QUEBECOISES

PAR

ALAIN DION

BACC. S.P. HISTOIRE

L'INDUSTRIE DES PATES ET PAPIERS EN MAURICIE

1887 - 1929

Février 1981

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

Résumé:*

L'Industrie des Pâtes et Papiers en Mauricie 1887-1929

Ce mémoire porte sur la phase initiale de l'implantation de l'industrie papetière dans la Mauricie. Préciser les caractéristiques les plus importantes de ce nouveau secteur et cerner ses rapports avec le milieu régional qui amorce son industrialisation, tels en sont les grands objectifs.

Cette recherche comporte quatre parties. Dans la première, nous brossons un rapide survol du développement de l'industrie des pâtes et papiers au Canada et au Québec. Dans la deuxième, nous exposons la séquence de l'établissement des papeteries en Mauricie entre 1882, l'année de l'implantation à Grand-Mère de la première usine, et 1929, l'année qui marque le début de la crise économique et l'arrêt de l'expansion de ce secteur pendant une dizaine d'années. Dans la troisième partie, nous analysons la position avantageuse des entreprises de pâtes et papiers en Mauricie. Finalement, dans la dernière partie, nous tentons de scruter les rapports entre l'industrie papetière et le milieu régional durant les premières décennies d'existence de ce nouveau secteur industriel.

L'industrie des pâtes et papiers a été le grand moteur, mais pas l'unique cependant, de l'industrialisation de la Mauricie et le principal facteur d'intégration de la région à l'économie des ressources. Aujourd'hui comme hier, l'exploitation des ressources demeure la dominante de l'économie régionale. La Mauricie contemporaine offre en fait le paradoxe

- ou l'originalité dirait-on avec plus d'à-propos - d'être rattachée à l'économie de base du Québec, ce qui explique la présence chez-elle d'entreprises que l'on ne retrouve généralement pas dans les régions dites de ressources, et de participer massivement à l'économie des ressources, ce qui lui donne une structure industrielle dominée par la grande entreprise dont la production est orientée vers les marchés internationaux.

Dans cette étude de l'industrialisation de la Mauricie, notre contribution aura été d'éclairer le processus d'intégration de l'espace régional aux grands marchés internationaux du papier, et américains surtout. L'aventure de l'implantation de l'industrie papetière en Mauricie nous renvoie aux grands monopoles canadiens et américains. Nous avons montré dans quelle position avantageuse se trouvaient les entreprises mauriciennes à l'échelle continentale durant la période étudiée. C'est notre apport le plus tangible.

Alain Liou

Signature du candidat

Date:

16 février 1981

Signature du co-auteur (s'il y a lieu)

Date:

Normand Siquin

Signature du directeur de recherche

Date:

le 16 fév. 1981

Signature du co-directeur (s'il y a lieu)

Date:

REMERCIEMENTS

Au terme de ce travail nous désirons exprimer notre gratitude à tous ceux qui nous ont apporté leur aide dans la réalisation de ce mémoire. Nos remerciements s'adressent d'abord à notre directeur de recherche, Monsieur Normand Séguin. Malgré ses nombreuses occupations, sa disponibilité, ses encouragements, ses conseils appropriés, n'ont jamais fait défaut.

Nous voulons aussi remercier Mademoiselle Josée Desbiens qui a effectué avec soin la dactylographie des premières versions et Mme Ginette Bouchard qui a dactylographié le manuscrit final. Il convient aussi de souligner la collaboration que nous avons reçue de plusieurs papetiers dont notre bon ami Marcel Ferrault, et l'accueil chaleureux que nous a réservé le département de papeterie du C.E.G.E.F. de Trois-Rivières.

Enfin nos remerciements affectueux vont à notre épouse qui par sa compréhension et ses encouragements répétés nous a facilité la tâche.

A.D.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES SIGLES.....	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES CARTES.....	viii
LISTE DES ANNEXES.....	ix
INTRODUCTION.....	1
 Chapitre I: <u>L'industrie des pâtes et papiers au</u> <u>Canada</u>	 5
 Chapitre II: <u>L'implantation de l'industrie des</u> <u>pâtes et papiers en Mauricie</u>	 30
1- La Laurentide.....	40
2- La Belgo.....	52
3- La St-Maurice.....	60
4- La Brown Corporation.....	65
5- La Wayagamack.....	69
6- L'International.....	82
7- La St-Lawrence.....	88
8- Le processus de fusion des entreprises papetières en Mauricie.....	94
 Chapitre III: <u>La position avantageuse des entre-</u> <u>prises de pâtes et papiers installées en</u> <u>Mauricie</u>	 101
1- La matière première.....	103
2- L'énergie.....	112
3- Les transports.....	122
4- Les salaires.....	131
5- Les coûts de production.....	138
 Chapitre IV: <u>Les entreprises de pâtes et papiers</u> <u>et le milieu régional</u>	 143
1- Les relations entre les papeteries et les municipalités.....	143
2- L'encadrement des travailleurs par les entreprises.....	155
3- Le regroupement des travailleurs.....	160
4- Le travail du dimanche.....	172
5- La pollution de l'air.....	178
 CONCLUSION.....	 183
 ANNEXES.....	 186
 BIBLIOGRAPHIE.....	 197

TABLE DES SIGLES

A.N.Q.	Archives nationales du Québec.
J.T.R.	Journal des Trois-Rivières.
N.T.R.	Le Nouveau Trois-Rivières.
P.P.M.C.	Pulp and Paper Magazine of Canada.
P.U.F.	Presses universitaires de France.
P.U.L.	Presses de l'Université Laval.
P.U.M.	Presses de l'Université de Montréal.
P.U.Q.	Presses de l'Université du Québec.
R.H.A.F.	Revue d'histoire de l'Amérique française.

LISTE DES TABLEAUX

1-	La consommation de papier journal aux Etats-Unis entre 1890 et 1925.....	8
2-	Les importations américaines de papier journal entre 1913 et 1929.....	10
3-	La valeur brute de la production des pâtes et papiers au Québec entre 1861 et 1929.....	15
4-	Les usines de pâtes et papiers au Québec et au Canada: 1861-1929.....	16
5-	Les machines à papier installées au Canada entre 1919 et 1930.....	20
6-	La répartition régionale de la production de pâtes et papiers au Québec en 1912.....	23
7-	La répartition régionale de la production de pâtes et papiers au Québec en 1928.....	24
8-	La production de papier journal en Mauricie en 1928.	25
9-	Les principales industries de Trois-Rivières en 1925.	28
10-	Chronologie de l'implantation des entreprises papetières en Mauricie.	38
11-	La structure administrative de la Laurentide en 1927.....	51
12-	La structure administrative de la Wayagamack en 1926.....	80
13-	La Wayagamack et ses filiales en 1926.....	81
14.	Les taux de profit dans l'industrie des pâtes et papiers au Canada entre 1900 et 1930.....	95
15-	La fusion des entreprises papetières en Mauricie.....	100
16-	Estimation des réserves forestières d'Amérique du Nord en 1940.	104
17-	Estimation des réserves forestières accessibles pour quelques provinces du Canada en 1940.	104

18-	Le taux des rentes foncières au Québec et en Ontario entre 1910 et 1924.	106
19-	Le taux des droits de coupe de l'épinette au Québec et en Ontario entre 1910 et 1920.	106
20-	Le montant des redevances à l'Etat par corde de bois au Québec et en Ontario en 1929.	107
21-	Le prix d'une corde de bois écorcée, franco point de livraison, en Amérique du Nord entre 1919 et 1929.	108
22-	Les affluents de la Saint-Maurice.....	112
23-	Le coût de la vapeur en 1928.....	119
24-	Les coûts de transport de la matière ligneuse, au Québec et en Ontario en 1922 et en 1929.....	124
25-	Les coûts de transport entre Trois-Rivières et New-York de 1912 à 1928.....	126
26-	Comparaison des salaires payés par l'industrie papetière en Amérique du Nord.....	133
27-	Comparaison des salaires horaires payés par l'industrie papetière en Amérique du Nord pour certains métiers en 1923.....	134
28-	Comparaison des salaires horaires payés par l'industrie papetière en Amérique du Nord pour certains métiers en 1929.....	135
29-	Evolution de la population de la Mauricie entre 1901 et 1931.....	136
30-	Coûts généraux dans l'industrie papetière d'Amérique du Nord en 1928.....	138
31-	Analyse des coûts du papier journal en 1928.....	140
32-	Le coût du bois à pâte et de son transport en 1922 et en 1928.....	141
33-	La moyenne des salaires annuels dans l'industrie des pâtes et papiers au Canada entre 1901 et 1919....	163
34-	Les accidents de travail dans quelques papeteries de la Mauricie entre 1928 et 1930.....	166

35-	La moyenne des salaires annuels dans les papeteries entre 1920 et 1928.	170
-----	---	-----

LISTE DES CARTES

CARTE 1:

La forêt commerciale du Québec..... 111

CARTE 2:

Le bassin hydrographique de la Saint-Maurice.. 114

CARTE 3:

L'aménagement de la Saint-Maurice..... 116

CARTE 4:

Les chemins de fer de la Mauricie en 1900..... 127

CARTE 5:

Les principaux lieux de vente de la pâte et du
papier fabriqués en Mauricie..... 130

LISTE DES ANNEXES

I	Nombre de fabriques et d'usines de pâtes et papiers au Canada et au Québec entre 1871 et 1931.....	186
II	Production de papier journal en Amérique du Nord entre 1917 et 1929.....	187
III	Prix du papier journal en Amérique du Nord entre 1904 et 1928.....	188
IV	Production et exportation de papier journal vers les Etats-Unis entre 1919 et 1931.....	189
V	Valeur brute de la production des pâtes et papiers au Québec et en Ontario entre 1871 et 1931.....	190
VI	Production de bois à pâte au Canada et au Québec entre 1911 et 1929.....	191
VII	Production de pâtes à papier au Québec entre 1912 et 1930.....	192
VIII	Capital investi dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec et en Ontario entre 1919 et 1929.	193
IX	Emploi dans les fabriques et les usines de pâtes et papiers au Québec et en Ontario entre 1871 et 1931.	194
X	Production de papier en Mauricie entre 1910 et 1928.	195
XI	Production de pâtes à papier en Mauricie entre 1910 et 1928.....	196

INTRODUCTION

Le Québec a connu durant la seconde moitié du XIXe siècle une première phase d'industrialisation qui toucha surtout les deux grands centres urbains de cette époque: Québec et Montréal, et particulièrement cette dernière. A la charnière des XIXe et XXe siècles, une deuxième phase d'industrialisation apparut. Elle couvre en gros la période qui s'étend de la dernière décennie du XIXe siècle jusqu'au début de la grande crise en 1929. Linteau, Durocher et Robert (1) lui attribuent trois caractéristiques. La première, l'exploitation des ressources naturelles et le développement de l'hydro-électricité. La seconde, une tendance à la monopolisation qui permettra la création de vastes ensembles de production et de vente. Enfin, la troisième, l'urbanisation, impliquant la création de nouvelles villes et le déclin de l'importance des campagnes dans tous les aspects de l'économie. C'est cette deuxième phase que nous voulons étudier en faisant porter notre intérêt sur l'industrie papetière, l'un des grands moteurs de cette seconde vague d'industrialisation .

1. Linteau, Durocher, Robert, Histoire du Québec contemporain, Boréal Express, Québec, 1979, p. 351.

La Mauricie est une région d'établissement ancien. Sous le régime français, le gouvernement de Trois-Rivières exerçait son autorité de chaque côté du Saint-Laurent, de Maskinongé à La Pérade et de Yamaska à Les Becquets. Il fallut attendre, cependant, jusqu'au milieu du siècle dernier pour que, à la faveur de l'exploitation forestière, le peuplement déborde le territoire seigneurial, emprunte la Saint-Maurice et s'étende dans l'arrière pays.

L'exploitation des ressources forestières y favorisa l'implantation d'activités de transformation du bois: essentiellement le sciage au XIXe siècle, et la fabrication de pâtes et papiers au XXe siècle. Entre 1887 et 1925, sept papeteries s'installèrent dans la vallée de la rivière Saint-Maurice qui devint rapidement le plus important centre de production de pâtes et papiers au Québec.

Notre mémoire porte sur la phase initiale de l'implantation de l'industrie papetière dans la région. Préciser les caractéristiques les plus importantes des entreprises de ce secteur, et cerner leur influence sur le milieu régional qui amorce son industrialisation, tels en sont les grands objectifs.

Cette étude est en quelque sorte, un travail de pionnier dans l'étude de l'industrialisation de la Mauricie. Certes, il existe bien quelques écrits généraux et quelques monographies sur ce phénomène dans la région, mais rien de

systematique ni sur les entreprises elles-mêmes ni sur le contexte particulier de leur implantation et de leur croissance au cours des premières décennies du XXIème siècle. N'ayant pas consulté les archives des entreprises concernées, nous avons dû nous rabattre sur un corpus documentaire qui le plus souvent ne permettait qu'une vue indirecte et fragmentaire de l'objet d'étude. Dans ce contexte, rassembler des informations sur les entreprises papetières de la Mauricie fut une tâche à la fois ardue et périlleuse. Nous osons croire cependant que les renseignements que nous avons pu recueillir sur chacune des entreprises papetières et sur le contexte de leur implantation contribuera à une meilleure compréhension de l'industrialisation de la région.

Notre mémoire n'aborde pas l'importante question des rapports entre industrialisation et urbanisation. Le temps considérable que nous avons consacré à rassembler les informations relatives aux entreprises papetières ne nous aura pas permis de monter un dossier sur les villes qui les ont vu naître.

Ce travail comporte quatre parties. Dans la première, nous brossons un rapide survol du développement de l'industrie des pâtes et papiers au Canada et au Québec. Dans la deuxième, nous exposons la séquence de l'établissement des papeteries en Mauricie entre 1882, l'année de l'implantation

à Grand-Mère de la première usine, et 1929, l'année qui marque le début de la crise et l'arrêt de l'expansion de ce secteur pendant une dizaine d'années. Dans la troisième partie, nous analysons la position avantageuse des entreprises de pâtes et papiers en Mauricie. Finalement, dans la dernière partie, nous tentons de scruter les rapports entre l'industrie papetière et le milieu régional durant les premières décennies d'existence de ce nouveau secteur industriel.

CHAPITRE I

L'INDUSTRIE DES PÂTES ET PAPIERS AU CANADA

A- Exposé général.

La première fabrique de pâte et de papier au Canada fut construite en 1803 à Saint-André d'Argenteuil par un Américain du nom de Walter Ware. Elle cessa ses activités en 1834. (1) Au milieu du siècle, en 1851, cinq fabriques dans le Bas-Canada et autant dans le Haut-Canada étaient recensées. Dix ans plus tard, les deux Canadas comptaient 16 fabriques. La valeur brute de production de ces dernières s'élevait à \$327,200.00 dont près de 80% provenait de six fabriques du Bas-Canada. (2) Quelques années avant la Confédération, la production du papier connut deux innovations technologiques importantes: 1) l'utilisation du

-
- (1) Carruthers, G., Paper in the Making, Toronto, 1947, p. 231-260. A cette époque on ne fabriquait pas encore le papier avec de la pâte de bois; on se servait de toile de lin et de coton, de paille, de jonc etc. Tout le processus de fabrication s'effectuait à la main.
- (2) Brouillette, Benoît, "L'industrie des pâtes et du papier", dans Minville, Esdras, La Forêt, Collection: Etudes sur notre milieu, Fides, Montréal, 1944, p.173.

bois comme matière première, 2) le procédé de cuisson à la soude. Ces innovations modifièrent considérablement les conditions de production dans l'industrie et orientèrent son expansion.

La première usine canadienne de pâte à soude (3) fut construite à Windsor Mills en 1864. Cinq ans plus tard, Alexander Buntin utilisait pour la première fois au Canada, à son usine de Valleyfield, le procédé de la pâte mécanique. (4)

La première phase importante d'expansion du secteur des pâtes et papiers au Canada eut lieu dans les années 1870. En effet, la guerre de Sécession avait stimulé le commerce du papier avec les Etats-Unis et la confédération et ouvert au Québec et à l'Ontario le marché des Maritimes. (5)

-
- (3) La pâte dite chimique consiste à séparer les fibres de cellulose en dissolvant la lignine qui les relie. Les billes sont déchiquetées en copeaux que l'on cuit dans une liqueur chimique à haute température et sous pression. Dans le procédé on emploie comme agent dissolvant une solution alcaline: le carbonate de calcium.
 - (4) La pâte dite mécanique est celle que l'on obtient en pressant les billes écorcées contre une meule tournante en grès. Cette pâte renferme tous les éléments du bois, de sorte que son rendement équivaut, en poids, à 95% ou davantage du bois utilisé. Elle est opaque, absorbante et se prête bien à l'imprimerie mais sa résistance mécanique est peu élevée et elle se détériore avec le temps.
 - (5) Reich, Nathan, The Pulp and Paper Industry of Canada, McGill Economic Studies, The MacMillan Company, Toronto, 1957, p.96.

En 1871, le Canada comptait 21 fabriques de pâtes et papiers. Dix ans plus tard, 36 usines procuraient de l'emploi à 1,520 personnes et produisaient pour une valeur annuelle de \$2,446,693.00 (6). Vers 1900, la valeur des exportations canadiennes de papier et de produits du papier atteignait tout juste \$29,741.00, cependant que les exportations de pâte de bois s'élevaient à \$1,800,000.00 (7).

A ses débuts, tout au moins, l'industrie canadienne de pâte et de papier témoigne d'une certaine originalité. En effet, lorsqu'en 1907, la Brompton Pulp and Paper Company d'East Angus développa le procédé de fabrication de la pâte au sulfate (8), elle n'avait aucun devancier sur le continent nord américain (9).

Cet essor de l'industrie de la pâte et du papier durant le dernier tiers du 19ième siècle est attribuable avant tout à la demande de plus en plus forte de papier

(6) Brouillette, Benoît, op.cit., p.175.

(7) Commission Royale d'Enquête sur les perspectives économiques du Canada, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1957, p.96

(8) Dans ce procédé, les copeaux sont cuits dans une solution d'hydroxyde de sodium et de sulfure de sodium. La pâte ainsi obtenue est d'un brun assez foncé mais possède une résistance élevée et se prête bien à la fabrication des papiers d'emballage et des cartons.

(9) Belzile, Thuribe, "L'industrie du papier dans la province de Québec, dans L'Actualité Economique, juin-juillet 1931, p.98.

journal en provenance des Etats-Unis. De 1879 à 1899, la production américaine de papier de toutes sortes passa de 452,000 tonnes par année à 2,168,000 tonnes (10). En 1909, la consommation de papier journal "per capita" n'était que de 25 livres, mais elle atteignit 41 livres en 1920. (11)

TABLEAU 1

LA CONSOMMATION DE PAPIER JOURNAL
AUX ETATS-UNIS ENTRE 1890 ET 1925

Année	Milliers de tonnes
1890	200
1895	350
1900	580
1905	900
1910	1400
1915	1700
1920	2000
1925	3000

SOURCE: Guthrie, John, A., The news print paper Industry: an economic analysis, Harvard University Press, Cambridge, 1941, p.12.

De 1890 à 1909, les papeteries disposaient encore de surplus de papier journal mais à partir de 1910, elles ne purent répondre à la demande.

(10) Guthrie, John, A., op.cit., p.5.

(11) Ibid., p.13.

Plusieurs raisons expliquent cette hausse constante de la consommation de papier. D'abord, l'augmentation rapide de la population provoquée par l'arrivée de centaines de milliers d'immigrants. Ensuite, le progrès de la scolarisation qui diminua par ailleurs le nombre d'illettrés et stimula l'intérêt pour les affaires publiques, surtout lors du premier conflit mondial.

Le journal s'avéra un excellent véhicule publicitaire pour une population dont le niveau de vie ne cessait de s'élever et qui était avide de biens de consommation. Finalement, les progrès technologiques comme les presses rotatives, la rotogravure, l'utilisation de la couleur, les photos etc... eurent aussi pour effet d'accélérer la demande. Vers 1920, on dénombrait plus de 22,000 journaux en Amérique du Nord dont deux milles quotidiens qui tiraient ensemble vingt-deux millions d'exemplaires le dimanche et trente-trois millions les jours de semaines (12). Ajoutons qu'avec l'épuisement de leurs forêts, les Etats-Unis ne pouvaient produire suffisamment de papier pour répondre à cette demande insatiable, d'où les importations de plus en plus massives.

(12) La Revue de Shawinigan, 30 mai 1925.

TABLEAU 2

LES IMPORTATIONS AMÉRICAINES DE PAPIER
JOURNAL ENTRE 1913 ET 1929.
(En milliers de tonnes)

Année	Finlande	Allemagne	Norvège	Suède	Canada	Terre-Neuve
1913			1		147	
1917			1		491	
1921	23	29	20	49	657	
1925	22	26	19	66	1295	30
1929	33	9	3	51	2195	132

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.91.

Avant d'importer du papier journal, les Américains s'approvisionnaient en bois à pâte au Québec. Au début du XXIème siècle, 200,000 cordes de bois prenaient chaque année la direction des Etats-Unis. Ce volume devait augmenter de 25% annuellement jusqu'en 1910. (13)

En 1900, l'Ontario imposa un embargo sur l'exportation du bois à pâte coupé sur les terres publiques. Le Québec ne suivit pas immédiatement cet exemple, il réduisit plutôt les droits sur le bois manufacturé de \$0.65 à \$0.40 la corde pour favoriser les producteurs canadiens. L'année suivante, il imposa un droit de coupe additionnel de \$0.43 la corde pour tout le bois destiné aux papeteries américaines afin de décourager l'exportation de bois à pâte.

(13) Faucher, Albert, Histoire économique et unité canadienne, Fidès, Montréal, 1970, p.172.

La riposte américaine fut immédiate. Washington répliqua par une augmentation des droits de \$0.50 pour tout le papier en provenance du Québec. Mais les propriétaires de journaux américains s'allièrent aux producteurs canadiens afin de combattre cette mesure qu'ils jugeaient abusive. Leurs pressions conjuguées entraînèrent la mise sur pied d'un comité du Congrès chargé d'étudier la question; celui-ci recommanda un abaissement des droits sur le papier de \$2.00 la tonne, soit de 33 1/3%, à condition que la partie canadienne renonce à ses restrictions. Le "Payne-Aldrich Act" de 1909 entérina cette décision à peu de chose près. Mais les gouvernements provinciaux refusèrent cet accommodement; les droits américains demeurèrent donc à \$6.00 la tonne; le papier en provenance du Québec continua d'être frappé d'un taux majoré de \$0.50 la tonne. (14)

Ce jeu d'opposition est tout à fait révélateur. Il montre très bien les efforts soutenus des propriétaires américains de journaux pour obtenir du Canada du papier à bon marché, le désir de l'industrie papetière d'outre-frontière de se protéger contre des produits trop concurrentiels et finalement les tentatives du gouvernement d'Ottawa pour décourager les exportations de matière

(14) Manzagol, Claude, L'industrie des Pâtes et Papiers au Québec, Thèse de 3e cycle, Université de Paris I, s.d., p.66.

première et encourager celles de produits finis. (15)

Au Québec, les quantités énormes de bois qui prenaient la direction des Etats-Unis préoccupaient le gouvernement. Le journal l'Industriel estimait que pour la seule année 1907, 1,500,000 cordes de bois avaient franchi la frontière américaine laissant au Canada environ \$7.00 la corde et rapportant aux Etats-Unis \$40.00 la corde en produit manufacturé. Ce journal évaluait la perte annuelle pour le Québec à environ \$5,000,000.00. (16) Monsieur D.D. Mann, un des dirigeants du chemin de fer Canadian Northern, affirmait que l'établissement de papeteries devait avoir pour effet de transformer les déserts du Québec en centres industriels. (17) Des arguments nationalistes furent également avancés pour justifier l'implantation au Québec d'usines de transformation de bois. Ainsi, le journal Le Nouveau Trois-Rivières écrivait:

"il suffirait de mettre en application plus sévère la loi de Québec, pour y amener cette grande entreprise, et avec elle la population canadienne française, perdue aux Etats-Unis, serait ramenée à Québec. Les Etats-Unis n'auraient qu'à s'incliner parce qu'ils ont un besoin absolu de notre bois de pulpe." (18)

-
- (15) Aitken, G, J. Hugh, American Capital and Canadian Resources, Harvard University Press, Cambridge, 1961, p. 541.
 (16) L'Industriel, 13 mars 1908.
 (17) N.T.R., 6 mai 1909.
 (18) N.T.R., 3 juin 1909.

De partout au Québec, on réclamait qu'au moins l'Etat provincial adopte la même législation que l'Ontario, soit un embargo sur le bois à pâte coupé sur les terres publiques. En juin 1909, le premier ministre Lomer Gouin déclara que son gouvernement envisageait une telle mesure (19). L'Association des Manufacturiers Canadiens approuva les intentions du Québec et s'adressa même à Wilfrid Laurier, pour qu'Ottawa adopte une loi afin d'empêcher que l'exportation du bois coupé sur les terres privées ne vienne paralyser les effets des lois québécoises et ontariennes (20).

Un arrêté en Conseil du Lieutenant-Gouverneur du Québec, en mai 1910, prohiba l'exportation du bois à pâte coupé au Québec sur les terres de la Couronne. Il y fut stipulé que: "Tout bois coupé sur les terres de la Couronne le ou après le 1er mai 1910, doit être manufacturé au Canada c'est-à-dire transformé en pulpe ou papier, latte ou bardeau, ou tout autre article dont ce bois n'est que la matière première". (21)

Cette même année, devant les pressions de l'"American News and Publishers Association", le "Canadian American Reciprocity Act" incluait le papier journal dans la liste

(19) Le Bien Public, 8 juin 1909.

(20) M.T.R., 7 octobre 1909.

(21) Brouillette, Benoît, Le développement industriel de la vallée du Saint-Maurice, Pages trifluviennes, série A, no 2, Bien Public, Trois-Rivières, 1932, p.25.

des produits libres de tous droits contre l'annulation des mesures canadiennes. Le papier américain se vendant \$5.32 de plus la tonne que le papier canadien, les éditeurs attribuèrent cet écart à l'inefficacité de leur industrie nationale. (22) L'"Underwood Act" de 1913 permit finalement l'entrée en franchise du papier journal canadien aux États-Unis. (23) La loi de 1910 et l'abolition des tarifs furent les deux mesures qui lancèrent pour de bon l'industrie des pâtes et papiers au Québec. Le Québec disposait d'une main d'oeuvre abondante et peu coûteuse, de vastes forêts de conifères, d'un réseau de transport acceptable et de nombreux cours d'eau susceptibles de fournir de l'énergie hydro-électrique. (24) De nouvelles entreprises se formèrent, celles qui existaient déjà augmentèrent leur capital, obtinrent de nouvelles concessions forestières et agrandirent leurs usines. (25) La valeur de la production des pâtes et papiers au Québec passa de \$5,000,000. en 1910 à \$75,000,000. en 1922 et \$130,000,000. en 1929. (26)

-
- (22) En 1916, l'écart se situait à \$4.52 la tonne, en faveur du papier canadien. Voir Minville, Esdras, La Forêt, p.193.
 (23) Manzagol, op.cit., p.66.
 (24) Dumont, Fernand et al, Idéologies au Canada Français, 1900-1929. Collection: Histoire et Sociologie de la culture, no 5, P.U.L., Québec 1974, p.16.
 (25) La Province de Québec et ses manufactures, bois, papiers, imprimerie. Fascicule no 4, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1952, p.41.
 (26) Linteau, Durocher, Robert, Histoire du Québec contemporain, 1867-1929, Boréal Express, Québec, 1979, p.361.

TABLEAU 3

LA VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION DES
PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC ENTRE 1861 ET 1929

Année	Valeur brute de production en dollars
1861	268,200.
1871	540,000.
1881	1,342,000.
1891	2,300,000.
1901	6,461,000.
1910	14,000,000.
1922	75,000,000.
1929	130,000,000.

SOURCE: Roby, Yves, Les québécois et les investissements américains: 1918-1929, Cahiers d'histoire de l'Université Laval, Québec, 1976, p.267.

Le capital fixe évalué à \$7,200,000. en 1901 passa à \$18,500,000. en 1911; il atteignit \$63,900,000. en 1917, \$121,700,000. en 1921 et \$248,900,000. en 1929. (27)

De 1861 à 1929, le Québec occupa constamment le premier rang des provinces canadiennes dans le domaine des pâtes et papiers. Les années 1914 à 1918 furent une période déterminante pour l'expansion de l'industrie des pâtes et papiers au Canada. Dès les premières semaines du premier conflit mondial on estimait déjà que les manufacturiers

(27) Hamelin, Jean et Montminy, Jean-Paul, "Québec 1896-1929: une deuxième phase d'industrialisation", dans Idéologies au Canada français, 1900-1929, P.U.L., Québec, 1974, p.181.

TABLEAU 4

LES USINES DE PÂTES ET PAPIERS AU QUÉBEC ET
AU CANADA: 1861-1929

Année		Usines de pâtes	Usines de papier	Nombre d'employés: papier	Nombre d'employés: pâte
1861	Québec :		6		
	Total Canada:		10		
1871	Québec :		7	384	
	Total Canada:		21	760	
1881	Québec :	4	14	769	59
	Total Canada:	5	36	1520	68
1891	Québec :	17	16	1084	820
	Total Canada:	24	34	1792	1025
1901	Québec :	14	12	2040	1803
	Total Canada:	25	28	2935	3301
1911	Québec :	15	20	4542	2037
	Total Canada:	37	35	5625	4141
		Usines de pâtes et de papiers		Nombre d'employés	
1921	Québec :		44	13,044	
	Total Canada:		100	24,619	
1929	Québec :		49	17,862	
	Total Canada:		108	34,202	

SOURCE: Brouillette, Benoît, "L'Industrie des Pâtes et du Papier", dans la Forêt, p. 171-229.

canadiens ne pourraient bientôt répondre à toute la demande.

(28) Après la chute des importations de Scandinavie, les Etats-Unis se tournèrent vers le Canada pour satisfaire leurs besoins en papier journal. (29) La production canadienne qui était de 415,000 tonnes en 1914 grimpe à 608,000 tonnes en 1916 et à 734,000 tonnes en 1918. (30) Les éditeurs canadiens devant les difficultés d'approvisionnement et une hausse considérable des prix qui atteignit 61% entre 1916 et 1917, (31) demandèrent au gouvernement d'Ottawa d'établir des mécanismes de contrôle. Le 16 avril 1917, une Commission Royale d'Enquête, sous la présidence de R.A. Pringle fut formée pour étudier la fabrication, la vente, les prix et l'approvisionnement du papier journal au Canada. Le commissaire se voyait conférer le pouvoir de fixer la quantité et les prix du papier destiné à l'exportation. (32) Sitôt nommé, il ordonna que les papeteries canadiennes

(28) Whitham, W.B., "L'industrie canadienne des pâtes et papiers", dans L'Actualité Economique, Juillet-Septembre, 1969, p. 281

(29) En 1917, 86.4% de la production canadienne de papier journal fut exportée, la majeure partie vers les Etats-Unis. Voir Coughlin, C.R., The Newsprint Industry in Canada, Thèse de M.A., McGill, 1939, table 11.

(30) Whitham, W.B., op.cit., p.283.

(31) Pour toute cette question des contrôles gouvernementaux lors de la première guerre mondiale, il faut consulter l'excellente étude de: Traves, Tom, The State and enterprise: Canadian Manufacturers and the Federal Government, 1917-1931, University of Toronto Press, Toronto, 1979, p.30.

(32) Ibid., p.34. M. Pringle fut nommé contrôleur du papier journal le 3 novembre 1917 avec pleine autorité pour fixer les prix et surveiller les approvisionnements.

réservent 11% de leur production à la consommation nationale. Le 1er février 1918, le prix de la tonne de papier fut fixé à \$57. (33) Pendant ce temps, la Commission fédérale américaine du Commerce ordonna la stabilisation du prix du papier à \$60 la tonne. Mais cette décision n'engageait que les entreprises des Etats-Unis. Un marché parallèle se développa, les prix pratiqués étant en réalité plus élevés que le niveau fixé par Washington. Le gouvernement canadien accepta le prix de \$57 la tonne mais ordonna que les manufacturiers ne reçoivent que \$50; la différence de \$7 la tonne devait alimenter un fonds en fiducie, contrôlé par le Commissaire. Cette somme était censée être redistribuée aux manufacturiers ou remboursée aux éditeurs.

Le 16 septembre 1918, le gouvernement fédéral créa un tribunal de contrôle du papier, dont la fonction fut de veiller à l'application des règlements émis par le Contrôleur du papier.

Le 26 septembre 1918, M. Pringle haussa le prix du papier journal à \$69 la tonne et à \$30, le 17 décembre 1919. L'année suivante, il ordonna que les usines canadiennes réservent 15% de leur production pour le marché domestique.

(33) Ibid., p.36.

Mais le 6 avril 1920, le contrôle des prix prit fin abruptement en vertu d'une décision de la Cour Suprême du Canada qui déclara que toute cette réglementation ne pouvait se justifier sur la base de la législation existante. (34)

Théoriquement, le contrôle fédéral devait freiner les profits excessifs des compagnies, obtenir des approvisionnements adéquats pour le marché canadien et établir de meilleurs rapports entre les coûts de production et les prix de vente. Ces buts ne furent pas tous atteints mais les prix et les profits auraient sans doute été plus élevés sans cette tentative de contrôle.

La crise économique de 1921 entraîna un léger fléchissement de la production. Mais cette alerte momentanée n'effraya pas les producteurs; l'année suivante, un mouvement de reprise s'amorça et ne fut interrompu que par la crise économique de 1929. (35)

La période 1918-1929 en fut une de progrès technologiques considérables. Les meules artificielles remplacèrent les meules de grès pour la fabrication de la pâte mécanique. De nouvelles méthodes de cuisson de la pâte au

(34) Ibid., p.47.

(35) Bladen, V.W., An introduction to Political Economy, Toronto, 1941, p.181. La production canadienne passa de 900,000 tonnes en 1920 à 2,600,000 tonnes en 1928.

sulfate augmentèrent le rendement de la cellulose. Les bouilloires électriques furent introduites, ce qui permit une utilisation plus efficace de l'énergie. Le système de séchage du papier fut amélioré, il rendait possible la fabrication de feuilles de papier plus larges à une vitesse accrue. (36)

Ce fut aussi une très forte période d'investissement. Les prix demeuraient élevés, les profits alléchants. Les compagnies en profitèrent pour investir massivement en 1923 et en 1924. Mais cette course à l'investissement eut rapidement des effets négatifs. La production du secteur manufacturier dépassa nettement la demande.

TABLEAU 5

LES MACHINES A PAPIER INSTALLEES
AU CANADA ENTRE 1919 ET 1930

Année	Nombre de machines	Capacité par jour en tonnes
1919	3	150
1920	2	105
1921	7	435
1922	4	240

-
- (36) Hamelin, Jean et Montmigny, Jean-Paul, op.cit., p.19 et
Bladen, V.W., op.cit., p.181.
En 1900 les vitesses des machines atteignaient 150 pieds à la minute; 500 pieds en 1910 et 1350 pieds en 1920. La feuille de papier journal n'avait que 120 pouces de large en 1920 contre 200 pouces en 1920 et 264 pouces en 1923.

TABLEAU 5 (suite)

Année	Nombre de machines	Capacité par jour en tonnes
1923	6	415
1924	7	615
1925	6	568
1926	13	1215
1927	13	1400
1928	14	1485
1929	9	895
Total:	84	7520

SOURCE: Coughlin, C.R., op.cit., p.75.

La mévente provoqua le ralentissement de la production accompagnée de la chute des prix. Ceux-ci baissèrent de \$75.00 la tonne en 1923 à \$73.00 en 1924. En 1925, la tonne de papier se vendait \$70 mais \$65 l'année suivante. (37)

La concurrence entre les compagnies résulta en une guerre des prix à partir de 1925. Certaines entreprises papetières, comme le groupe Dubuc de Chicoutimi, furent absorbées. D'autres fermèrent leurs portes comme celle de Val-Jalbert en 1927. Le taux de profit de l'industrie des pâtes et papiers tomba de 40% en 1920 à 12% en 1931. Un vaste mouvement de concentration des entreprises s'organisa dans le but de maintenir le taux de profit en contingentant la production et en fixant les prix. Entre

(37) Belzile, Thuribe, op.cit., p.100.

1908 et 1930, 85 sociétés ayant un actif de \$5,000,900,000. fusionnèrent. (38) Au Québec, le plus important mouvement de fusion fut réalisé par un groupe de compagnies liées à la Banque Royale et à son président, Herbert Holt. (39) A la fin des années vingt, seuls quelques grands du papier dominaient le secteur: International Paper, Canada Power and Paper, Abitibi Power and Paper, Price Brothers.

L'International Paper Company fournissait environ 20% de tout le papier journal consommé aux Etats-Unis. Cette entreprise était en mesure d'établir le niveau des prix du papier dans tous les Etats américains à l'exception de ceux de la Côte du Pacifique. En mai 1927, son leadership fut solidement remis en cause par la Canadian Newsprint Company, un cartel qui réunissait 7 entreprises du Québec et de l'Ontario, contrôlant 50% de toute la production canadienne de papier journal. Ce cartel entendait orienter la production, répartir les ventes et déterminer les prix. Mais, manquant de cohésion, ses membres ne purent empêcher l'International Paper de réduire ses prix en 1928.

Bénéficiant de l'appui des premiers ministres Taschereau du Québec et Ferguson de l'Ontario, 14 entreprises canadiennes se regroupèrent dans le Newsprint Institute of

(38) Fiédalue, Gilles, "Les groupes financiers et la guerre du papier au Canada: 1920-1930, dans R.H.A.F., septembre 1976, p.229.

(39) Une très intéressante série d'articles à ce sujet a été publiée dans le quotidien Le Devoir en décembre 1927 et janvier 1928.

Canada. (40) Cette union monopolistique contrôlait 70% de la production canadienne. (41) Son existence fut brève. Elle s'effondra en 1930 et l'International conserva sa position privilégiée. Les grands journaux américains bénéficièrent ainsi d'une source de papier journal peu coûteux.

B- La place de la Mauricie dans la production canadienne.

Dès 1912, la vallée du Saint-Maurice se classa au premier rang des régions productrices de pâtes et papiers au Québec.

TABLEAU 6

LA REPARTITION REGIONALE DE LA PRODUCTION DE PATES ET PAPIERS AU QUEBEC EN 1912

Régions	Capacité (tonnes par jour)	Capacité (en %)	Usines (nombre)
Mauricie	885	28.3	6
Saguenay	751	25.1	6
Estrie	548	18.1	5
Outaouais	240	7.8	2
Québec	279	9.2	12
Montréal	127	4.1	7

-
- (40) Ces entreprises étaient: Laurentide Co., Price Bros., Port Alfred Pulp and Paper, St-Maurice Valley Corporation, Canada Paper, St-Anne Paper, Spanish River Pulp and Paper, Fort William Paper, Abitibi Power and Paper, Brompton Pulp and Paper, Belgo-Canadian Paper, Murray Bay Paper, Manitoba Paper, Anglo-Canadian Pulp and Paper.
Belzile, Thuribe, op.cit., p.101.
- (41) Piédalue, Gilles, op.cit., p.250.

TABLEAU 6 (suite)

Régions	Capacité (tonnes par jour)	Capacité (en %)	Usines (nombre)
Côte Nord	150	5.0	1
Bas du Fleuve et Gaspésie	78	2.4	3
Abitibi-Témiscamingue	0	0	0
Province de Québec	2985	100	42

SOURCE: Manzagol, Claude, L'industrie des pâtes et papiers au Québec, Thèse de 3e cycle, Université de Paris I, s.d., p.154.

La grande phase d'expansion qui suivit la première guerre mondiale favorisa encore la Mauricie qui accrut sensiblement sa part dans la production québécoise.

La Mauricie et le Saguenay accaparaient 63.6% de la production totale du Québec en 1928 contre 53.4% en 1912. La prépondérance de la Mauricie était encore plus nette car elle produisait 38.1% des pâtes et papiers du Québec en 1928 contre 28.3% en 1912.

TABLEAU 7

LA REPARTITION REGIONALE DE LA PRODUCTION DE
PATES ET PAPIERS AU QUEBEC EN 1928

Régions	Capacité (tonnes par jour)	Capacité (en %)	Usines (nombre)
Mauricie	5450	38.1	8
Saguenay	3505	25.5	8
Estrie	650	4.8	5

TABLEAU 7 (suite)

Régions	Capacité (tonnes par jour)	Capacité (en %)	Usines (nombre)
Outaouais	1440	10.4	3
Québec	2025	14.5	12
Montréal	270	2.0	10
Côte Nord	130	0.9	1
Bas du Fleuve et Gaspésie	173	1.4	4
Abitibi-Témiscamingue	330	2.4	1
Province de Québec	13913	100.	52

SOURCE: Manzagol, Claude, op.cit., p.156.

En 1928, la production continentale de papier journal s'élevait à 15,000 tonnes par jour. De ce total, le Canada en fabriquait 8,000, soit plus de la moitié et la Mauricie 2,500 tonnes. Le tiers de la production canadienne et le sixième de celle de l'Amérique du nord provenait de la vallée du Saint-Maurice. (42)

TABLEAU 8

LA PRODUCTION DE PAPIER JOURNAL EN
MAURICIE EN 1928

Usines	Production (tonnes par jour)
International Paper	780
Belgo	660
Laurentide	390
St. Lawrence	310
St. Maurice	255
Wayagamack	150
Total	2545

SOURCE: Le Nouvelliste, 18 août 1928.

(42) Le Nouvelliste, 18 août 1928.

Si on ajoute au papier journal la pâte mécanique et la pâte chimique, nous arrivons à une production totale de 5450 tonnes par jour.

La production du papier journal dans le monde à cette époque ne dépassait pas sept millions de tonnes par année. Les usines mauriciennes avec leurs 700,000 tonnes en assuraient 10%. (43)

Grand-Mère, Shawinigan et La Tuque ont amorcé leur croissance au début du XXIème siècle. La ville de Trois-Rivières, à cette époque, n'était qu'un centre administratif régional doté d'un secteur industriel embryonnaire. Lorsque les frères Brown mirent de l'avant leur projet de papeterie à La Tuque, le journal le Nouveau Trois-Rivières souligna:

"L'expérience faite par Shawinigan et Grand-Mère, ne devrait-elle pas servir: et au lieu d'enfouir dans la forêt ces institutions considérables, ne serait-il pas préférable de travailler à faire diriger ce nouveau pouvoir électrique sur Trois-Rivières, qui en deviendrait le centre distributeur? La mise à exécution de cette idée entraînera avec elle, la construction dans nos murs des usines et moulins à papier considérables, qu'on songe à construire à La Tuque." (44)

Le journaliste ajoutait que les hommes publics devaient travailler en ce sens.

(43) Le Nouvelliste, 31 juillet 1935.

(44) Ibid., 18 août 1928.

En 1910, l'embargo décrété sur le bois coupé sur les terres publiques et le transport moins onéreux de l'électricité suscitèrent l'implantation de la Wayagamack. La municipalité, dans le but d'attirer d'autres entreprises de ce genre, lança une vaste campagne de publicité sous la responsabilité d'un commissaire industriel. Celui-ci fit miroiter plusieurs avantages aux éventuels investisseurs: exemption de taxes, terrains concédés à un prix nominal, proximité des sources d'approvisionnement en bois, énergie électrique abondante et de 25 à 35% moins chère que n'importe où au Canada, bonne eau, réseau ferroviaire élaboré, port en eau profonde disposant d'un mille de quais où les plus gros navires avaient accès.

(45) On ne manqua pas de souligner la présence d'une main-d'œuvre abondante et à bon marché, et l'absence de conflit de travail. (46)

L'International et la St-Lawrence s'installèrent à quelque distance de la Wayagamack: Trois-Rivières devint le centre mondial du papier journal. En 1928, ces trois usines fabriquaient près de 1,400 tonnes par jour, soit

(45) Le Bien Public, 21 août 1913

(46) A.M.T.R., lettre de W.J. Shea, Commissaire industriel de Trois-Rivières, à James Y. Murdock, 3 mars 1915.

le septième de la production continentale (47) ou le quatorzième de la production mondiale. (48) L'apport des papeteries à l'économie de la ville était fondamental comme l'illustre le tableau suivant.

TABLEAU 9
LES PRINCIPALES INDUSTRIES DE
TROIS-RIVIERES EN 1925

Usines	Nombre d'employés	Salaires (en milliers de dollars)
International	1400	2080
Wayagamack	1100	1500
Wabasso Cotton	2000	1040
Canada Iron	450	750
St-Lawrence	250	400
Total	5200	5770

SOURCE: Le Nouvelliste, 6 juin 1925.

Les entreprises de pâtes et papiers procuraient de l'emploi à 2750 personnes à Trois-Rivières. Ajoutons que la St-Lawrence alors en expansion augmenta par la suite considérablement son personnel. L'usine de l'International avec sa production quotidienne de 700 tonnes était considérée comme la plus grande papeterie du monde. (49)

(47) Le Nouvelliste, 18 août 1928.

(48) Ibid., 31 juillet 1935.

(49) Ibid., 18 août 1928.

Le renom de Trois-Rivières dépassa les frontières de l'Amérique du nord. Des missions techniques russes, norvégiennes, japonaises et allemandes se déclarèrent émerveillées de l'outillage et du gigantisme des usines de pâtes et papiers trifluviennes. (50)

(50) Ibid., 15 mars, 1⁴ avril, 5 juin, 30 octobre 1926.

CHAPITRE II

L'IMPLANTATION DE L'INDUSTRIE DES PATES ET PAPIERS EN MAURICIE

La vallée du Saint-Maurice a donné naissance à sept papeteries d'importance. L'implantation de ces grandes usines fut néanmoins précédée de plusieurs initiatives, éphémères pour la plupart. Certaines ne dépassèrent même pas l'étape du projet. Ainsi, dès 1870, H. Lajoie, ancien député du comté de Saint-Maurice, tenta de convertir une scierie de Yamachiche connue sous le nom de "moulin rouge" en manufacture de papier et de carton. (1) Pour sa part, M. Dumais du journal l'Illustration industrielle acheta dix ans plus tard la chute d'eau de Saint-Faulin afin d'y construire une usine à pâte de bois. (2) Ce furent deux vaines tentatives. En juin 1881, un industriel du nom de Bradley, tenta à son tour d'établir une papeterie à Trois-Rivières. Une usine fut érigée à l'extrémité de la rue Saint-Philippe, près de la commune; elle procurait de l'emploi à 50 personnes. (3)

(1) J.T.R., 23 mai 1870.

(2) Ibid., 9 décembre 1880.

(3) Ibid., 13 juin 1881.

Malheureusement, l'établissement qui semblait prometteur (4) fut détruit par un incendie en mai 1882. (5) Bradley, profitant des \$10,000.00 versés en indemnité par les assurances (6) se porta acquéreur de la papeterie Reid de Fortneuf qu'il modernisa. Il se lança dans la fabrication du papier journal et du papier d'emballage. (7)

Par ailleurs, la Société Industrielle de Maskinongé, propriété de M.F. Houle, était fondée au début de 1882. L'usine devait fabriquer de la pâte à papier en utilisant l'énergie fournie par les chutes de Sainte-Ursule. (8) A la fin d'octobre 1883, l'entreprise commençait, semble-t-il ses opérations. (9)

A la même époque, John Forman, un commerçant montréalais, cherchait un endroit propice à l'établissement d'une usine de pâte à papier. Il choisit Grand-Mère pour trois raisons: premièrement, une chute d'une hauteur de 52 pieds pouvait fournir l'énergie nécessaire; deuxièmement, il y avait à proximité de celle-ci d'abondantes réserves de bois; troisièmement le site se trouvait à deux milles du

(4) Le Constitutionnel, 26 avril 1882.

(5) J.T.R., 29 mai et La Concorde, 2 juin 1882.

(6) J.T.R., 15 juin 1882.

(7) Le Constitutionnel, 11 avril 1883.

(8) J.T.R., 21 février et Le Constitutionnel, 11 décembre 1882.

(9) Le Constitutionnel, 7 novembre 1883.

chemin de fer des Fies. Malgré de nombreuses difficultés, ce promoteur persista dans son projet et ainsi contribua à faire connaître la région à d'autres investisseurs.

A Shawinigan, des chutes puissantes et bien situées offraient beaucoup d'attraits aux promoteurs. Ainsi en 1900, attirés par l'énergie abondante et bon marché fournie par la Shawinigan Water and Power, un groupe de financiers belges construisaient une usine de pâtes de bois à Shawinigan.

Même la Haute Mauricie ne devait pas rester à l'écart de ce mouvement d'industrialisation. En effet, jusque dans la dernière partie du XIX^{ème} siècle, cette zone ne semblait ouverte qu'aux chasseurs, trappeurs et trafiquants de toutes sortes. En 1863, La Tuque ne comptait encore que douze familles. L'année précédente, M. Drapeau, un entrepreneur forestier, avait installé ses chantiers de coupe de bois le long de la rivière Croche et amorcé l'exploitation de la forêt dans cette région. Entre 1870 et 1873, la rivière Saint-Maurice achemina un million de billes de bois en moyenne à chaque printemps. Environ 1,200 hommes travaillaient à la coupe du bois entre les Fies, près de Grand-Mère et La Tuque. (10) Mais toute cette partie de

(10) Dupont, Aldori, Histoire de la ville de La Tuque, 1962, p.17.

la Mauricie demeurait encore mal connue et peu peuplée. (11)

C'est la construction d'un chemin de fer en 1888 qui devait permettre l'industrialisation de cette zone. En effet, les directeurs du chemin de fer "Québec et Lac Saint-Jean" décidaient cette année-là de construire un embranchement jusqu'à La Tuque. Le projet prévoyait de plus l'établissement d'un service de navigation entre La Tuque et les Piles, relié à Trois-Rivières par la ligne du "Pacifique Canadien". (12) Des délais considérables ralentirent la construction du chemin de fer qui n'atteignit La Tuque qu'en 1907. Deux ans plus tard, le "Transcontinental" passait par la Haute-Mauricie en direction de l'Abitibi. C'est la convergence des deux lignes de chemin de fer qui provoqua la naissance de La Tuque. En quelques mois la population résidente s'éleva à un millier d'habitants. (13) Bien desservie par le rail, la municipalité devenait le centre de transit des vastes ressources forestières des vallées du nord. Au surplus, elle offrait une chute haute de 88 pieds d'un potentiel énergétique estimé à 155,000 chevaux-vapeur. (14) Ce furent des Américains, les frères Brown, qui se chargèrent de la mettre en valeur et d'y

(11) Le Trifluvien, 27 novembre 1894.

(12) La Paix, 13 janvier 1888.

(13) N.T.R., 7 octobre 1909.

(14) Desbiens, Lucien, Au coeur de la Mauricie, Pages Trifluviennes, série A, no.8, Bien Public, Trois-Rivières, 1933, p.26.

établir à proximité une usine. Le cas de Trois-Rivières est bien différent de ceux des autres villes de la Mauricie. Pour réduire les coûts, jusqu'au début du XXIème siècle, on tâchait d'installer les usines de pâtes et papiers le plus près possible des sources d'énergie hydro-électrique, l'électricité ne pouvant être transportée à distance. A la fin du siècle dernier, on parvenait enfin à lancer un courant à haute tension dans un fil conducteur. (15) Dès lors, on pouvait envisager de transporter l'énergie électrique sur une certaine distance.

Un groupe d'associés, dont William Farwell et Edouard Lacroix de Trois-Rivières voulurent exploiter cette découverte. Ils formèrent la North Shore Power Company. La compagnie construisit une usine hydro-électrique à Saint-Narcisse et commença à approvisionner Trois-Rivières en énergie dès 1897 au moyen d'une ligne de transmission de 18 milles de long. (16) La preuve était faite qu'on pouvait exploiter les ressources hydrauliques situées loin des grands centres urbains.

Charles Whitehead, propriétaire de l'usine de textile

(15) Filteau, Gérard, L'épopée de Shawinigan, Guertin-Gignac, Shawinigan, 1944, p.37.

(16) Ryan, William, F., The clergy and economic growth in Quebec, 1896-1914, F.U.L., Québec, 1966, p.67.

de la Wabasso Cotton de Trois-Rivières, sut profiter de ce progrès et alimenta son entreprise avec l'énergie produite à Saint-Narcisse. Lorsqu'il décida de fonder une papeterie, il opta pour Trois-Rivières, car l'approvisionnement en énergie électrique ne posait plus de problèmes.

Les Américains ne sont pas demeurés longtemps insensibles au souffle du vent nouveau. Avant d'investir dans des entreprises papetières en Mauricie, ils s'étaient intéressés à ses ressources forestières depuis longtemps.

Une compagnie américaine, la Union Paper Bag and Box Company Limited construisit en 1901 une scierie sur l'île Saint-Christophe. Un deuxième établissement, vraisemblablement pour la fabrication de boîtes, s'ajouta en 1904. La même année, la société Warren-Curtis vendait ses scieries, sa cour à bois et ses dépendances du Chemin des Chenaux à Trois-Rivières à la Grès Fall Company Limited, une filiale de la Union Paper Bag and Box Limited. Dix ans plus tard, les deux entreprises maintenaient encore leurs activités aux mêmes endroits.

La Saint-Maurice Paper du Cap-de-la-Madeleine absorba la Grès Fall en 1916, ce qui lui donna le contrôle de la scierie du Chemin des Chenaux. (17) Lorsqu'en 1910, la

(17) Le Nouvelliste, 28 octobre 1940.

Union Bag décida de construire une usine de pâte à papier au Canada, elle profita des connaissances de la région qu'avaient ses dirigeants pour s'établir au Cap-de-la-Madeleine.

La plus importante entreprise papetière d'outre-frontière, l'International Paper est le produit de la fusion de 19 compagnies, le 31 janvier 1899. (18) Ses dirigeants ne songeaient nullement alors à s'établir au Canada. M. Hugh, J. Chisholm, président de la Société déclarait en 1902:

"C'est pourquoi le développement de l'industrie doit se faire graduellement, autrement il conduira au désastre des vastes capitaux qui y sont engagés. Les efforts des promoteurs pour induire les capitalistes à bâtir des usines au Canada, sans tenir compte de la demande pour les produits ou la concurrence existante et en ignorant les autres facteurs qui conditionnent l'industrie, ces facteurs ne peuvent que nuire à la prospérité industrielle du Canada." (19)

Mais à cause des nouveaux tarifs douaniers et de l'embargo décrété par plusieurs provinces sur l'exportation du bois à pâte, l'industrie papetière américaine risquait d'être supplantée par l'industrie canadienne.

(18) Haskell, W.E., The International Paper Company, 1898-1924, The International Paper Company, New-York, 1924, p.7.

(19) Minville, Esdras, La Forêt, Fides, Montréal, 1944, p.205, tiré de P.P.M.C., février 1927, p.200.

Le président Dodge de l'International Paper s'en inquiétait en 1913:

"L'industrie papetière (celle des Etats-Unis) passe une crise sérieuse à cause des tarifs qu'on lui impose, de l'établissement d'usines canadiennes, de la cherté du bois et du refus qu'oppose le Canada à l'exportation de son bois à bon marché pour l'usage des manufacturiers américains." (20)

Aussi les investisseurs américains crurent-ils bon d'implanter des établissements au Canada, alléchés par de l'électricité à bon marché et des ressources forestières abondantes. (21) L'International Paper profitant du fait qu'une de ses filiales possédait une scierie et de vastes terrains à Trois-Rivières, décida d'y installer sa première usine canadienne.

Les investisseurs canadiens se sont aussi montrés sensibles aux avantages qu'offrait la région. C'est ainsi que la dernière entreprise dans le domaine des pâtes et papiers à s'établir en Mauricie fut la St-Lawrence. Un groupe de financiers de Timmins en Ontario et de Montréal, sous la direction de Noah Timmins, voulant bénéficier de la reprise économique de l'après-guerre,

(20) Minville, Esdras, La Forêt, p.205.

(21) Easterbook, W.T., et Aitken, Hugh, G.J., Canadian Economic History, The Macmillan Company of Canada, Toronto, 1965, p.544.

décida d'investir dans une papeterie. Après bien des tergiversations ils choisirent finalement Trois-Rivières comme site de leur usine. Avec cette dernière implantation, Trois-Rivières devenait la capitale mondiale du papier journal.

TABLEAU 10

CHRONOLOGIE DES ENTREPRISES PAPETIÈRES
EN MAURICIE

Grand-Mère:

Canada Pulp Company Limited	1882-1887
Laurentide Pulp Company Limited	1887-1896
The Laurentide Pulp and Paper Company	1896-1903
The Laurentide Paper Company Limited	1903-1911
Laurentide Company	1911-1920
Laurentide Company (capitalisation modifiée)	1920-1928
Intégration à la St-Maurice Valley Corporation	1928

Shawinigan:

Belgo Canadian Pulp and Paper	1900-1902
Société Fermière	1902-1905
Belgo Canadian Pulp Company	1905-1919
Belgo Canadian Pulp and Paper	1919-1921
Belgo Industrial Company	1921-1923
Belgo Canadian Paper Company Limited	1923-1925
Intégration à la St-Maurice Valley Corporation	1925

La Tuque:

Quebec and St-Maurice Industrial Company	1910-1917
Brown Corporation	1917

Cap-de-la-Madeleine:

Grès Fall (filiale de Union Bag and Paper)	1910-1912
Union Bag	1912-1917
St-Maurice Pulp and Paper Company	1917-1925
Intégration à la St-Maurice Valley Corporation	1925

Trois-Rivières:

A) Wayagamack Pulp and Paper Company Limited	1910-1929
Wayagamack News Limited (filiale)	1924-1929
Intégration à la Canada Power and Paper Corporation	1929
B) International Paper	1920-1925
Canadian International Paper	1925
C) Three Rivers Pulp and Paper Company	1920-1921
The St-Lawrence Paper Mills Company Limited	1921-1928
St-Lawrence Paper Mills Company Limited	1928-1930
Intégration à la St-Lawrence Corporation Limited	1930

1- LA LAURENTIDE

John Forman a été le premier à conjuguer les deux grandes ressources naturelles de la région: le bois et l'hydro-électricité. Cet immigrant écossais établi à Montréal était le représentant de manufacturiers britanniques. Il avait assisté à la naissance de l'industrie papetière canadienne. Bien informé des dernières innovations techniques, il cherchait un endroit propice à l'établissement d'une papeterie. A cet effet, il visita le village de Sainte-Flore en 1880, et son choix se porta sur les rapides du verrou de Grand-Mère. Le site choisi avait l'avantage d'être à deux milles seulement de la station du Lac-à-la-Tortue. Celle-ci se trouvait sur le parcours du chemin de fer des Piles, ouvert en 1878. (22) Pour mener à bien son projet, Forman s'associa à un groupe de Montréalais composé de Hiram, K.Joslin, ingénieur, John S.McLachlan, marchand, Albert A. Ayer et John McKergow, fromagers. A la suite de démarches auprès du conseil municipal de Sainte-Flore, ils obtinrent en mai 1882, une exemption de taxes pour une durée de vingt-cinq ans. (23) La compagnie fut constituée le 12

(22) Blanchard, Raoul, Le centre du Canada Français, Beauchemin, Montréal, 1948, p.464.

(23) J.T.R., 13 juillet 1882.

octobre et prit le nom de Canada Pulp Company Limited. Ayer en devint le président et Forman le secrétaire-trésorier. Quant au capital autorisé, il s'élevait à \$50,000. (24)

Dès l'été de 1882 on commença les travaux d'aménagement de la chute haute de 52 pieds. Mais en septembre, l'entreprise faisait faillite. Malheureusement le canal hydraulique n'était pas encore terminé. (25) Forman n'abandonna pas son projet; il racheta les actifs de la compagnie pour la somme de \$1,000 puis il se mit à la recherche de nouveaux partenaires. (26) Durant quatre ans, l'homme d'affaires passa ses étés à Grand-Mère. Il acheta des terres à Sainte-Flore au prix de \$60 chacune. (27) Il obtint, aussi, un permis de coupe de bois, d'une durée de vingt et un ans, à Pointe-à-la-Mine. Finalement en 1887, il réussit à intéresser deux investisseurs américains et deux Canadiens à sa papeterie.

C'est alors que le premier juin 1889 naissait la Laurentide Pulp Company Limited. Le bureau de direction

-
- (24) Carruthers, G., Paper in the Making, Totonto, 1947, p.601.
 (25) Niosi, Jorge, "La Laurentide 1887-1928", R.H.A.F., vol.29, 7 décembre 1975, p.378.
 (26) Désilets, Auguste, La Grand-Mère, Pages trifluvien-nes, série A, no 10, Bien Public, Trois-Rivières, 1933, p.40.
 (27) Boucher, Thomas, Mauricie d'autrefois, Collection d'histoire régionale, no 11, Bien Public, Trois-Rivières, 1952, p.60.

se composait des américains Albrecht Fagenstecher, président, Warren Curtis, ingénieur spécialisé dans le domaine des pâtes et papiers, trésorier, et des canadiens James MacLaren, vice-président, et John Doyle, vérificateur. Forman, lui, agissait comme secrétaire. (28) L'objectif de la nouvelle compagnie se proposait de:

"manufacturer et de vendre de la pulpe de bois et du papier ainsi que des articles ou marchandises dans lesquelles entrent la pulpe ou le papier, et acheter ou acquérir le terrain et les biens nécessaires, requis pour ces opérations." (29)

Pour atteindre l'objectif, Forman vendit d'abord ses propriétés qui ne lui avaient pas coûté \$3,000 pour la somme de \$30,000. (30) De plus les cinq fondateurs souscrivirent 50% du capital autorisé de \$200,000. Enfin quelques capitalistes germano-américains dont German F. Victor, Georges Gudewill et le baron A.W. Von Kessler fournirent un autre 25%. (31)

Les travaux entrepris au printemps se poursuivirent durant l'hiver (32) mais les capitaux s'épuisant rapidement, le Conseil d'administration se mit à la recherche de fonds supplémentaires. Les dépenses étaient élevées,

(28) Carruthers, G., op.cit., p.602.

(29) Désilets, Auguste, op.cit., p.41.

(30) Boucher, Thomas, op.cit., p.40.

(31) Niosi, Jorge, op.cit., p.379-380.

(32) J.T.R., 2 février 1888.

puisque l'aménagement des chutes avait coûté \$200,000.00, la construction de l'usine \$250,000.00 et l'achat des différents équipements \$100,000.00. Il fallait encore \$350,000.00 pour faire débiter les opérations forestières et payer le personnel. (33)

En septembre 1888, les actionnaires approuvèrent une émission d'obligations d'une valeur de \$100,000.00 portant intérêt à 6%. Celles-ci furent entièrement achetées par les investisseurs germano-américains. Cette opération financière permit la reprise des travaux, et à l'été de 1889, l'usine était inaugurée en présence de Monseigneur Laflèche, évêque de Trois-Rivières. A cette occasion: "La compagnie compta gracieusement comme du temps d'ouvrage les deux heures de la cérémonie". (34)

L'usine fonctionnait bien. A ses débuts, la papeterie produisait 25 tonnes de pâte mécanique par jour avec l'aide de 15 défibreurs. (35) Puis l'année suivante la capacité de l'usine passa à 45 tonnes avec l'addition de six autres défibreurs et à 60 tonnes en 1896. C'était le maximum qu'on pouvait obtenir avec les génératrices installées de 5,000 chevaux-vapeur. (36)

(33) Carruthers, G., op.cit., p.602.

(34) Désilets, Auguste, op.cit., p.46.

(35) J.T.R., 29 juillet 1889.

(36) Désilets, Auguste, op.cit., p.50.

Malheureusement, de nouvelles difficultés financières guettaient la compagnie.

"Le coût moyen de la pâte l'an dernier [1895] fut de \$9.80, le prix moyen de vente \$13.65, laissant un profit de \$3.83 par tonne soit pour une production de 11,700 tonnes un profit de \$44,807 de quoi payer l'intérêt des obligations, des prêts et du capital. Les deux premiers prennent \$25,000, laissant \$20,000 pour amortissement et dividendes. Il faut donc réduire le coût de production parce que le prix n'augmentera pas." (37)

En effet, le prix du papier journal et de sa principale composante, la pâte mécanique, ne cessait de baisser passant de \$68 la tonne en 1890 à \$55 en 1893 et à \$36 en 1897. (38) Pour diversifier les ventes, Forman en 1894, se fit l'agent de la compagnie en Angleterre. Il conserva ce poste pendant quelques temps mais fut éliminé du Conseil d'administration en octobre de la même année et remplacé par John P. Riley, ancien surintendant de la papeterie.

Quelques années plus tard, en 1896, Pagenstecher et Curtis se départirent de leurs intérêts. La faible rentabilité de l'usine explique la décision des deux hommes qui préparaient des fusions d'entreprises papetières qui amenèrent plus tard la formation de l'International Paper. La même année, le général Russel A. Alger,

(37) Procès-verbaux du C.A., livre no 2: 69, cité dans Niosi, Jorge, op.cit., p.381.

(38) Ibidem.

commandant-en-chef de l'armée américaine, achetait 2003 actions pour la somme de \$150,000, soit les 2/3 du capital-actions. Puis, il vendit aussitôt 500 actions à Sir William Van Horne et 300 à Richard B. Angus. (39) Ces derniers attirèrent d'autres investisseurs comme James Ross, Charles R. Hosmer et William MacKenzie. De son côté, Alger associa son fils Russel Jr et ses trois filles à l'entreprise. Dix actionnaires possédaient les trois quarts des actions et les membres du Conseil d'administration en détenaient à eux seuls plus de 50%. (40) En février 1897, les actionnaires élirent Angus à la présidence du Conseil, Van Horne à la vice-présidence. Alger Jr remplaça Van Horne à la trésorerie, en juin.

Le nouveau Conseil d'administration s'appliqua à augmenter la production pour réduire les prix de revient, puis fit ajouter à la fabrication de la pâte mécanique, celle de la pâte chimique afin de produire du papier journal.

La compagnie, ainsi réorganisée sous le nom de The

(39) Désilets, Auguste, op.cit., p.55.

(40) Niosi, Jorge, op.cit., p.387.

William Van Horne: Président du Pacifique Canadien.

R.B. Angus: Membre du comité exécutif du C.P.R.

James Ross: Ingénieur, administrateur de plusieurs compagnies.

Charles R. Hosmer: Directeur du service de télégraphe du C.P.R.

Laurentide Pulp and Paper Company, lança un vaste programme d'expansion pour installer deux fourdriniers de 90 et 110 pouces de large et une machine à cylindre de 120 pouces. (41) Déjà au printemps de 1899, la papeterie produisait quotidiennement 40 tonnes de papier journal, 35 de carton-pâte, 120 de pâte mécanique et 70 de pâte chimique. L'année suivante, deux autres fourdriniers de 120 pouces de large firent monter la production de papier à 75 tonnes.

Afin de financer toutes ces améliorations qui allaient faire de la Laurentide la plus importante usine du genre au Canada, les actionnaires approuvèrent une augmentation du capital-action. Celui-ci passa de \$300,000 à \$900,000

(41) Carruthers, G., op.cit., p.608

En 1793, Louis Robert, de Paris, inventa la première machine à fabriquer une feuille de papier en continu. Ses compatriotes ne s'intéressèrent pas à son invention. Les frères Fourdrinier, émigrés français résidant à Londres, exploitèrent la machine de Robert dès 1803. Le fourdrinier moderne est une merveille de mécanique et de précision, mais son principe demeure exactement le même qu'à l'origine. La machine à forme ronde ou à cylindre est due à J. Dickinson qui imagina en 1809 un autre dispositif apte à la fabrication d'une feuille de papier en continu. Cet appareil consiste en un tamis cylindrique aux deux tiers submergé dans un bac de pâte et fonctionne comme un filtre rotatif. L'égouttement s'effectue vers l'intérieur du cylindre, donc à l'encontre de la force centrifuge, sa vitesse ne dépasse guère 400 pieds à la minute. Cette machine est surtout employée pour la fabrication du carton.

en 1897. Il fut porté à \$1,200,000 en mars 1898 et à \$1,600,000 en juillet de l'année suivante. (42) La papeterie était devenue rentable. Elle payait régulièrement l'intérêt des obligations et versa des dividendes variant de 3 à 8% entre 1899 et 1903. (43)

Grâce à une nouvelle constitution, obtenue du gouvernement fédéral, en 1903, la Laurentide put augmenter son capital-actions jusqu'à un maximum de \$2,800,000. De plus elle pouvait administrer des services municipaux, créer des filiales et prendre le nom The Laurentide Paper Company Limited. (44)

Lorsqu'on procéda à l'installation d'une machine à carton de 100 pouces et de deux fourdriniers de 124 pouces, l'usine comprenait alors sept machines, deux à carton et cinq à papier. (45)

En 1908, la Laurentide procurait de l'emploi à 1075 hommes l'été et 975 l'hiver. La liste de paye s'élevait à \$680,000. (46)

(42) Niosi, Jorge, op.cit., p.389, et aussi Carruthers, G., op.cit., p.609.

(43) Niosi, Jorge, Ibid.
Ryan, William, The Clergy and Economic Growth in Quebec, 1896-1914, P.U.L., Québec, 1966, p.60.

(44) Niosi, Jorge, op.cit., p.391.

(45) Carruthers, G., op.cit., p.609-610.

(46) L'Industriel, 21 février, 1907.

La compagnie connut de belles années de 1906 à 1911, pendant lesquelles sa situation financière demeura excellente. Les profits passèrent de \$271,846 en 1906 à \$515,305 en 1910. Le prix de l'action grimpa de \$105 en 1908 à \$220 en 1911. Le dividende payé varia entre 6 et 7% selon les années. (47) A l'occasion d'une nouvelle réorganisation, on réévalua les actifs, ce qui permit la création de la Laurentide Company en 1911. Le capital-actions passait de \$3,600,000 à \$7,200,000.

Entre 1911 et 1919, un autre programme d'expansion augmenta considérablement la production de l'usine. En 1911, celle-ci se composait de 170 tonnes de pâte mécanique, 80 tonnes de pâte chimique, 170 tonnes de papier journal et 40 tonnes de carton. En 1913, la production atteignait 280 tonnes de pâte mécanique, 175 tonnes de pâte chimique et 210 tonnes de papier journal. (48)

Ce fut "l'âge d'or" de l'entreprise: le profit à la tonne grimpa fortement tant pour la pâte que pour le papier journal et les coûts de production demeurèrent stables, parmi les plus bas en Amérique du Nord. (49)

(47) H.T.R., 30 juin 1911 et Niosi, Jorge, op.cit., p.398.

(48) Niosi, Jorge, Ibid.

(49) Niosi, Jorge, op.cit., p.399 à 401.
Pulp and Paper Magazine of Canada (P.P.M.C.),
 13 juin 1913.

En 1915, la compagnie créa une filiale, la Laurentide Power Company. Celle-ci avait des actifs de \$10,000,000. et une puissance de 125,000 chevaux-vapeur. Elle alimentait la papeterie en énergie et vendait ses surplus à la Shawinigan Water and Power. (50)

Le 20 janvier 1920, la Laurentide se voyait accorder une nouvelle constitution qui changeait sa capitalisation mais non son appellation. Le capital-actions passait de \$9,600,000 à \$35,000,000 dont \$28,000,000 souscrits. Sir Lomer Gouin, ancien premier ministre de la province, faisait son entrée au Conseil d'administration. "By the association with the Laurentide Company, Sir Lomer become definitely identified North Canada's great pulp and paper industry in a direct and personal way. Both may truly be congratulated". (51)

L'acquisition de deux nouvelles machines à papier de 164 pouces, portant les numéros huit et neuf, installées entre 1920 et 1922, permirent à la papeterie d'atteindre une production quotidienne de 375 tonnes de papier. (52)

(50) H.T.R., 22 septembre 1916.

(51) P.P.K.C., 15 juillet 1920, p.742, cité dans Niosi, Jorge, op.cit., p.403.

(52) Niosi, Jorge, op.cit., p.405-407 et Carruthers, G., op.cit., p.610.

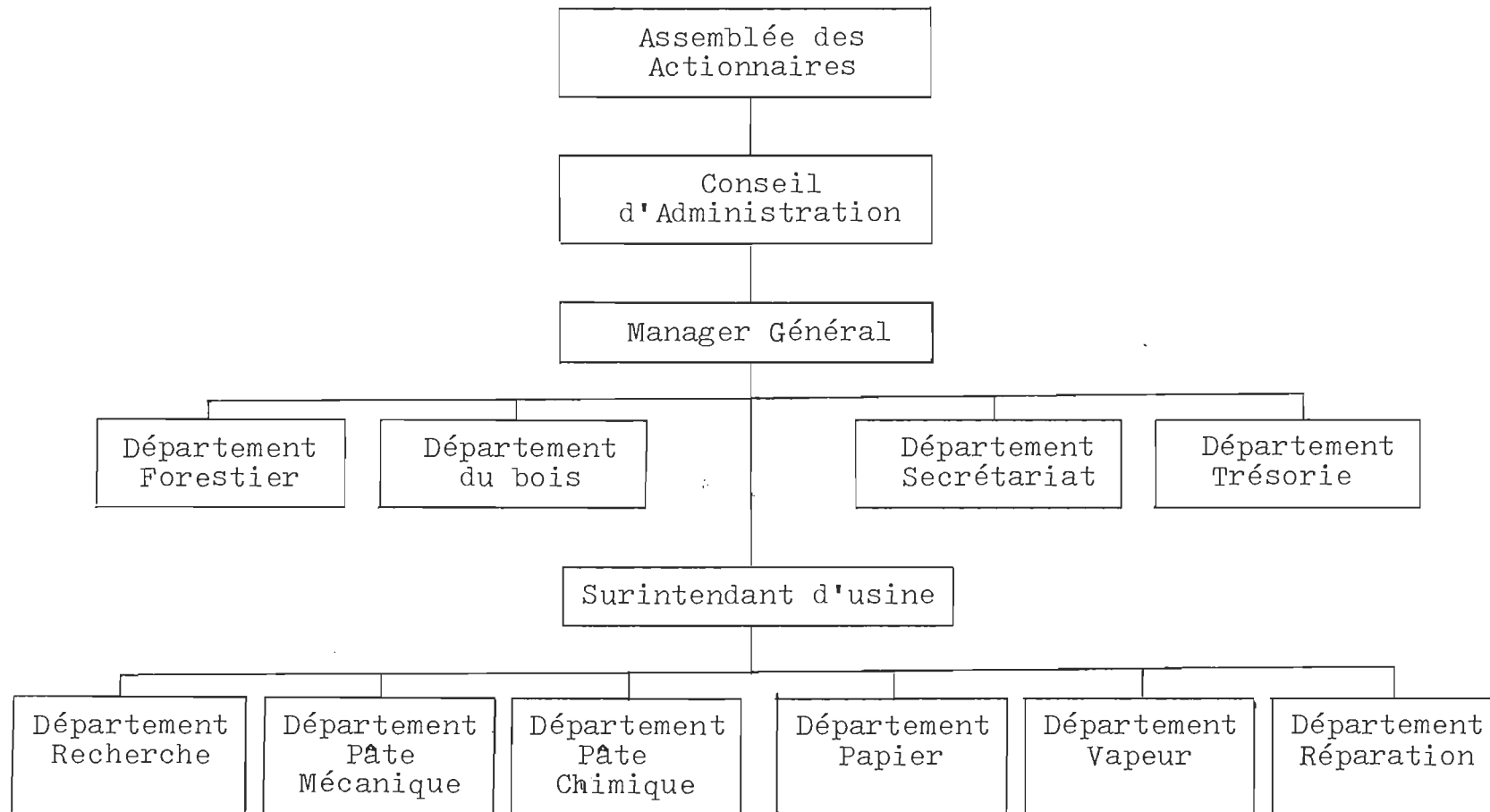
A partir de 1924, aucun autre équipement ne fut ajouté à l'usine. L'entreprise se contenta d'améliorer sa production forestière et d'agrandir ses concessions forestières. La prudence de ses administrateurs l'empêcha par la suite de se lancer dans des investissements massifs.

(53)

(53) Niosi, Jorge, Ibid., p. 407.

TABLEAU 11

LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE LA LAURENTIDE EN 1927



SOURCE: Niosi, Jorge, op.cit., p.409

En 1895, deux trifluviens, Uldéric Carignan et Nagé-gius Mailhot, fondaient la Shawinigan Electric Light and Power Company Limited pour exploiter les chutes de Shawinigan et fournir l'énergie nécessaire à l'éclairage des rues de Trois-Rivières. (54) Mais la propriété de ces chutes n'était pas clairement établie. John Forman, un des principaux dirigeants de la papeterie Laurentide de Grand-Mère, s'en proclamait l'unique propriétaire. Par ailleurs, le gouvernement fédéral et le Québec affirmaient, tous les deux, que le lit de la rivière relevait de leur compétence. Finalement, les tribunaux rejetèrent les prétentions de Forman, et le Conseil Privé, saisi du différend entre les deux gouvernements, décréta que le lit des rivières navigables et flottables était propriété du gouvernement provincial.

Les deux entrepreneurs trifluviens, forts de leurs appuis politiques, se tournèrent alors vers Québec et poursuivirent leurs démarches. G-A. Nantel, ministre des Terres et Forêts dans le gouvernement conservateur du

(54) Ryan, William, F., op.cit., p.68.
Filteau, Gérard, L'épopée de Shawinigan, Guertin-Gignac, Shawinigan, 1944, p.87-88.

premier ministre Flynn, annonça la mise aux enchères des chutes le 15 juin 1896; le montant initial fut fixé à \$10,000. Carignan et Mailhot réunirent les fonds requis mais malheureusement pour eux, les libéraux reprirent le pouvoir aux élections du 11 mai et le nouveau titulaire du ministère des Terres et Forêts, Simon-Napoléon Parent, retira les avis de vente émis par son prédécesseur. Les nouvelles conditions fixées pour la mise en vente du 9 septembre étaient les suivantes: 1) la mise à prix était portée à \$50,000; 2) l'acquéreur s'engageait à investir \$2,000,000 au cours des 18 premiers mois et deux autres millions l'année suivante; 3) l'acquéreur s'engageait à produire l'énergie hydro-électrique au plus tard vingt mois après l'achat des chutes et à verser annuellement \$200,000 en salaires. A défaut de remplir l'une de ces conditions, la vente serait annulée et le montant de \$50,000 confisqué. (55)

Devant de telles exigences, les deux promoteurs se retirèrent et laissèrent le terrain libre à des groupes financiers plus puissants et... anglophones. Le 9 septembre, David Russel, fondé de pouvoir d'un américain d'Andover, John Joyce, achetait les chutes et s'associait à J.E. Aldred et d'autres financiers dont Greenshields, Forget, Holt, Gault et Farwell. L'âme dirigeante de ce

(55) Ryan, William F., op.cit., p.68.

groupe d'investisseurs était Aldred.

Par la suite, soit le 15 janvier 1898, la Shawinigan Water and Power Company obtenait ses "lettres patentes". Après quelques difficultés, une poursuite judiciaire de Forman et des démêlés avec les autorités fédérales et provinciales, les travaux d'aménagement hydro-électrique débutaient au printemps 1899. Ils devaient s'échelonner sur deux ans et procurer de l'emploi à 1,500 hommes. En même temps, les ingénieurs dressaient les plans d'une ville comportant de vastes zones industrielles. Un embranchement ferroviaire devait relier la ville au Great Northern. Dès 1902, deux unités de 6,000 H.P. chacune étaient installées. L'année suivante une ligne de 50,000 volts fournissait depuis Shawinigan l'énergie électrique à la ville de Montréal. Puis, trois ans plus tard, une ligne sous-marine franchissait le Saint-Laurent et alimentait en électricité les mines d'amiante de l'Estrie.

Aldred était le maître d'oeuvre de ces grands travaux. Il désirait attirer des entreprises afin de vendre la production d'électricité. (56) Cette stratégie avait le double effet d'assurer un revenu stable à la compagnie et

(56) Three Rivers Year Book, 1933, p.35.

de lui permettre aussi de prévoir avec plus de facilité son financement à long terme. (57) Les désirs d'Aldred allaient devenir une réalité. A la même époque, des financiers belges associés à la Banque d'Outremer de Bruxelles réunissaient des capitaux dans le but d'implanter une usine de pâte à papier au Canada. L'ancien consul de Belgique à Québec, Ferdinand C. Van Bruyssel, après avoir visité plusieurs sites, leur recommanda Shawinigan. (58) Les financiers firent leur cette recommandation et le 9 août 1900, la Belgo Canadian Pulp and Paper et la Shawinigan Water and Power signaient une entente par laquelle cette dernière s'engageait à fournir à la société papetière 15,000 chevaux-vapeur soit 8,000 pour le premier mai 1910 et 7,000 autres un peu plus tard. (59)

Cependant, les travaux de construction de l'usine de la Belgo entrepris à l'été de 1900, ne progressèrent que très lentement. A l'automne, les structures sortaient à peine de terre et déjà les fonds étaient épuisés. C'est pourquoi la Banque d'Outremer décida de liquider toute l'affaire. Elle délégua, dans ce but, un jeune ingénieur

(57) Filteau, Gérard, op.cit., p.99.

(58) Carruthers, G., Paper in the making, Toronto, 1947, p.659.

(59) Filteau, Gérard, op.cit., p.101.

du nom d'Hubert Biermans. (60) Celui-ci évalua sur le champ les immenses possibilités de l'entreprise et persuada les financiers d'investir de nouveau.

Les travaux reprirent. A la fin de 1901, 24 meules de 18 pouces et 13 machines humides d'une capacité de 100 tonnes de pâte mécanique par jour étaient installées. Mais la production réelle durant la première année n'atteignit que 65 tonnes. La compagnie devait faire face à plusieurs difficultés: le prix de revient s'avérait trop élevé, une grève des débardeurs du port de Québec empêchait des livraisons à destination de l'Europe, des incendies dévastaient les forêts et finalement, les prix de la pâte chutaient. L'entreprise enregistra une perte de 1,250,000 francs belges pour les six premiers mois d'opération. (61)

Biermans, devant ces problèmes, proposa aux actionnaires, en 1902, d'agrandir l'usine afin d'y installer des machines à papier. Devant leur refus, il fonda la "Société Fermière", loua l'entreprise et commença des travaux à l'automne de 1903 pour installer un fourdrinier de 128 pouces de large, d'une capacité de 19 tonnes par jour. Les financiers de Bruxelles s'étaient réservé le

(60) Larochelle, Fabien, Shawinigan depuis 75 ans, Hôtel de Ville de Shawinigan, Shawinigan, 1976, p.264.

(61) Carruthers, G., op.cit., p.660.

droit de racheter les installations de la "Société Ferrière" moyennant un profit de 50% pour cette dernière. A cause des bénéfices énormes réalisés en peu de temps, ils se prévalurent de leur privilège et réorganisèrent l'usine sous le nom de Belgo Canadian Pulp Company.

Cette réorganisation s'effectua le 4 janvier 1906 par la mise en activité d'une machine ayant une capacité de 22 tonnes par jour. L'année suivante, un troisième fourdrinier, de 45 tonnes fut installé de même que des turbines modernes; on remplaça aussi les meules de 18 pouces par d'autres de 24 pouces. Le rendement de l'usine s'accrut de 50%. La capacité de production était portée à 150 tonnes de pâte mécanique et à 86 tonnes de papier journal par jour.

Mais la Belgo dépendait de la Laurentide de Grand-Mère pour son approvisionnement en pâte chimique. Pour remédier à cette situation onéreuse et incommode, on installait en 1914, deux lessiveurs d'une capacité de 30 tonnes de bisulfite par jour. Un troisième lessiveur s'ajouta l'année suivante ainsi qu'une autre machine à papier de 202 pouces de large en 1916.

Après le premier conflit mondial, les Belges réorganisèrent la compagnie sous le nom de Belgo Canadian Pulp and Paper et décidèrent d'en faire une société canadienne

afin d'éviter de payer des taxes en Belgique et au Canada.

En 1921, malgré les avis défavorables de Biermans, la Banque d'Outremer vendit tous ses intérêts dans l'usine pour profiter d'un taux de change avantageux. Les nouveaux propriétaires, Newman, Sweezey and Company, changèrent l'appellation de la papeterie pour celui de Belgian Industrial Company. Biermans conserva la direction de l'usine. La compagnie se lança dans une nouvelle expansion en 1923. Mais avant qu'elle ne soit terminée, l'usine changea une fois de plus son nom pour celui de Belgo Canadian Paper Company Limited. (62)

De nouveaux aménagements permirent l'installation de deux fourdriniers de 232 pouces en 1923 et 1924. Finalement deux machines de 234 pouces, construites en 1926, portèrent le total des machines à 8 et la production à 635 tonnes de papier par jour. (63)

La nouvelle compagnie disposait d'un actif de plus de 18 millions de dollars et jouissait d'une situation financière excellente. Pour l'année se terminant en août 1922, la Belgo déclara des bénéfices de \$1,102,570

(62) Le Nouvelliste, 11 septembre 1922.

(63) Filteau, Gérard, op.cit., p.202, et Carruthers, G., op.cit., p.660.

soit un rapport du produit net disponible au dividende privilégié de 27.5%. Les huit premiers mois de l'exercice financier 1922-1923 permirent d'enregistrer des profits de \$1,349,054. (64)

En 1925, le groupe financier "Holt, Gundy and Company" qui venait d'acquérir l'usine de la St-Maurice du Cap-de-la-Madeleine, loua la Belgo et organisa la société de gestion St-Maurice Valley Corporation. Biermans vendit tous ses intérêts au nouveau holding et retourna en Europe.

Avec cette nouvelle direction la Belgo continua son expansion. En 1926, l'usine enjambait la petite rivière Shawinigan et s'agrandissait au coût de \$4,000,000. (65)

Deux ans plus tard, la Laurentide de Grand-Mère s'alliait au holding pour former la Canada Power and Paper Corporation. La crise économique amenait une autre réorganisation majeure au cours de laquelle des filiales furent réunies dans une nouvelle compagnie: la Consolidated Paper Corporation. (66)

(64) Le Nouvelliste, 11 octobre 1922.

(65) Ibid., 30 janvier 1926.

(66) Filteau, Gérard, op.cit., p.203-204, et Carruthers, G., op.cit., p.661.

3- LA ST-MAURICE

Une compagnie américaine: The Union Paper Bag and Box Company Limited, par sa filiale de la Grès Fall acheta en 1909 un vaste terrain au Cap-de-la-Madeleine. Cinq cultivateurs lui vendirent ce qu'ils appelaient "leur devanture", soit le terrain situé entre la rue Notre-Dame et le fleuve. Cet emplacement était près d'un embranchement du chemin de fer du "Canadien Pacifique" construit en 1896 grâce à l'influence du sénateur Hypolite Montplaisir. (67)

Un an après l'achat du terrain, la construction de l'usine débuta, soit en octobre 1910. (68) Bientôt six défibreurs fabriquaient de la pâte mécanique qui, mise en ballot, était expédiée à des entreprises de papier journal. (69) L'année suivante, un agrandissement fit augmenter la capacité de production (70); en 1912 elle était portée à 130 tonnes par jour. (71) L'usine changea alors de nom pour celui de Union Bag et les dirigeants lancèrent un vaste programme d'expansion dans le but

-
- (67) Biron, J.E., St-Maurice Paper Co., s.ed., 1978, p.1.
(68) N.T.R., 28 octobre 1910, et 2 décembre 1910.
(69) Le Nouvelliste, 9 décembre 1950.
(70) N.T.R., 15 septembre 1911 et 13 octobre 1911.
(71) Ryan, William, op.cit., p.901.

d'installer des machines à papier. Les travaux préliminaires estimés à \$200,000. comprenaient la construction de quais en eau profonde et aussi celle d'un bassin intérieur pour contenir les billes et les mettre à l'abri des vents du nord. (72) Une prise d'eau se rendant jusqu'au chenal devait amener l'eau pure nécessaire à la fabrication d'un papier journal de qualité. L'agrandissement, entrepris en 1916, fut terminé le 3 février de l'année suivante; la première machine à papier entra en service, bientôt suivie d'une deuxième. (73) Quelques temps auparavant avait débuté la fabrication de la pâte au bisulfite. (74) L'usine changea encore de nom pour celui de St-Maurice Pulp and Paper Company mais elle demeurait toujours propriété de Union Bag and Paper.

En 1923, l'entreprise fabriquait quotidiennement 200 tonnes de pâte mécanique, 70 de pâte au sulfate, 60 au sulfite et 125 de papier. Ses principaux clients étaient le "New-York Sun and Herald", le "Buffalo Courrier", le "New-York Times", le "Chicago Daily News". Un seul quotidien canadien, le "Montreal Star" s'alimentait en papier du Cap-de-la-Madeleine. Les expéditions s'effectuaient

(72) Le Bien Public, 13 mars 1913.

(73) N.T.R., 22 septembre 1916.

(74) Le Bien Public, 8 février 1917.

surtout par chemin de fer. Quelques cargaisons seulement passaient par le port de Trois-Rivières. (75)

La compagnie possédait, en plus de l'usine madelineoise, des scieries à Trois-Rivières, à Charlemagne, à Saint-Gabriel de Brandon, à Montcalm et à Sainte-Adèle. Ses réserves forestières couvraient 2,000 milles carrés dans les bassins des rivières Saint-Maurice et Maskinongé.

M.E.B. Murray, vice-président de la St-Maurice annonça le 24 janvier 1924, un autre programme d'expansion qui devait porter la capacité de l'usine à 250 tonnes de papier journal par jour grâce à deux nouveaux fourdniers. (76)

Les travaux estimés à \$2,500,000 commencèrent en avril et procurèrent de l'emploi à 500 ouvriers. Une nouvelle aile devait abriter deux machines à papier de 166 pouces de large, tournant à 800 pieds à la minute et d'une capacité de 130 tonnes, une salle de finition et une nouvelle salle de bouilloire. Les ingénieurs prévoyaient l'installation d'un appareillage des plus modernes tels que des éventails électriques et des économiseurs de vapeur. (77)

(75) Le Nouvelliste, 25 octobre 1923.

(76) Le Nouvelliste, 7 mars 1924.

(77) Ibidem.

A partir de 1922, on songea sérieusement à diminuer l'intensité et l'odeur des fumées qui se dégageaient des pâtes en fermentation. Par un procédé spécial, on espérait capter ces gaz et les rendre absolument inodores en faisant passer les fumées par une série de tuyaux pour, par la suite, les transformer en sous-produits. Malheureusement ce système ne fut pas mis en application.

Il faut conclure à la bonne santé financière de l'entreprise au début des années vingt. En effet, le rapport des délibérations de l'Assemblée des actionnaires du 15 avril 1924 révèle qu'on escomptait un profit additionnel de \$600,000. par année grâce à l'installation de deux nouveaux fourdriniers. Le capital d'exploitation de l'entreprise s'élevait cette année-là à \$2,100,000., les revenus à \$3,229,000., les obligations courantes à \$1,189,000.; ce qui constituait un excellent bilan. La seule dette consolidée consistait en une émission de \$2,500,000. pour financer l'expansion. (78) La même année, la St-Maurice acheta les concessions forestières de la Union Bag au prix de \$1,250,000. soit \$2,400. le mille carré. Les réserves renfermaient 1,500,000 cordes de bois à pâte. Cette transaction, payée en actions, garantissait les approvisionnements en matière première pour les années à venir. (79)

(78) Le Nouvelliste, 16 avril 1924.

(79) Ibidem.

La mise en service de nouvelles machines s'effectua en novembre 1924. Une centaine de papetiers de plus trouvèrent de l'emploi; la liste de paye des 600 employés s'élevait à \$21,200 par semaine. (80)

La St-Maurice contrôlée à 63% par la Union Bag and Paper Corporation fut absorbée par la St-Maurice Valley Corporation en 1925 et intégrée à la Canada Power and Paper Corporation trois ans plus tard, laquelle fut, à son tour, absorbée par la Consolidated Paper Corporation Limited en 1931. L'usine du Cap-de-la-Madeleine ferma ses portes en 1930 pour les rouvrir durant une très courte période en 1941. Elle devint la Wayagamack "B" de la Consolidated Bathurst en 1946 et cessa toutes activités à l'automne de 1977.

(80) Ibid., 28 novembre 1924 et 16 mai 1925.

4- LA BROWN CORPORATION

L'Américain W.W. Brown s'était associé avec son cousin Lewis T. Brown en 1865 pour construire une scierie à Berlin, New-Hampshire. Quelques temps plus tard, la firme se lançait dans la fabrication de la pâte et du papier. En 1907, la famille Brown qui possédait l'entreprise connue sous la raison sociale de Berlin Mills Company acheta du gouvernement québécois, par le truchement de sa filiale canadienne, la Quebec and St-Maurice Industrial Company, de grandes réserves forestières en Haute-Mauricie ainsi que les chutes de La Tuque. (81) Il en coûta à la compagnie \$75,000 pour acquérir le tout. (82) Les Brown désiraient construire une papeterie, mais seulement à la condition que le chemin de fer atteigne les chutes. Heureusement pour eux, La Tuque fut rapidement desservie par le Québec et Lac Saint-Jean en 1907 et le Transcontinental deux ans plus tard.

Le 4 octobre 1909, les travaux de construction déburent, et l'année suivante l'usine produisait 18 tonnes

(81) Dupont, Aldori, Histoire de la ville de La Tuque, 1962, p.49.

(82) Blanchard, Raoul, La Mauricie, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1950, p.101.

par jour de pâte Kraft non blanchie. (83) Par la suite, la production augmenta rapidement: 121 tonnes en 1915, 180 en 1921 et 247 en 1928. (84)

En 1920, la compagnie possédait 586 milles carrés de forêt et détenait 2,500 milles carrés en concessions. (85) Cette même année, elle fabriqua 62,000 tonnes de pâte à papier au sulfate et vendit 15,000,000 de pieds de bois et 13,000 gallons de térébenthine. (86)

La compagnie décida de changer son appellation, en 1917. Aux Etats-Unis, elle prit le nom de Brown Company, et à La Tuque, celui de Brown Corporation, nom qu'elle porta jusqu'au premier décembre 1954, année où elle fut vendue à la Canadian International Paper.

Durant la période couverte par notre recherche, la papeterie de la Haute-Mauricie expédiait 75% de sa production vers Berlin (où la pâte était transformée en papier), 20% vers le marché canadien et 5% vers le marché européen.

Les acheteurs furent réticents devant le nouveau papier que lançait l'usine de La Tuque. Ils en connaissaient mal son utilité et sa résistance. Mais, bientôt

(83) Dupont, Aldori, op.cit., p.49

(84) Ibid., p.50.

(85) Minville, Esdras, La Forêt, Fides, Montréal, 1944, p.198.

(86) Dupont, Aldori, op.cit., p.50.

le marché s'affermir. Le mot "Kraft", (signifiant force) et le mot "papier brun" devinrent rapidement populaires. La demande se faisant de plus en plus forte, plusieurs entreprises se lancèrent dans la fabrication de la pâte au sulfate mais la Brown, à cause de la qualité de son "Nibroc Kraft", garda la première place.

La fabrication de la pâte Kraft exigeait une grande habileté de la part de la main d'oeuvre. Or, les travailleurs forestiers constituaient l'essentiel de la main-d'oeuvre disponible et ne possédaient aucune qualification particulière pour ce genre de travail. C'est pourquoi, pour surmonter cette difficulté, l'entreprise chercha une solution dans l'innovation technique. Il fallait en somme simplifier les opérations. Dix ans avant les autres papeteries, la Brown installait un système de récupération de la liqueur de cuisson et le procédé "Cottrell" de précipitation. Un peu plus tard, elle créait une machine à laver la pâte. En 1928, un procédé de blanchiment continu de la pâte, et deux ans plus tard, la mise en marche d'une usine d'évaporation, plaçait l'entreprise à la fine pointe de la technologie papetière.

Mais plus encore que les innovations, c'est la mise en marché de produits nouveaux qui permit à la compagnie

de croître. Les produits conçus dans les laboratoires de recherche de Berlin, N.H., étaient ensuite fabriqués à La Tuque. Ainsi une usine de fibres spéciale fut construite en 1928 pour produire plusieurs types de cellulose, connues sous la marque de commerce de "Solka".
(87)

(87) Le Nouvelliste, 31 juillet 1935 et 27 novembre 1940.

Au confluent du Saint-Laurent et du Saint-Maurice, Trois-Rivières offrait un site approprié pour la construction d'une usine de pâte et papier. Lorsque l'industriel Charles Whitehead envisagea l'opportunité d'investir dans une papeterie, deux facteurs principaux attirèrent son attention: d'abord, l'énergie électrique s'avérait maintenant disponible et de plus, le flottage des billes se faisait jusqu'à l'embouchure de la rivière.

Whitehead, propriétaire de la Wabasso Cotton fit part de son projet à son ami et partenaire, J.N. Greenshields. (88) Les hommes d'affaires se mirent alors immédiatement à la tâche pour trouver les sources de financement nécessaires.

-
- (88) C.R. Whitehead s'associa à J.N. Greenshields en 1907 pour fonder la Wabasso Cotton. Cette entreprise devint une des plus importantes du genre au Canada. Ce n'était pas un financier mais un industriel d'envergure.
 J.N. Greenshields: avocat et financier, membre influent du parti libéral.
 Parent, Robert, Histoire économique et sociale de la Wayagamack Pulp and Paper Co. (1910-1929)
 thèse de M.A. en Sociologie, UQAM, Montréal, 1975, p.19, 25-26.

Le groupe s'associa à des financiers bien connus: le sénateur MacKay, J.W. Pike et Rodolphe Forget: (89) C'est en octobre 1910, que la compagnie fut juridiquement formée en vertu d'une constitution fédérale sous le nom de Wayagamack Pulp and Paper Company Limited, avec un capital-actions de \$5,000,000 (50,000 actions à \$100 chacune).

Sur l'île de la Poterie, à l'embouchure du St-Maurice, la scierie que George Baptist avait construite en 1867 existait toujours. Elle appartenait maintenant à son fils Alexandre. Les fondateurs de la Wayagamack achetèrent en 1910, la scierie et les concessions forestières appartenant à la famille Baptist. A propos de cette transaction, Frank Ivan Ritchie, expert-forestier écrivait:

"La superficie totale des limites visées est de 1,121 milles carrés ou 717,440 acres, et elles renferment selon un estimé très conservateur 497 millions P.M.P. de pin blanc, 706

(89) R. MacKay: financier, parmi les plus importants du Canada. En 1912, il siégeait dans le Conseil d'Administration de 36 compagnies importantes.

J.W. Pike: industriel et administrateur de compagnies. Sa propre entreprise, fournissait à la Wayagamack les produits chimiques nécessaires à la fabrication de la pâte au sulfate.

R. Forget: le plus important financier canadien-français. Il se spécialisa dans la mise en marché des actions de nouvelles compagnies principalement issues des fusions.

Parent, Robert, ibid., p. 18, 20-22, 32.

millions P.M.P. d'épinette et 5,738,480 cordes du meilleur bois à pâte soit un total de 4,072 millions P.M.P.". (90)

Le tout fut acquis d'Alexandre Baptist pour la somme de \$600,000 en argent comptant et \$200,000 en actions de la nouvelle compagnie. (91)

Le premier Conseil d'administration formé le 10 juin 1911, était composé de: J.N. Greenshields, président, de C.R. Whitehead, vice-président, et de trois autres administrateurs, C.G. Greenshields, fils du président, D.H. Pennington et Sir Rodolphe Forget. Cependant, le 24 juillet, C.G. Greenshields cédait son poste au sénateur MacKay et le 31, Forget démissionnait en faveur de J. Reid Wilson. Et le 21 décembre 1912, J.N. Pike remplaça Pennington. (92)

Dès que la décision finale, concernant la construction de l'usine, fut prise, C.R. Whitehead partit pour l'Angleterre où il retint les services de Thomas Nuttall reconnu comme une autorité dans la fabrication de la pâte et du papier Kraft, ainsi que Richard Collins qui deviendra

-
- (90) Honston, W.R., The Annual Financial Review, Vol XIII, 1913, p.314, cité dans Brouillette, Benoît, "L'Industrie des pâtes et du papier" dans La Forêt, Fides, Montréal, 1944, p.199.
 (91) Parent, Robert, op.cit., p.28.
 (92) Parent, Robert, ibid., p.31-32.

plus tard gérant et vice-président de la "Consolidated Paper Corporation". Afin de s'assurer des services d'un maître-papetier compétent, M. Whitehead se rendit ensuite en Suède où il engagea Henning Helin, un spécialiste de grande réputation dans le domaine. (93)

Quant à la construction de l'usine, elle débuta en mai 1911. (94) Les travaux furent effectués par la firme canadienne "T. Pringle and Sons" et supervisés par les ingénieurs suédois H. Helin et J.M. Iversen.

Les bâtiments furent construits en fer et en ciment. Ce fait rare pour l'époque, permettait une construction à l'épreuve du feu. Afin de faciliter les communications entre l'île de la Poterie ou Baptist, et l'île Saint-Christophe, un pont s'avérait nécessaire. Le député de Trois-Rivières, J.-A. Tessier entreprit alors des démarches auprès du gouvernement québécois. Il fut décidé que les coûts de construction du pont seraient partagés également entre la ville, le gouvernement du Québec et la compagnie. (95)

(93) Le Nouvelliste, 9 décembre 1950.

(94) N.T.R., 2 juin 1911.

(95) N.T.R., 13 juin 1911.

L'usine fut équipée de deux machines à papier d'une largeur de 126 pouces acquises de la firme Bentley and Jackson de Grande-Bretagne au coût de \$61,000. Au début de l'hiver de 1912, l'installation de la machinerie s'effectua rapidement grâce à la venue d'une soixantaine de mécaniciens anglais. (96)

Les dépenses concernant la construction et l'équipement de l'usine totalisaient plus d'un million de dollars. Si l'on ajoute les frais divers et ceux nécessités par l'établissement d'une scierie moderne, l'investissement final se monta à deux millions de dollars à la fin de 1912. (97)

Le début des activités de la nouvelle scierie eut lieu en juillet 1912. Déjà à cette époque, l'automatisation des opérations limitait à une quinzaine le nombre des employés. L'usine, très perfectionnée pour l'époque, tirait son énergie de la vapeur fournie par la combustion des déchets de bois. Pendant toute l'année 1912-1913, elle fonctionna 24 heures par jour et produisit du bois de charpente que l'on destinait aux Etats-Unis et à l'Angleterre. (98) La valeur de production de la scierie demeura faible par rapport à celle de la papeterie, soit 10% en 1918 et seulement 1% en 1923.

(96) N.T.R., 9 février 1912.

(97) Parent, Robert, op.cit., p.39.

(98) N.T.R., 28 juin 1912.

La production de la papeterie commença en septembre 1912. Un an plus tard elle fabriquait quotidiennement 50 tonnes de pâte au sulfate et 50 tonnes de papier Kraft. Grâce à l'acquisition de deux autres fourdriniers, on augmenta la production à 100 tonnes de papier en 1914. Mais la production était sans doute inférieure à la capacité totale de l'usine surtout en ce qui concerne la pâte chimique. Une partie importante de celle-ci prenait la direction des Etats-Unis. Lorsque le gouvernement de Washington imposa une taxe de 30% sur le papier importé, la compagnie dut se tourner davantage vers le marché européen.

C'est la qualité du papier fabriqué à la Wayagamack qui attirait l'attention des experts. Ceux-ci soulignaient qu'elle était comparable sinon supérieure à celle de Suède, le point de mire de l'époque en ce qui concerne la fabrication du papier.

Lors de la première assemblée annuelle des actionnaires tenue à Trois-Rivières au mois de juillet 1913, le président du conseil d'administration révélait que les recettes nettes de l'entreprise atteignaient \$256,773.29. Après le prélèvement des intérêts d'obligations, lesquels absorbaient \$105,000, la compagnie conservait une disponibilité de \$151,000, ou 3% de ses actions ordinaires. (99)

(99) N.T.R., 1 août 1913.

C'est la première guerre mondiale qui permit à l'usine de prendre un élan considérable. Le papier Kraft trouvait de nombreux débouchés, entre autre dans le recouvrement des explosifs et des cartouches. A la fin du conflit, la situation financière de la Wayagamack était jugée saine et la popularité du nouveau papier d'emballage assurait une augmentation appréciable des commandes.

Une nouvelle stratégie d'expansion fut arrêtée afin de bénéficier des retombées économiques de l'après-guerre. Deux financiers d'une grande renommée dans le domaine des pâtes et papiers, Sir William Price et Alexander Maclaren, furent accueillis dans le Conseil d'administration. Ces deux personnages contribuèrent, semble-t-il, à accroître la crédibilité de la compagnie auprès des investisseurs.

Au mois de mai 1919, la Wayagamack était en mesure de fonder sa propre entreprise de vente: la "Canadian Kraft". Celle-ci avait pour but d'exporter de la pâte au sulfate et un minimum de 25,000 tonnes de papier par année. L'objectif révisé en 1920 réduisit ce minimum à 6,000 tonnes. (100) Les exportations s'effectuaient surtout en direction des Etats-Unis et des pays de l'Empire Britannique: Angleterre, Australie, Nouvelle-Zélande,

(100) Parent, Robert, op.cit., p.73

Afrique du Sud. Jusqu'en 1932, malgré une forte concurrence des pays scandinaves, l'entreprise exporta encore en France, en Belgique, en Suisse et même en Chine et au Japon. Mais ces débouchés commerciaux semblent avoir disparu après la Conférence d'Ottawa. (101)

Dans l'industrie papetière la crise économique de 1921 frappa aussi très durement. Même à la reprise de 1923 la Wayagamack ne put fonctionner à plein rendement. Ainsi durant toute la période 1925-1929, l'usine de pâte chimique ne produisit qu'à 85% de sa capacité, l'usine de papier, qu'à 66%. (102) Cette situation força la compagnie à couper ses prix; en 1926 elle vendait le papier Kraft \$22.00 la tonne en deça du prix moyen établi en Amérique du Nord. (103)

Il fallait compenser les pertes de l'usine de papier d'emballage et continuer de manufacturer un papier dont la demande grandissait sans cesse. A l'Assemblée du 28 novembre 1924, les actionnaires autorisèrent les directeurs à créer une filiale: la Wayagamack News. La société mère continuait à détenir le capital-actions; elle autorisait sa filiale à mettre sur pied une usine d'une capacité de 200 tonnes de papier journal par jour et à

(101) Actualité Economique, mai 1939, p.162-163.

(102) Parent, Robert, op.cit., p.90.

(103) Ibid., p.94.

émettre \$1,500,000. d'obligations à 6½%. (104)

Une loi permettait au gouvernement anglais de prêter de l'argent aux entreprises qui achetaient de la machinerie fabriquée en Grande-Bretagne. Grâce aux négociations entreprises par C.R. Whitehead, un prêt de 400,000 livres sterling fut consenti à la Wayagamack . (105) Le reste de l'argent nécessaire aux travaux de construction de la nouvelle usine, soit \$1,700,000 fut obtenu de la compagnie-mère. (106)

Le 17 décembre 1925, deux fourdriniers de 164 pouces de large et d'une capacité de 200 tonnes étaient installés. Cependant, la production entre 1926 et 1929 ne dépassa pas 150 tonnes. Durant toute cette période, les profits de Wayagamack News furent minimes soit entre deux et trois mille dollars par année. (107) Néanmoins, la nouvelle filiale permit à Wayagamack Pulp and Paper d'augmenter son chiffre d'affaire de \$7,000,000 en 1925 à \$10,000,000 en 1926. Mais les profits bruts ne suivaient pas la même progression. Ils n'atteignaient que \$1,400,000 en 1926: une augmentation de \$200,000 par rapport à l'année précédente. Le papier journal ne s'avérait pas la planche de salut tant souhaitée par la compagnie car pour s'assurer

(104) Le Nouvelliste, 29 novembre 1924.

(105) Le Nouvelliste, 17 décembre 1924.

(106) Parent, Robert, op.cit., p.120.

(107) Ibid., p.121.

des clients réguliers il fallait faire des concessions importantes sur les prix, ce qui diminuait la marge de profit. (108)

A ses débuts, la Wayagamack détenait plus de 1100 milles carrés de réserves forestières dans le bassin de la rivière Saint-Maurice. En 1919, elle acheta les concessions de la famille Breakey en Gaspésie (451 milles carrés) et dans Portneuf (484 milles carrés). (109) Quelques années plus tard, en 1926, la papeterie s'assura une source presque inépuisable de bois en s'associant à la St-Maurice Valley Corporation et à la Port-Alfred Pulp and Paper Company pour acheter l'île d'Anticosti du sénateur Menier. L'île avec ses 3,100 milles carrés de superficie (135 milles de long sur 22 de large) recelait plus de 15 millions de cordes de bois à pâte. Pour mettre en valeur ce territoire, les trois entreprises papetières investirent à parts égales dans une nouvelle compagnie, "l'Anticosti Corporation".

Même si les profits diminuèrent à la fin des années 20, la Wayagamack demeura toujours rentable et ses assises financières, solides. Mais elle ne résista pas à la vague de fusion qui frappa l'industrie des pâtes et

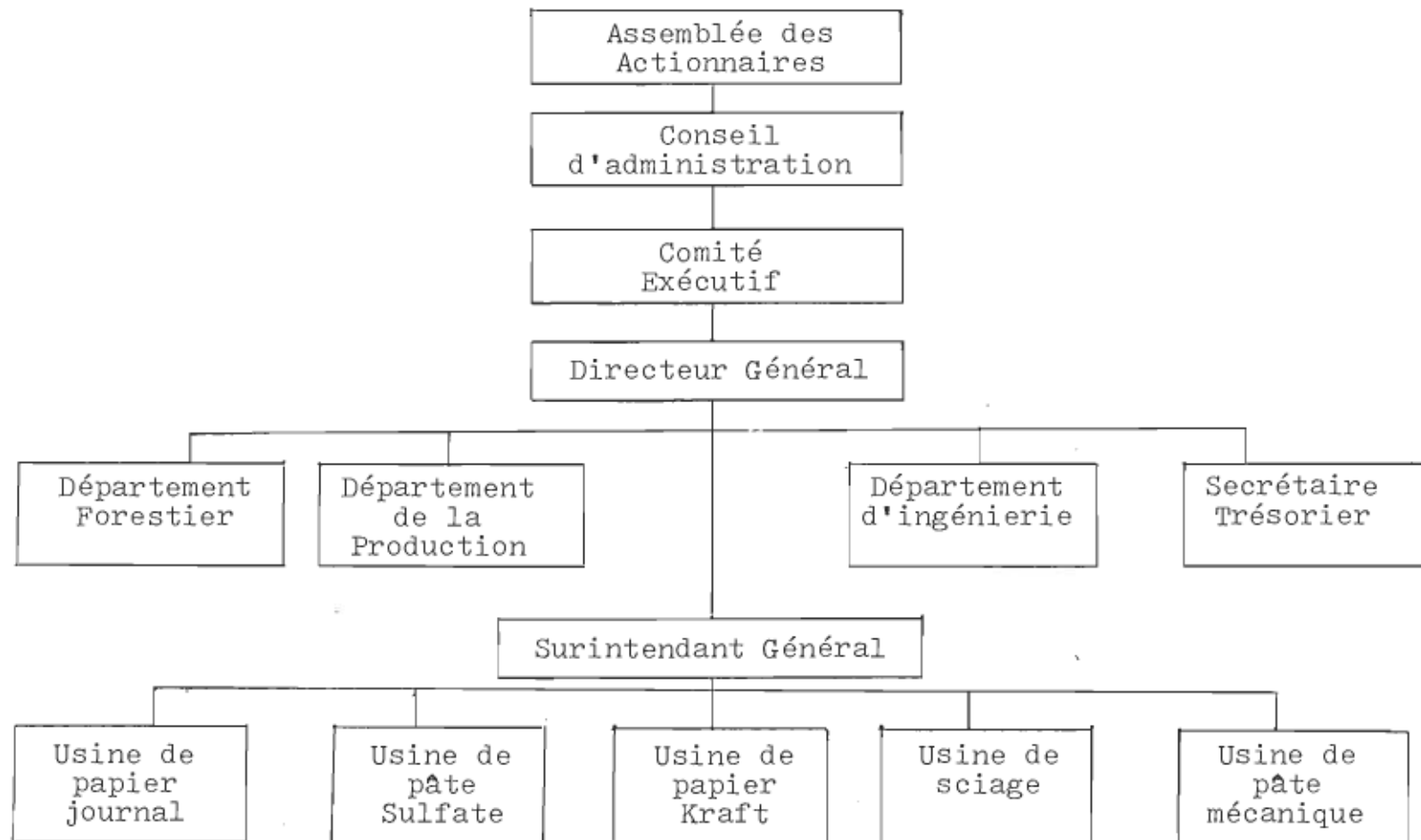
(108) Ibid., p.122.

(109) Brouillette, Benoît, op.cit., p.200.

papiers lors de la grande crise économique. En 1929, elle s'intégra au groupe Canada Power and Paper Corporation et cessa d'exister en tant qu'unité distincte.

TABLEAU 12

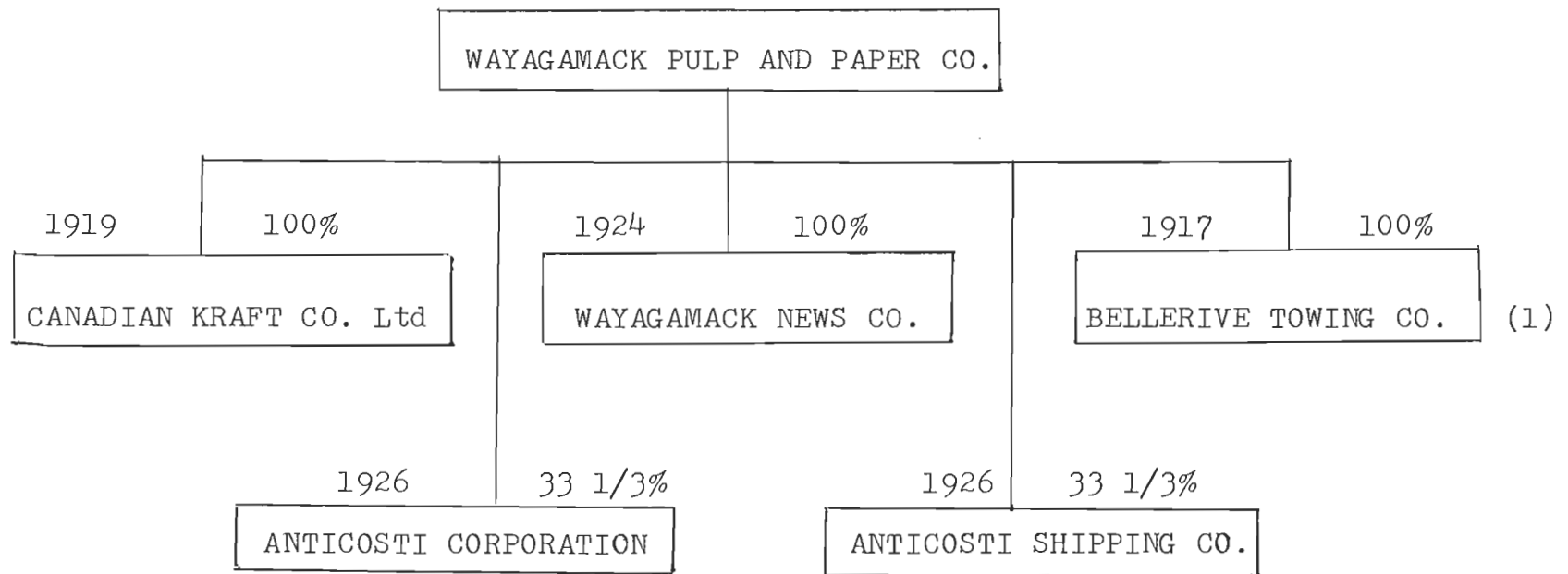
LA STRUCTURE ADMINISTRATIVE DE LA WAYAGAMACK EN 1926



SOURCE: Parent, Robert, op.cit., p.166.

TABLEAU 13

LA WAYAGAMACK ET SES FILIALES EN 1926



(1) Cette compagnie n'était constituée que d'un bateau d'une valeur de \$7,000.

SOURCE: Parent, Robert, op.cit., p.167.

6- L'INTERNATIONAL

L'International Paper, la plus importante entreprise papetière américaine fut attirée en Mauricie par les réserves forestières et l'électricité à bon marché. M.G.W. Curtis, agent industriel du Canadian Pacific Railway, écrivait le 17 octobre 1916, à G. Shea, commissaire industriel de la ville de Trois-Rivières:

"I am informed that it is now definitely decided that the International Paper will locate at Three Rivers. I would be very glad if you would confirm this with any further particulars you may have. I am advised that they will locate near the St-Maurice Lumber Company's mill on the east side of our loop line." (110)

On choisit pour la construction de l'usine, l'endroit connu sous le nom de "moulin des Américains". En 1854, deux entrepreneurs, Norcross et Philipps, élevaient une scierie au confluent du Saint-Maurice et du Saint-Laurent. La mort de l'un des deux associés causait la faillite de l'entreprise, deux ans plus tard. L'immeuble fut saisi par la Banque de Montréal en garantie de sa créance. Elle le garda six ans avant de pouvoir en disposer. J.B. Ward,

(110) Lettre de Curtis à Shea, 17 octobre 1916.
Archives, Gouvernement du Québec, Trois-Rivières.

propriétaire d'une petite scierie à Maskinongé, loua les installations mais abandonna tout travail peu après.

Après avoir acquis les installations, Ward les revendit vers 1867 à deux Américains, Stoddard et Farnham, qui cherchaient à investir dans le commerce du bois. Ward réalisa ainsi un bénéfice net de \$50,000.

Pendant deux ans, les affaires furent fructueuses. La nouvelle compagnie semblait solidement implantée, lorsqu'un incendie, le 1er avril 1870, interrompit brusquement toute activité. Deux ans plus tard, en 1872, une nouvelle société "Ross, Raynard, Ritchie and Company" relayait le tandem Stoddard et Farnham. Cette société maintint les activités dans la vieille scierie épargnée par le feu. Mais le 11 août 1878, un autre sinistre ravageait l'établissement et 150 hommes se retrouvaient sans emploi. J. Raynard quitta la société. Les deux autres associés continuèrent leur oeuvre sous le nom de "Ross, Ritchie and Company". La scierie fut reconstruite en 1880.

La dissension entre les deux partenaires entraîna, en 1887, d'autres changements. Appelés à trancher, les tribunaux donnèrent gain de cause à Ross. Celui-ci vendit en 1890 ses propriétés à la Glenn Falls Paper Mill,

compagnie américaine, qui poursuivit les activités sous le nom de St. Maurice Lumber. Cette entreprise se spécialisait dans l'exportation du bois à pâte. A une certaine époque, on chargeait de 30 à 40 péniches par semaine qui empruntaient le canal puis le lac Champlain jusque dans l'Etat de New-York pour alimenter les papeteries de la Glenn Falls.

Le "moulin des Américains" subit un troisième incendie en 1895, mais il fut reconstruit immédiatement. C'est en 1899 que l'International Paper absorbait la Glenn Falls et sa filiale la St. Maurice Lumber. (111)

A la fin de la première guerre mondiale, l'International Paper fit l'acquisition de terrains supplémentaires en prévision de la construction d'une usine de pâte et papier.

Les travaux de construction de celle-ci débutèrent le 25 août 1918. (112) On procéda à l'inauguration officielle de la papeterie, le 18 décembre 1920 en présence de P.T. Dodge, président de la compagnie. L'usine fut en activité deux jours plus tard; les lessiveurs commençaient la cuisson avec un objectif de 800 tonnes par

(111) J.T.R., 22 novembre 1888 et Le Nouvelliste, 20 août 1927.

(112) Le Bien Public, 5 décembre 1918.

mois de pâte au bisulfite. (113) Déjà en juillet 1922, quatre fourdriniers de 164 pouces de large fabriquaient 300 tonnes de papier journal par jour. (114)

Cette nouvelle usine était à l'époque, la plus moderne en son genre. Une usine de filtration procurait une eau très pure, nécessaire à la fabrication d'un papier de bonne qualité. Des rouleaux sécheurs construits par "Ragley and Sewell" de Watertown, N.Y., permettaient un séchage plus rapide et plus efficace de la feuille de papier. Enfin, la manipulation du papier sur la machine s'effectuait avec l'aide de l'air comprimé et non plus manuellement, ce qui améliorait considérablement la sécurité des travailleurs concernés. (115)

On dut songer rapidement à agrandir l'usine. En effet, le nouveau président de l'International Paper, Archibald Graustein, prenant en compte les réserves forestières réduites, l'équipement désuet de la compagnie et la concurrence canadienne de plus en plus vive aux Etats-Unis, mit au point en 1924 une nouvelle stratégie d'expansion.

(113) Le Nouvelliste, 9 décembre 1950.

(114) Minville, Esdras, La Forêt, collection: Etudes sur notre milieu, Fides, Montréal, 1944, p.206.

(115) Le Nouvelliste, 29 mars 1922.

Ce programme était audacieux; il visait la construction au Canada de nouvelles usines car les usines américaines produisaient à un prix de revient trop élevé. La stratégie prévoyait la reconversion des usines américaines jugées peu rentables. Graustein espérait produire d'autres sortes de papier; il souhaitait aussi que l'entreprise se lance dans le domaine de l'hydro-électricité pour réduire les coûts d'énergie et diversifier les sources de revenus de la compagnie. (116) Compte tenu de cette nouvelle politique, un vaste programme d'expansion au coût de \$5,000,000 fut annoncé, la même année, pour l'usine de Trois-Rivières. Le projet initial prévoyait l'installation de trois nouvelles machines, mais presque aussitôt on décida d'en rajouter une autre, ce qui porta le total à 8.

Au début de 1926, on installa quatre autres machines à papier de 164 pouces de large, portant de la sorte la capacité de production quotidienne à 700 tonnes. Les fourdriniers furent aussi améliorés. Un système de vis sans fin permit un séchage plus efficace. Ce procédé révolutionnaire réduisait considérablement le bruit des rouleaux sécheurs, éliminait les roues d'engrenage sur un côté de la machine et facilitait ainsi le travail des

(116) Marshall, Herbert, Canadian American Industry, Russell and Russell, New-York, 1970, p. 42.

employés. (117) Un système de tuyauterie récupérait la vapeur qui s'échappait des cylindres de séchage et améliorait le sort de ceux qui y travaillaient. Avec cette dernière expansion, la papeterie de Trois-Rivières devenait la plus importante usine de papier journal du monde. Pour alimenter ses 8 machines d'une capacité de 700 tonnes de papier par jour, en 1927, il fallait produire 685 tonnes de pâte mécanique et 260 de pâte chimique. (118) L'usine procurait de l'emploi à 1099 papetiers et payait \$1,793,700 de salaires annuellement. (119)

Devenue la Canadian International Paper en 1925, l'entreprise disposait de concessions forestières importantes. En plus de celles du bassin de la rivière Saint-Maurice, elle en possédait d'autres sur la Batiscan et la Pentecôte. Ses réserves couvraient en 1922, 2,210,000 acres de forêts. (120) Pour alimenter l'usine trifluvienne, 1,500 bûcherons devaient couper 60 millions de pieds de bois dans les chantiers du Haut Saint-Maurice. (121) La compagnie continuait aussi d'exploiter la scierie sur les terrains avoisinant la papeterie. (122)

(117) Le Nouvelliste, 18 février 1926.

(118) Minville, Esdras, op.cit., p.206.

(119) Dumont, André, Monographie de la Compagnie Internationale de Papier, Université Laval, 1971, p.5.

(120) Minville, Esdras, op.cit., p.206.

(121) Le Nouvelliste, 8 janvier 1929.

(122) Ibid., 22 août 1925.

7- LA ST-LAWRENCE

John Rankin à la tête d'un groupe formé par des capitalistes Anglais et Canadiens, fondait au début de 1920, la Three Rivers Pulp and Paper Company Limited.

M. Robert Ryan, représentant spécial de cette compagnie adressa une lettre au conseil municipal de Trois-Rivières le 18 septembre 1920, l'informant que l'usine produirait d'abord cent tonnes de pâte mécanique par jour et un peu plus tard, de la pâte chimique et du papier journal.

Les installations de l'usine devaient se situer le plus près possible du Saint-Laurent car les concessions forestières de la Three Rivers Pulp étaient situées dans la région du Bas-du-Fleuve. M. Ryan ajoutait, de plus, que l'entreprise avait une option d'achat sur les terres de Messieurs Gédéon Garceau et Léopold Lamy dans les limites ouest de la ville près de la "Three Rivers Shipyard". (123) Les terrains furent achetés le 20 mai 1921, au coût de \$172,100. (124)

(123) Le Nouvelliste, 30 octobre 1920.

(124) Ibid., 22 mai 1922.

M. Garceau a reçu \$96,000 et M. Lamy \$76,100.

A la même époque, la Three Rivers Pulp changea son nom pour celui de The St-Lawrence Paper Mills Company Limited. Le bureau de direction était composé de N.A. Timmins, président, D. Breaky, vice-président, E. Rossiter, vice-président et gérant-général et L.H. Timmins, C. Breaky, D.A. Dunlop, R.G. White, directeurs. (125)

Le capital de la nouvelle entreprise était composé d'actions préférentielles participantes. On se proposait d'émettre un peu plus tard des obligations pour une valeur de \$3,000,000 pour aider au financement de la construction de l'usine. (126)

Les travaux de construction débutèrent le 10 mai 1922, sous la direction de la firme d'ingénieurs "Starrett and Thompson" de Montréal. Une cérémonie officielle eut lieu le 27 juin, où l'on enfonça dans le sol le premier des 1,400 pilotis. A cette occasion, le maire Normand déclarait:

"Nous voyons maintenant que les efforts de nos concitoyens ont été récompensés. Grâce à eux, notre cité peut se vanter d'être le centre par excellence de la pâte de bois et du papier, centre qui est aujourd'hui le plus considérable non seulement au Canada, mais de toute l'Amérique quant à la production de papier." (127)

(125) Le Nouvelliste, 9 décembre 1950.

(126) Ibid., 9 juin 1922.

(127) Ibid., 28 juin 1922.

La construction dura dix mois. Ce record fut d'ailleurs signalé à maintes reprises dans les annales industrielles du Canada. (128) Dès le début de 1923, deux machines à papier de 160 pouces de large fabriquaient 145 tonnes de papier journal par jour. (129) Le 28 avril 1925, la compagnie annonça un vaste programme d'expansion au coût de \$519,000 afin de porter la production de papier à 300 tonnes par jour. On procéda à différents agrandissements par de nouvelles constructions qui devaient porter la superficie de plancher à 95,174 pieds carrés. Puis une nouvelle section, celle de la pâte chimique, fut ajoutée pour permettre à la papeterie de s'auto-suffire dans ce domaine. (130) Au début de novembre de la même année, la division du bisulfite était en activité. On envisageait alors une production de 80 tonnes par jour dont 60 devaient être exportées aux Etats-Unis. (131) Le projet d'exporter aux Etats-Unis une partie de la production de pâte chimique échouant, la majeure partie de la pâte chimique fut vendue à la Wayagamack News. (132) Enfin deux fourdriniers de 160 pouces de large s'ajoutèrent en décembre 1926.

(128) Le Nouvelliste, 9 décembre 1950.

(129) Ibid., 5 mars 1924.

(130) Ibid., 29 avril 1925.

(131) Ibid., 4 décembre 1929.

(132) Ibid., 17 avril 1926.

Deux ans après, soit le 8 mai 1928, la compagnie fut réorganisée sous le nom de St-Lawrence Paper Mills Company Limited. Cette même année on annonça une nouvelle expansion qui permit la mise en service, en février 1929, de deux autres machines à papier. (133)

Cette entreprise, la St-Lawrence, était à la fine pointe du progrès. L'usine de Trois-Rivières produisait au plus bas prix de revient en Amérique du Nord sur la base d'un homme par tonne de papier, grâce à une gestion habile, à une technologie d'avant-garde et à un entretien efficace de la machinerie. (134)

Il n'y avait probablement pas, à cette époque, de papeterie qui renouvelait si rapidement ses équipements. A ce propos, mentionnons que dès 1927, les parties humides des machines numéro deux et quatre furent complètement modifiées, et la capacité de production portée de 75 à 90 tonnes par jour. De nouvelles bouilloires procurant une pression de 425 livres par pouce carré furent installées l'année suivante. Dans ses efforts pour réduire ses coûts d'opérations, la St-Lawrence utilisa le procédé Freeman pour la réduction de la pyrite. Une

(133) Le Nouvelliste, 9 mai 1928 et P.P.M.C., Vol. XXVII, janvier 1929, p.48.

(134) P.P.M.C., Vol. XXXIII, octobre 1932, p.373.

(135) Ibid., Vol. XXXIII, octobre 1931, p.375.

autre invention de l'ingénieur Freeman, la fabrication de l'alun par la filtration d'un mélange de bauxite et d'acide sulfurique, fut aussi implantée. Un nouveau procédé de "Chimipulp" permit la fabrication de 125 tonnes de bisulfite par jour à la fin de 1928. On augmenta l'efficacité des 24 défibreurs par l'installation d'un dispositif de contrôle de température "Tycos" qui permettaient d'obtenir une pâte plus uniforme, une plus longue durée des meules et un meilleur rendement de l'énergie consommée. Malgré les faibles dimensions de ses machines à papier, l'usine fonctionnait avec un maximum d'efficacité, et la compagnie ré-investissait dans des équipements modernes et toujours plus perfectionnés. (135)

Tel que mentionné plus haut, en 1923, au début de ses opérations, la St-Lawrence disposait de 787 milles carrés de concessions forestières dans la région du Bas-du-Fleuve et sur la côte Nord dans les bassins des rivières Magpie et Saint-Jean. Les réserves étaient estimées à 3,250,000 cordes de bois à pâte. Cependant, en 1925, la compagnie acheta la Tourville Lumber qui possédait 381 milles carrés de boisés sur la Rivière-du-Loup, à seulement 25 milles de l'usine. Puis, deux ans

(135) P.P.M.C., Vol. XXXIII, octobre 1931, p.375.

plus tard, le bassin de la baie de la Trinité sur la Côte Nord ajoutait 306 milles carrés de conifères aux réserves, déjà considérables, de l'entreprise. Enfin, l'entreprise était aussi approvisionnée en matière première par la compagnie "John Breaky" de Breakeyville. Cette dernière devait fournir un million de cordes de bois en vingt ans à raison de 50,000 cordes par année.

(136)

Nous l'avons déjà constaté, la crise économique provoqua la fusion de nombreuses entreprises papetières. Ainsi en 1930, la St-Lawrence Corporation Limited englobait la St-Lawrence Paper Mills Company de Trois-Rivières, la Brompton Pulp and Paper Company Limited d'East Angus et la Lake St-John Power and Paper Company Limited de Dolbeau. Plus tard, en 1957, la Dominion Tar achetait l'Usine de Trois-Rivières. Elle la vendit à la Kruger Corporation le premier septembre 1973. Depuis ce temps, la papeterie est connue sous le nom de Société des Pâtes et Papiers des Trois-Rivières Limitée.

(136) P.P.M.C., Vol. XXXIII, octobre 1932, p. 377 et Le Nouvelliste, 4 mars 1926.

8- LE PROCESSUS DE FUSION DES ENTREPRISES
PAPETIERES EN MAURICIE

La première guerre mondiale fut une période de grande prospérité pour les entreprises québécoises de pâtes et papiers. Les difficultés momentanées causées par la crise de 1921 n'effrayèrent pas outre mesure les producteurs. En effet, la capacité de production des usines canadiennes dès 1926, dépassa pour la première fois celle des Etats-Unis. Avec une production annuelle de 1,882,000 tonnes le Canada devenait le premier producteur mondial des pâtes et papiers fournissant 25% de la production mondiale. En 1927 avec 2,087,000 tonnes, il doubla le niveau atteint en 1920.

Parallèlement à cette progression de la production, le nombre de machines augmenta lui aussi. En 1925, dix nouvelles machines à papier furent installées au Canada, quatorze autres en 1926 et dix-huit l'année suivante. De 1919 à 1927, 82 machines furent installées en Amérique du Nord, dont 63 au Canada, 14 aux Etats-Unis et 5 à Terre-Neuve. (137) Ces investissements étaient sans

(137) Niosi, Jorge, "La Laurentide (1887-1928) pionnière du papier journal au Canada", R.H.A.F., Vol. 29, no 3, décembre 1975, p.406-407.

proportion avec la capacité d'absorption du marché américain qui consumma près de 80% de la production canadienne entre 1914 à 1927. (138) Ainsi, la surproduction amena une baisse des prix du papier. A la fin de 1924, le prix de la tonne diminua de \$75 à \$73; en 1925 la tonne ne valait plus que \$70, en 1926 elle se vendait à \$65. (139) Le jeu combiné de cette baisse du prix du papier journal et de l'investissement massif entraîna inévitablement une chute du taux de profit.

TABLEAU 14

LES TAUX DE PROFIT DANS L'INDUSTRIE DES PATES
ET PAPIERS AU CANADA ENTRE 1900 ET 1930
(en %)

Année	Taux	Année	Taux	Année	Taux
1900	21.96	1919	24.36	1925	18.17
1905	34.63	1920	39.61	1926	18.27
1910	22.73	1921	16.55	1927	15.94
1915	20.04	1922	17.81	1928	15.62
1917	26.36	1923	18.85	1929	15.45
1918	22.60	1924	15.63	1930	12.44

SOURCE: Piedalue, Gilles, op.cit., p.228.

Entre 1920 et 1929 le taux de profit baissa de 39.61%

-
- (138) Piédalue, Gilles, "Les Groupes Financiers et la guerre du papier journal au Canada", R.H.A.F., vol. 29, no 3, décembre 1975.
- (139) Belzile, Thuribe, "L'industrie du papier dans la province de Québec", L'Actualité Economique, VII année, juin-juillet 1931, p.100.

à 15.45%. Cette détérioration rapide devait stimuler la concentration des sociétés papetières. (140) A l'été de 1923, le quotidien Le Nouvelliste faisait mention de rumeurs concernant la fusion de quelques entreprises de pâtes en Mauricie.

"Le transfert du contrôle de la "Belgo Paper Company" de Belgique au Canada, la ré-organisation financière de l'entreprise, le mouvement parallèle des actions "Laurentide" et "St-Maurice" en Bourse de Montréal; l'amélioration des actions "Wayagamack" sur la même place; la visite de financiers anglais et américains dans la vallée du Saint-Maurice; tels sont les derniers événements qui ont donné quelque semblant de possibilité aux rumeurs d'une fusion des principales compagnies de l'industrie de la pulpe dans la région tri-fluvienne." (141)

Le même journal faisait également état d'ententes entre plusieurs sociétés sur le flottage du bois. Ce système précisait-il, pourrait fort bien être un préliminaire à la fusion des entreprises. (142)

Dès novembre 1925, à l'instigation de Sir Herbert Holt, le groupe financier Holt-Gundy achetait par l'entremise de Consolidated Investment Corporation les actifs de St-Maurice Paper à la compagnie Union Bag and Paper Corporation. Par ailleurs, une opération boursière

(140) Piédalue, Gilles, op.cit., p.229.

(141) Le Nouvelliste, 11 juin 1923.

(142) Le Nouvelliste, 12 avril 1924.

donnait à la Consolidated Investment Corporation 85% du capital-actions de la Belgo Paper Company. Finalement, la nouvelle société St-Maurice Valley Corporation se portait acquéreur des actifs de St-Maurice Paper et de 85% du capital-actions de la Belgo. (143)

Au début de 1926, les deux usines de la St-Maurice Valley Corporation avaient une capacité de production de 195,000 tonnes de papier journal par année, ce qui la classait au troisième rang des producteurs canadiens. Un programme d'expansion porta la capacité totale de production à 255,000 tonnes à la fin de l'année.

Les deux entreprises fusionnées mirent en commun certains services: les opérations forestières, les achats et les ventes, entre autres. La production fut écoulee par la St-Maurice Valley Sales, regroupement de la Belgo Export Company et de la St-Maurice Sales Company.

Les administrateurs de la St-Maurice Valley Corporation comprenaient B. Wallace, président du bureau de direction; Sir Herbert Holt, président; Hubert Biermans,

(143) Piédalue, op.cit., p.237
Sir Herbert Holt était aussi président de la Montreal Light Heat and Power et un des directeurs du C.P.R.

vice-président; George, M. McKee, directeur-gérant; J.H. Gundy, vice-président et Tom T. Waller, deuxième vice-président. (144)

D'autres regroupements eurent lieu. A l'automne de 1927, J.H. Gundy entama des négociations avec les dirigeants de la Laurentide Company Limited en vue d'une fusion avec la St-Maurice Valley Corporation. Le 11 janvier 1928, c'était chose faite. Une nouvelle société absorbait les trois usines: la Canada Power and Paper Corporation. Celle-ci ajoutait à sa capacité de production les 400 tonnes quotidiennes de la papeterie de Grand-Mère, ce qui lui donnait un grand total de 1400 tonnes de papier journal par jour. (145) Sir Herbert Holt devint président du bureau de direction, George Chahoon Jr, président, George M. McKee, vice-président et directeur-gérant, et G. Wilfrid Hodgson, secrétaire-trésorier. (146)

En septembre 1929, le groupe Holt-Gundy réussit à faire entrer dans la Canada Power and Paper Corporation deux autres sociétés: la Wayagamack Pulp and Paper

(144) Le Nouvelliste, 21 août 1926.

(145) Le Nouvelliste, 12 janvier 1928.

(146) Ibid., 17 août, 1929.

Company et la Port Alfred Pulp and Paper Corporation. Cette fusion mettait sous un même contrôle quatre des sept papeteries de la vallée du Saint-Maurice. La production totale de la nouvelle entreprise devait atteindre 2000 tonnes par jour. L'année suivante, l'entrée de l'Anglo-Canadian Pulp and Paper ajoutait encore 500 tonnes à la capacité totale. (147) Le 28 août 1931, la Consolidated Paper Corporation était créée et prenait officiellement le contrôle des actifs et des entreprises de la Canada Power and Paper Corporation et des sociétés constituantes. (148)

Le groupe Holt-Gundy à travers les fusions visait à restreindre la chute rapide des prix du papier et à limiter les mises de fonds. Pour éviter les lourds investissements, aucune machine à papier ne fut installée dans les usines du groupe entre 1926 et 1946.

La consolidation financière et la mise en commun de différents services permirent à la Canada Power and Paper Corporation de mieux traverser la grande crise de 1929 que la plupart de ses concurrents. (149)

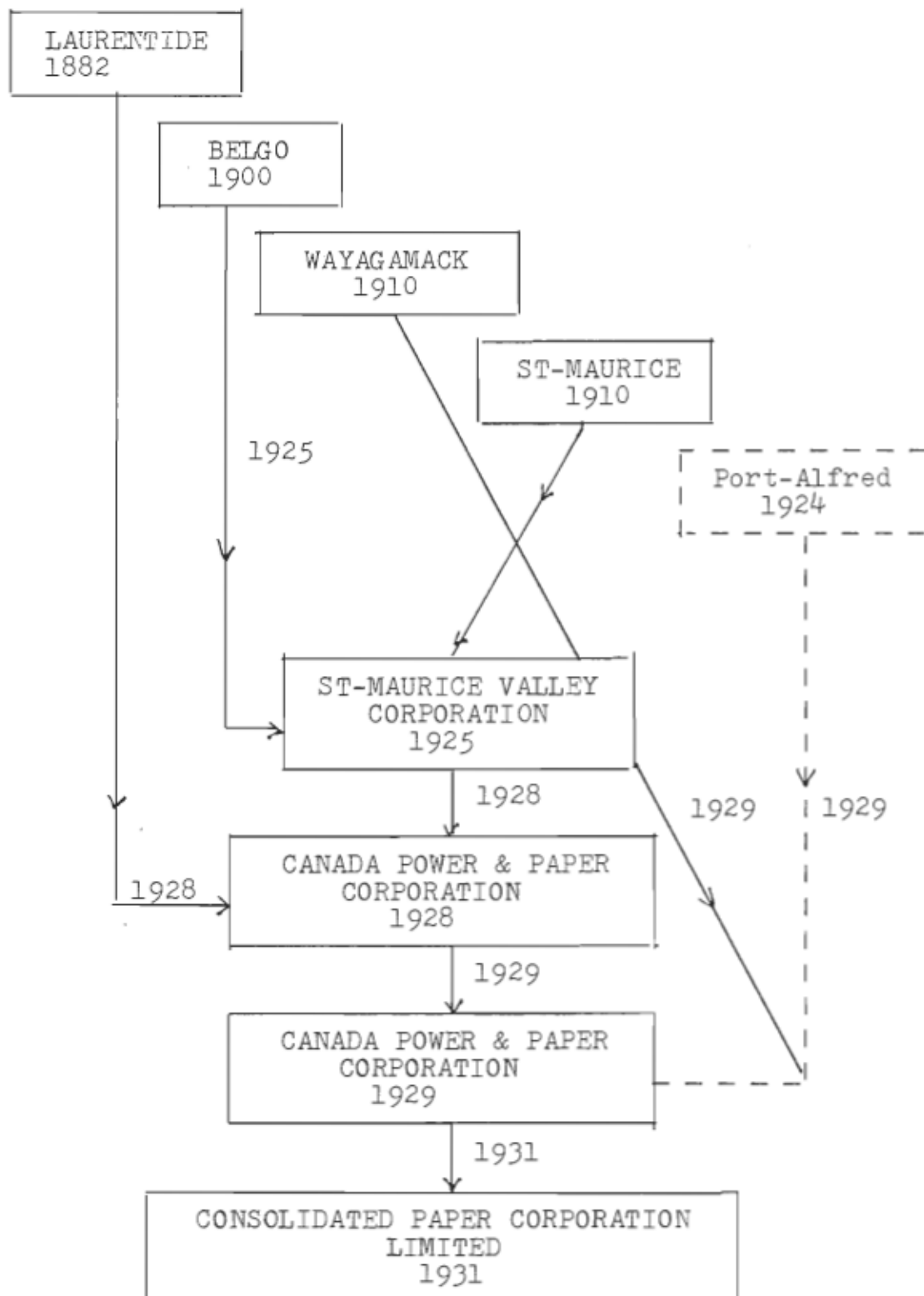
(147) P.P.M.C., Vol XXIX, 19 juin 1930, p.821.

(148) Le Nouvelliste, 23 novembre 1940.

(149) Piché, Paul-Emile, "Où en est notre industrie du papier?" Actualité Economique, XII^e année, no 1, novembre 1936, p.11.

TABLEAU 15

LA FUSION DES ENTREPRISES PAPETIERES EN MAURICIE



SOURCE: St-Amand, Roland, La géographie historique et l'exploitation forestière de la Batiscau, p.41.

CHAPITRE III

LA POSITION AVANTAGEUSE DES ENTREPRISES DE PATES ET PAPIERS INSTALLEES EN MAURICIE.

La localisation des activités industrielles obéit à des impératifs variables selon la spécificité des fabrications envisagées. Avant toute chose cependant, l'emplacement d'une usine de pâte et papier, durant la période étudiée tout au moins, obéit à la recherche du plus bas prix de revient possible à la tonne. La marge de profit dépend de plusieurs facteurs et surtout du coût des matières premières, de l'énergie, des transports et de la main d'oeuvre. A cela s'ajoute bien sûr, la possibilité du financement et la proximité du marché.

Pour les entreprises de pâtes et papiers, la proximité des voies d'eau et des ressources forestières apparaissent comme des facteurs fondamentaux. En effet, les rivières peuvent amener, par flottage, le bois à l'usine tout en fournissant l'eau pure nécessaire à la fabrication du papier. Mais comme les rivières ne peuvent être un moyen de transport exclusif, les papeteries recherchent

aussi la proximité des voies ferrées et des ports à eau profonde.

De plus les entreprises devront trouver, dans la région choisie, une main d'oeuvre suffisamment nombreuse tant pour la fabrication du produit que pour les opérations forestières. Quant aux possibilités de financement, c'est un facteur secondaire quoique non négligeable.

Après avoir examiné les coûts totaux d'une tonne de papier et sur la base de comparaisons régionales, nous constaterons les nombreux avantages qu'offraient aux investisseurs, le Québec et plus particulièrement la Mauricie.

1- LA MATIERE PREMIERE

Parmi les essences d'arbres que l'on peut utiliser pour la fabrication de papier, les conifères, le pin, le sapin, l'épinette et la pruche s'avèrent supérieurs aux feuillus, car leurs fibres longues d'environ trois millimètres, donnent une meilleure cohésion à la feuille de papier. (1)

Le tableau suivant donne un aperçu des réserves forestières d'Amérique du Nord vers 1940.

-
- (1) Le bois, ou plutôt les bois, sont des plantes à longue vie qui ont deux choses en commun. D'abord, ils ont tous une structure fibreuse et de plus ils sont tous composés de trois substances principales: la cellulose, l'hémicellulose et la lignine. Les bois se classent en deux grandes familles. La première, les gymnospermes, conifères ou "bois mous", forment la quasi-totalité des forêts boréales de notre pays et sont la matière première par excellence de l'industrie du papier. La deuxième famille, ce sont les angiospermes, feuillus ou bois francs qui fournissent une proportion mineure mais croissante de notre matière première. Les conifères, épinettes, sapins, pins, cèdres, ont en commun, à part leur feuillage en forme d'aiguilles semi-permanentes, leur teneur relativement élevée de résine et leurs fibres longues d'environ trois millimètres. Rimbault de Montigny, La Fabrication du papier, p.11.

TABLEAU 16

ESTIMATION DES RESERVES FORESTIERES
D'AMERIQUE DU NORD EN 1940.
(millions de cordes)

Région	Epinette et sapin	Pin	Pruche	Total
Nouvelle-Ecosse	29		2	31
Nouveau-Brunswick	56	3		59
Québec	479	44	2	523
Ontario	297	80	1	378
Colombie Britannique	200	115	116	431
Est des Etats-Unis	51	47	20	118
Etats des Grands Lacs	30	36	34	100
Sud des Etats-Unis		620	10	630

SOURCE: Guthrie, John. A., op.cit., p.237.

Le sud des Etats-Unis est alors la région qui dispose des plus grandes réserves forestières. Mais celles-ci consistent surtout en pin, moins recherché que le sapin et l'épinette pour la fabrication du papier. Dans ce domaine, le Québec dominait largement.

Mais, même si le bois est disponible en grande quantité, encore faut-il aller le chercher.

TABLEAU 17

ESTIMATION DES RESERVES FORESTIERES ACCESSIBLES
POUR QUELQUES PROVINCES DU CANADA EN 1940

Région	Epinette et sapin	Pin	Pruche	Total
Nouvelle-Ecosse	29		2	31
Nouveau-Brunswick	50	2		52
Québec	332	29	1	362
Ontario	214	54	2	270
Colombie Britannique	61	24	51	136

SOURCE: Guthrie, John. A., op.cit., p.237.

La forêt québécoise était estimée à 515,625 milles carrés de boisés dont 203,490 milles carrés accessibles et ayant une valeur commerciale. (2) Les particuliers possédaient 9375 milles carrés de forêts exploitables dont 2031 milles carrés servaient à des fins agricoles en 1923. L'Etat contrôlait le reste soit 192,086 milles carrés dont 69,897 loués à des entreprises commerciales et industrielles. Ces forêts étaient affermées lors d'une vente aux enchères. L'exploitant devait payer une prime d'enchère ou d'affermage d'une moyenne d'environ \$400 le mille carré. (3) Un permis valable pour un an lui était accordé et renouvelé par la suite, s'il respectait différentes obligations comme le paiement des rentes foncières et des droits de coupe. (4)

En Ontario, les forêts étaient affermées comme au Québec mais la prime d'affermage devait être payée sur chaque corde de bois. Selon les fluctuations de la demande et l'accessibilité des boisés, la prime variait entre quelques sous et \$0.84 la corde.

-
- (2) Les forêts et les forces hydrauliques, fascicule du Ministère des Terres et Forêts, 1923, p.19-20.
(3) Guthrie, John, A., op.cit., p.31. En 1925, la Port Alfred Pulp and Paper Company dut payer jusqu'à \$600. le mille carré.
(4) Ministère des Terres et Forêts, op.cit., p.22-23.

TABLEAU 18

LE TAUX DES RENTES FONCIERES AU QUEBEC
ET EN ONTARIO ENTRE 1910 ET 1924.
(\$ par mille carré)

Année	Québec	Année	Ontario
1910	3.00	1914	5.00
1919-1923	6.50		
1924	8.00		

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.33.

TABLEAU 19

LE TAUX DES DROITS DE COUPE DE L'EPINETTE
AU QUEBEC ET EN ONTARIO ENTRE 1910 ET 1920
(¢ par corde)

Année	Québec	Année	Ontario
1910	\$0.32	1914	\$0.40
1914	0.80	1920	0.80
1920	1.35	1925	1.25

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.33.

Ajoutons que les entreprises devaient aussi payer pour la protection des forêts contre les incendies. Au Québec cette taxe n'était pas payée à l'Etat mais à des associations spécialisées. Le coût s'élevait à environ \$8.00 par mille carré en 1929. En Ontario, les compagnies dépensaient \$6.40 par mille carré en 1917 et \$3.20 en 1921 pour se protéger contre les feux de forêts.

En 1929, les frais divers payables à l'Etat par les entreprises forestières s'élevèrent à:

TABLEAU 20

LE MONTANT DES REDEVANCES A L'ETAT PAR CORDE DE BOIS
AU QUEBEC ET EN ONTARIO EN 1929.

	Location	Droits coupe	Feu	Total
Québec	.27	1.35	.27	\$1.89
Ontario	.31	1.40	.20	\$1.91

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.36.

N.B.: Il faut ajouter les frais d'affermage qui varient de .50¢ à .75¢ la corde.

A toutes ces dépenses, il faut encore ajouter celles de la coupe du bois et son transport à l'usine. Les coûts d'opérations forestières ne comprennent pas seulement les dépenses d'équipement mais aussi les salaires payés aux bûcherons et autres travailleurs. Des entreprises forestières achetaient aussi du bois à pâte provenant des cultivateurs. Le coût d'une corde de bois livrée par un fermier de l'est du Canada s'élevait en 1929 à \$6.15 somme à laquelle il fallait ajouter .20¢ pour le mesurage et l'administration et \$1.90 pour le transport, soit au total \$8.25. (5) Le bois coupé sur les concessions forestières coûtait sensiblement le même prix, soit \$8.50 réparti comme suit: \$5.70 pour les opérations forestières, .65¢ pour le transport, \$1.60 pour les droits, .20¢ pour la protection contre le feu et .35¢ pour l'administration générale. (6)

(5) Guthrie, John, A., op.cit., p.133.

(6) Ibid., p.134.

Soulignons qu'en Ontario les papetiers achetaient 50% de leur matière première des cultivateurs contre seulement 26% au Québec. Avant d'être utilisé, le bois doit être écorcé, ce qui ajoute encore au prix final.

TABLEAU 21

LE PRIX D'UNE CORDE DE BOIS ECORCEE, FRANCO
POINT DE LIVRAISON EN AMERIQUE DU NORD
ENTRE 1919 ET 1929
(épinette et sapin)

Année	Côte du Pacifique	Québec	Ontario	Nouvelle Angleterre	New-York
1919	13.02	15.70	17.94		
1921	18.08	24.80	22.22		
1923	17.15	16.30	16.88	17.92	
1925	13.04	18.85	15.47	17.15	
1927	13.09	14.85	15.47	18.08	
1929	10.63	14.10	13.96	17.57	17.48

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.142 et 149.

Le prix de revient d'une corde de bois est de beaucoup inférieur sur la côte du Pacifique mais, au début du siècle, les grands journaux sont presque tous situés sur la côte Est des Etats-Unis. La différence de prix entre le Québec et l'Ontario est peu significative.

Bien pourvu en bois à pâte à un coût d'exploitation relativement avantageux, le Québec forestier devenait attrayant.

D'après Grantner, le Québec comprend cinq domaine phyto-sociologiques exploitables: la pessière, la

sapinière, l'érablière à bouleau jaune, l'érablière laurentienne et l'érablière à caryers. (7)

La vallée du Saint-Maurice est traversée par quatre de ces zones de végétation. Au sud, dans la région de Trois-Rivières, l'érablière laurentienne domine; dans la région de Grand-Mère, c'est le royaume de l'érablière à bouleau jaune. Par contre, dans le moyen Saint-Maurice, nous rencontrons la sapinière avec des peuplements d'épinettes, 40%, de sapins, 38%, de bouleaux blancs, 12.5% et de bouleaux jaunes, 4%. Finalement dans le haut Saint-Maurice, la pessière règne avec une majorité absolue d'épinettes noires et blanches, 67%, de sapins, 15%, de bouleaux blancs, 10% et de pins gris, 7%.

Sur une superficie totale de 24,076 milles carrés, près de 20,000 milles carrés sont en forêts productives avec un volume d'environ six milliards et demi de pieds cubes de bois, dont quatre milliards de résineux. (8) On estimait en 1923, à quinze millions de cordes, des bois utilisables pour la fabrication du papier dans la vallée du Saint-Maurice. L'accroissement annuel du stock ligneux se chiffrait à 216 millions de pieds cubes, soit dix-sept pieds cubes à l'acre, auxquels les résineux contribuaient pour onze pieds cubes. (9) Une telle formation végétale, recouvre 90% (10) de la surface

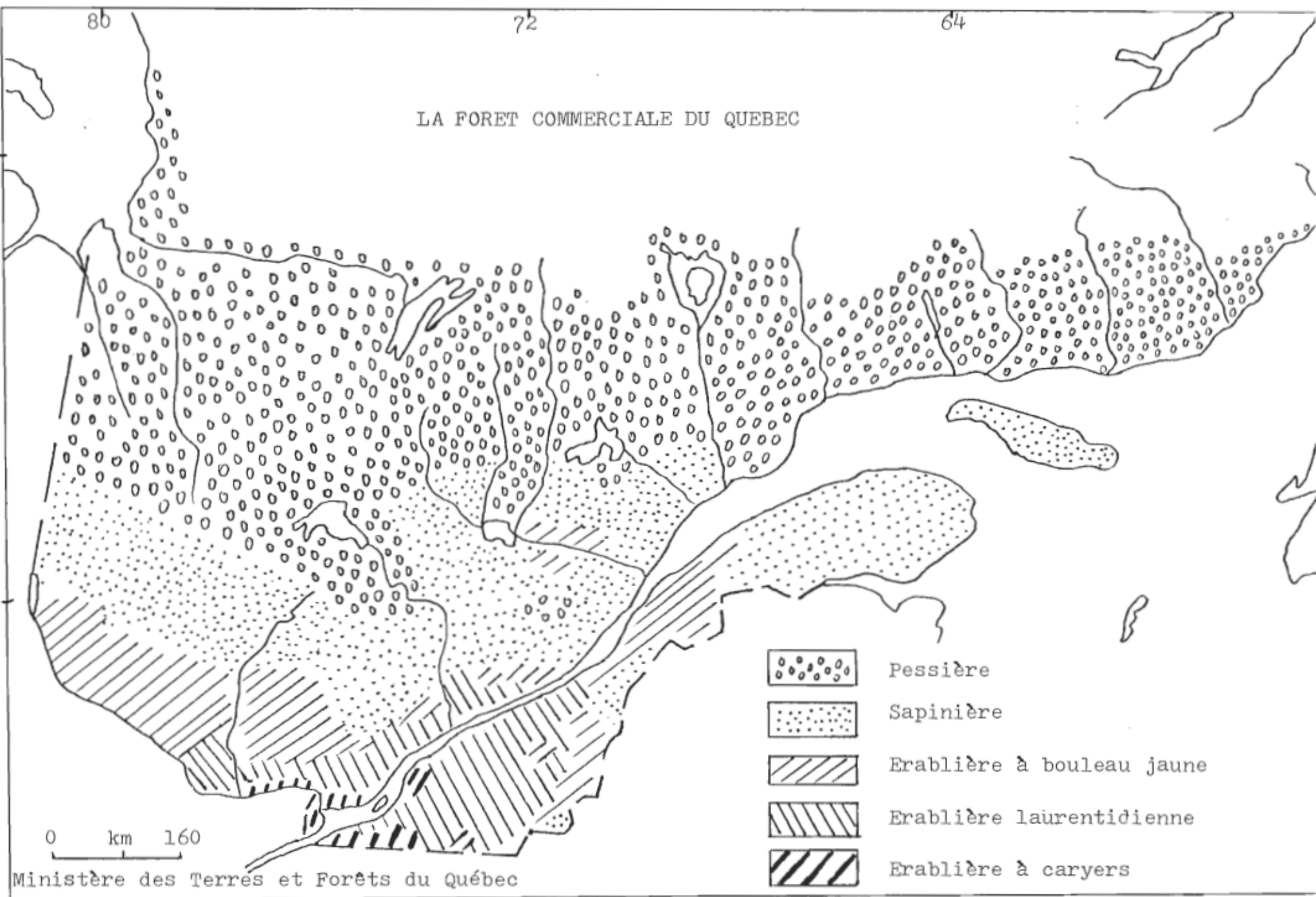
(7) Manzagol, Claude, op.cit., p. 26-28.

(8) Minville, Esdras, op.cit., p. 66.

(9) Ibidem.

(10) Blanchard, Raoul, La Mauricie, Bien Public, Trois-Rivières, 1950, p. 42.

de la région. Dans l'ensemble québécois, la Mauricie offrait un potentiel considérable à l'exploitation forestière destinée à alimenter l'industrie de la pâte et du papier.



SOURCE: Krueger, Ralph, R et Corder, Raymond G, Nouvelle Géographie du Canada, H.R.W., Toronto, 1978, p.397.

2- L'ENERGIE

La rivière Saint-Maurice qui s'étend sur une longueur de 367 milles possède un bassin de drainage de 17,000 milles carrés et compte douze affluents principaux.

TABLEAU 22

LES AFFLUENTS DU SAINT-MAURICE

Rivière	Longueur en milles
Matawin	125
Vermillon	100
Trenche	80
Croche	80
Bostonnais	75
Manouan	75
Windigo	70
Grande Pierreriche	50
Mékinac	40
Wessonneau	35
Flamand	30
Shawinigan	25

SOURCE: Levasseur, Pierre, op.cit., p.15.

Plusieurs de ces rivières, tout comme le Saint-Maurice, présentent deux qualités pour l'activité industrielle: elles ont une déclivité appréciable et un grand volume d'eau. Mais elles ont aussi un défaut: l'irrégularité de leur débit. Avant les grands travaux d'aménagements, le débit du Saint-Maurice oscillait entre 180,000

et 6,000 pieds cubes à la seconde, et s'abaissait même autour de 5,200 pieds en période de sécheresse. (11) A la demande des industriels, la Commission des Eaux Courantes du Québec étudia la possibilité de régulariser le débit de la rivière. (12)

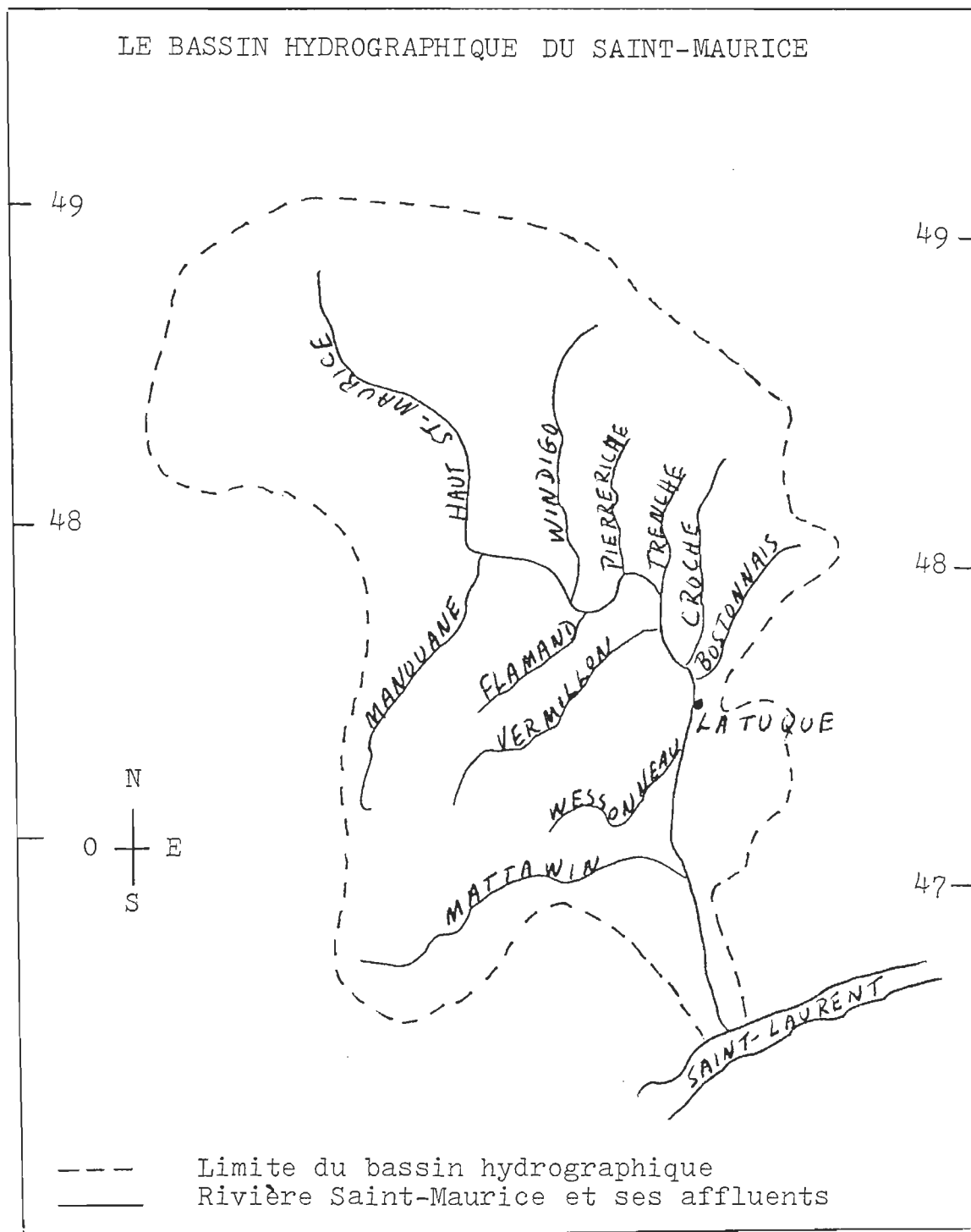
En 1915 il existait déjà trois barrages réservoirs sur la rivière Manouan. Ceux-ci avaient une capacité de 19 milliards de pieds cubes. La Commission s'en porta acquéreur et proposa la construction d'un immense réservoir sur le Saint-Maurice à deux milles en amont de la chute nommée La Loutre, située à 240 milles de Trois-Rivières. La construction, au coût de \$1,500,000 débuta en 1915 pour se terminer deux ans plus tard. Ce barrage dénommé par la suite barrage Gouin, mesure 1,800 pieds de long, 70 pieds de large et 20 pieds d'épais à son sommet et 72 pieds à sa base. Il forme un lac de 450 milles carrés de superficie renfermant 230 milliards de pieds cubes d'eau et permet de contrôler entièrement l'apport d'un bassin de drainage de 3,310 milles carrés. (13)

(11) Le Nouvelliste, 23 novembre 1940.

(12) Le gouvernement provincial créa un service hydrographique en 1910. Cet organisme, formé de techniciens, avait pour but d'analyser les cours d'eau. Un peu plus tard afin de régulariser le régime des rivières, Québec mit sur pied une Commission des Eaux Courantes.

(13) Le Nouvelliste, 23 novembre 1940, et Le Bien Public, 24 janvier 1918. Voir aussi Filteau, Gérard, L'épopée de Shawinigan, p.158 et Blanchard, Raoul, La Mauricie, p.90.

CARTE 2



SOURCE: Blanchard, Raoul, La Mauricie, p.10 et 15.

Avec d'autres travaux entrepris sur la Mattawin, les étiages se haussèrent, à Shawinigan, jusqu'à 19,000 pieds cubes à la seconde. Le rapport entre le débit des basses eaux et des hautes eaux qui était de 1 à 30 dans les conditions naturelles, passa de 1 à 10. Le Saint-Maurice, du fait de la régularisation de son débit, atteint une puissance de près de deux millions de chevaux-vapeur, presque le triple de la force motrice disponible dans les conditions naturelles.

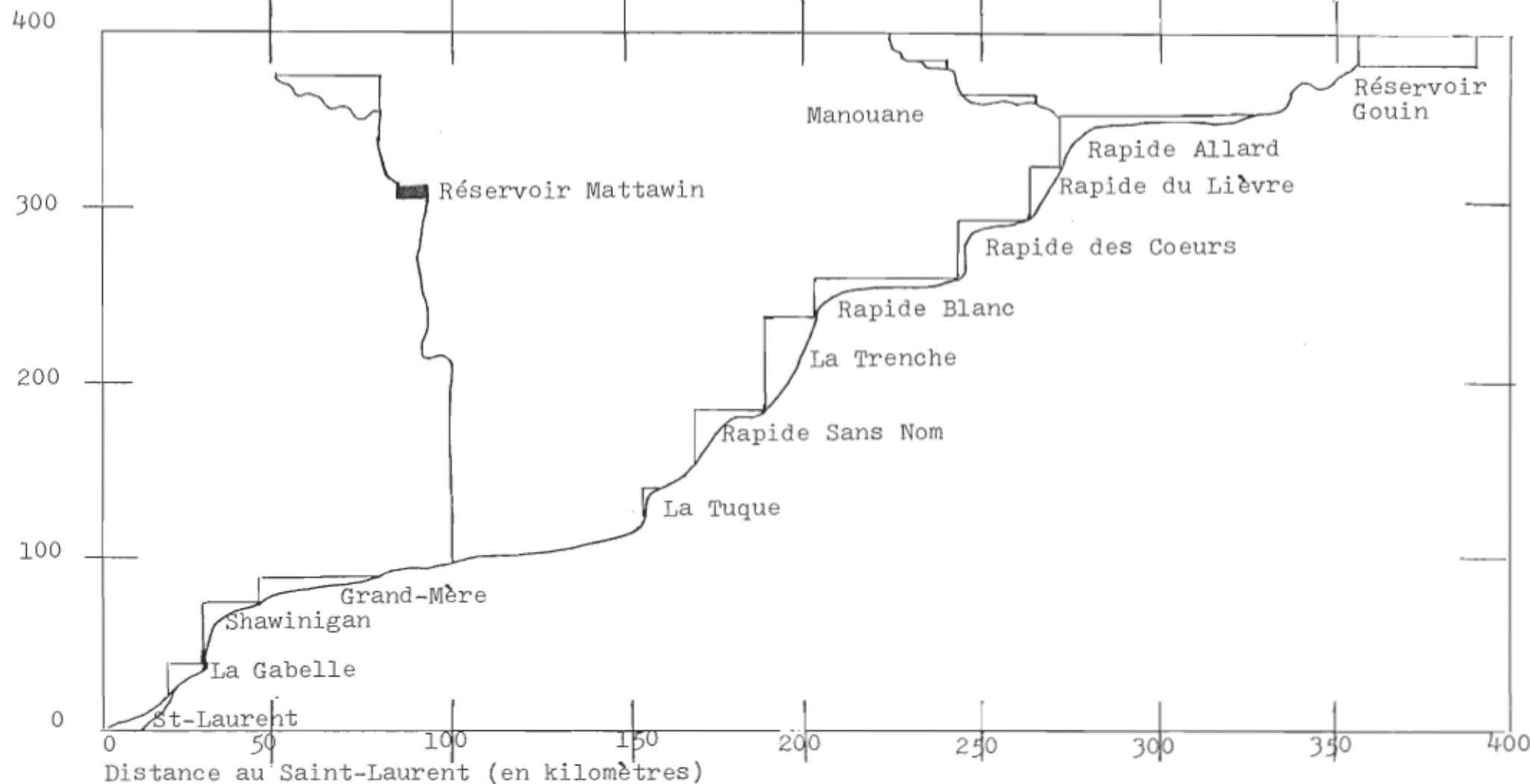
L'exploitation du potentiel énergétique du Saint-Maurice débuta avec l'aménagement de la rupture de pente de Grand-Mère. La centrale produisait, à l'origine, 5,000 chevaux et fournissait l'énergie nécessaire à la papeterie Laurentide. Une seconde centrale, appartenant à la North Shore Power, produisait de l'énergie hydro-électrique à partir de 1893 et une ligne de haute tension transporta le courant de Saint-Narcisse à Trois-Rivières.

Au tournant du siècle, la Shawinigan Water and Power s'attaqua au verrou de 150 pieds de haut de Shawinigan. Les premiers kilowatts attirèrent plusieurs entreprises dont la Belgo. En 1903, la puissance installée représentait 10,000 chevaux-vapeur et quelques années plus tard elle fut portée à 300,000 chevaux-vapeur.

CARTE 3

L'AMENAGEMENT DE LA SAINT-MAURICE

Elévation au-dessus
du niveau de la mer (en mètres)



SOURCE: Le Nouvelliste, 23 novembre 1940.

La Brown Corporation aménagea le verrou de La Tuque dès 1907. Ce fut une installation modeste de 4,400 chevaux-vapeur mais dont la puissance augmenta rapidement par la suite vers 1930, la Mauricie disposait de 700,000 chevaux-vapeur. Cette formidable puissance énergétique attira les entreprises à forte consommation énergétique. A ses débuts, les plus gros clients de la Shawinigan Water and Power furent les papeteries dont les besoins étaient énormes; par exemple: 1000 kw-heure par tonne de pâte chimique. Vers 1910, les papeteries utilisèrent de plus en plus cette forme d'énergie et bientôt toute la machinerie était mûe par l'hydro-électricité. L'énergie fut d'ailleurs à la base même de l'implantation de la Wayagamack, de la C.I.P. et de la St-Lawrence à Trois-Rivières car des lignes à haute tension pouvaient alimenter la ville, si bien qu'il n'était plus obligatoire que les usines fussent implantées aux abords des centrales.

L'attraction que l'hydro-électricité a exercée sur la localisation de l'industrie papetière au Québec, mais aussi d'une façon particulière en Mauricie, tient principalement à deux facteurs, l'un économique et l'autre politique. Le premier facteur est le bas prix du courant électrique. En 1925 et 1940 le kwh rapportait en moyenne entre 3.1 et 5.3 mills (14) aux compagnies d'électricité qui se partageaient

(14) Un mill équivaut à un dixième de cent.

le territoire du Québec alors qu'en Ontario les chiffres correspondants étaient de 5.5 et 8.7 mills. (15) L'industrie des pâtes et papiers payait entre 3.7 et 5.0 mills le kwh mais dans ce dernier cas d'importantes quantités d'énergie en surplus, vendues à des prix très bas (entre 0.7 mill et 1 mill), venaient fortement tempérer les coûts.

Le deuxième facteur concernait la législation limitant ou interdisant l'exportation de l'énergie hydro-électrique produite au Québec. En 1907, le gouvernement fédéral exerçait un droit de regard sur les exportations d'électricité; en 1925, il imposait même une taxe de 3/100 de cent par kwh sur les exportations par les provinces. L'année suivante le Québec interdisait toute vente de courant électrique vers les Etats-Unis.

Ces diverses politiques avaient pour but d'intéresser les entreprises américaines à s'implanter au Canada. De plus, ajoutons que la promotion industrielle effectuée par la Shawinigan avantagea la Mauricie jusqu'à un certain point.

Un autre domaine à ne pas négliger dans l'industrie

(15) Revue Force de l'Hydro-Québec, no 15, 1971, p.5-7.

papetière est la fabrication de la vapeur. Celle-ci sert, entre autre, à cuire les copeaux de bois afin de fabriquer la pâte chimique et aussi à sécher le papier. Pour ce faire, la plupart des usines utilisaient le charbon comme source énergétique. Ce combustible coûtait en 1928 \$6.00 la tonne en Ontario et \$5.75 au Québec. Au Québec néanmoins, 70% des entreprises en 1935, produisaient la vapeur à l'aide de bouilloires électriques contre seulement 27% en Ontario. Le coût de la vapeur par tonne de papier s'avérait donc de beaucoup inférieur au Québec qu'en Ontario.

TABLEAU 23

LE COUT DE LA VAPEUR EN 1928
(dollars par tonne)

Québec	4.00
Ontario	5.10
Maine-New-York	4.60
Etats des Grands Lacs	4.21
Côte du Pacifique	3.50

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.173.

L'eau joue un rôle énergétique important dans les usines de pâtes et papiers. Les papeteries en consomment énormément: près de 50,000 gallons par tonne de pâte mécanique et 75,000 par tonne de pâte chimique blanchie.

(16) La seule usine de la C.I.P. de Trois-Rivières devait

(16) Weston, Harry, op.cit., p.791.

filtrer 60,000 gallons d'eau à la minute. Il fallait donc des approvisionnements considérables et de bonne qualité. La rivière Saint-Maurice possédait ces deux avantages. De plus, elle permettait l'acheminement du bois à pâte jusqu'à l'usine ce qui éliminait des frais de transport considérables et facilitait l'installation des entreprises à Trois-Rivières à proximité des grands marchés. Le cours d'eau servait aussi à entreposer la "pitoune" en attendant de la stocker en d'énormes amoncellements.

L'eau servait aussi au videngeage des liqueurs résiduelles. Pour la production d'une tonne de pâte chimique au bisulfite, 2500 à 5000 gallons de liqueur étaient nécessaires; les solides représentaient entre 10 et 12% du poids du volume total. En d'autres termes, pour 10 à 20 tonnes de liqueur, on retrouvait une à deux tonnes de matières solides comme du sulfate de calcium, de l'anhydride sulfureux etc... (17) La plus grande partie de ces résidus prenaient le chemin des égouts et ... de la rivière. Par contre, les usines de pâte chimique au sulfate (Kraft) récupéraient une bonne partie de la liqueur de cuisson.

A Trois-Rivières, la pollution de l'eau aux abords des papeteries devint un problème grave, quatre entreprises

(17) Ibid., novembre 1926, p.1356.

papetières déversaient leurs eaux usées dans la rivière. Ce problème, dans les années 20, ne préoccupait pas encore beaucoup, ni la population ni les autorités gouvernementales.

3- LES TRANSPORTS

En 1928, 70% du papier consommé aux Etats-Unis l'était dans la grande région du Nord-Est (à l'est du Mississipi et au nord du Potomac). Le Québec se trouvait donc bien situé par rapport aux grands centres de consommation qu'étaient New-York, Philadelphie, Pittsburg, Buffalo, Washington, etc... où se concentraient les journaux à fort tirage. Cette proximité des centres de consommation eut pour effet de minimiser les coûts d'expédition du papier.

Jusqu'en 1897, les taux de transport ferroviaire étaient surtout établis sur la base de la distance. Après cette date, on tint compte davantage des conditions particulières de l'industrie papetière que des distances. Lors de la révision générale des taux en 1908, le souci de ne pas bouleverser l'équilibre des entreprises de pâtes et papiers conduisit à la fixation de nouveaux taux. Ceux-ci tenaient compte à la fois de l'ancienne échelle et des taux en vigueur pour les autres marchandises.

A cause de la rivalité entre les transporteurs, on aboutit à une entente établissant un tarif commun vers une même destination pour toutes les usines d'une même

région géographique. Les papeteries du Nord-Est de l'Amérique furent rassemblées en quatre groupes: Grand-Mère, Maine, nord de l'Etat de New-York, et celui de la rivière Fox. Le groupe de Grand-Mère réunissait treize entreprises toutes situées entre Ottawa et Québec. Celles-ci bénéficièrent d'un même taux de transport vers Boston, New-York, Philadelphie, etc... Même si Ottawa était davantage rapprochée de New-York que Donnacona, les deux usines payaient les mêmes tarifs car elles appartenaient au même groupe. Cependant, il y eut plusieurs exceptions à cette règle. Les taux varièrent lorsqu'il s'agissait du transport du papier entre deux villes canadiennes ou lorsqu'on devait faire face à la concurrence du transport par eau.

Jusqu'en 1915, les taux furent stables, puis subirent une hausse de 5% lors de la première guerre mondiale, des hausses de 15 à 25% en 1918, et de 40% deux ans plus tard. En 1922, la chute brutale du prix du papier entraîna une baisse de 10% des taux de transport. (18)

Les coûts moyens d'expédition d'une tonne de papier journal s'établissaient ainsi en 1921 et en 1929.

(18) Guthrie, John, A., op.cit., p.185.

TABLEAU 24

LES COUTS DE TRANSPORT DE LA MATIERE LIGNEUSE AU
 QUEBEC ET EN ONTARIO EN 1922 ET EN 1929
 (en dollars par tonne)

Régions	1922	1929
Québec	7.10	7.25
Ontario	6.80	7.60
Maine-New-York	6.85	6.05
Grands-Lacs	6.00	3.25
Côte Pacifique	7.35	8.50

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.187 et 189.

Globalement, le Québec possédait un léger avantage sur l'Ontario mais devait faire face à une forte concurrence de la part des papeteries du Maine et de l'Etat de New-York qui, à cause de leur proximité des grands centres urbains, disposaient de tarifs ferroviaires plus avantageux.

Examinons maintenant le réseau ferroviaire de la Mauricie. La première ligne de chemin de fer fut construite en 1878. Elle reliait Trois-Rivières aux Piles en passant par Saint-Narcisse et Lac-à-la-Tortue. En 1879, Trois-Rivières fut reliée à Québec et à Montréal, l'année suivante.

C'est en 1883 que fut constitué le "Grand Nord" pour construire une voie ferrée à travers les Laurentides entre la rivière des Outaouais et l'embranchement des Piles du "chemin du Nord", c'est-à-dire la section

est du "Québec, Montréal, Ottawa Occidental". (19) Le rail atteignit Shawinigan en 1896. (20) Quatre ans plus tard, la voie du "Grand Nord" était prolongée jusqu'à Saint-Tite où elle fut raccordée à celle du chemin de fer des "Basses-Laurentides". (21) Celui-ci n'était qu'un maillon reliant le "Grand-Nord" à l'ouest au "Québec - Lac Saint-Jean" à l'est.

Pour rompre l'isolement de la région du Lac Saint-Jean, la construction d'une voie ferrée s'avérait nécessaire. Plutôt que de la diriger de Québec vers La Tuque et la rivière Croche, on préféra un tracé plus court qui emprunta la haute Batiscau et le Lac Edouard.

Lorsque la Brown Corporation s'installa à La Tuque en 1907, les propriétaires insistèrent pour qu'un embranchement du chemin de fer du lac Saint-Jean desservit l'usine. (22) Ce raccordement de 37 milles de long fut achevé en 1908 à La Tuque; peu après, il fut abandonné et les rails enlevés en 1915. (23) Vers 1910, la Mauricie

(19) Gervais, Gaétan, L'expansion du réseau ferroviaire québécois, 1875-1895, Thèse de Ph. D, Ottawa, 1978, p.227.

(20) Ibid., p.240.

(21) Ibid., p.241.

(22) Blanchard, Raoul, La Mauricie, p.80-84.

(23) Blanchard, Raoul, Le Centre du Canada Français, p.467.

était donc pourvue d'un bon réseau ferroviaire qui la mettait en relation avec les grands centres d'Amérique.

En 1926, la seule ville de Trois-Rivières expédia, principalement vers les Etats-Unis, 15,000 wagons renfermant 350,000 tonnes de papier et 90,000 tonnes de pâte de bois. Chaque jour, la Wayagamack chargeait 16 wagons (dont 5 seulement pour le Canada); la St-Maurice 10, la C.I.P. 20 et la St-Lawrence 6. Si on ajoute la production des autres papeteries de la région, c'est certainement près de 100 wagons par jour que les employés du Canadien Pacifique devaient diriger vers leurs points de destination. (24)

Les entreprises papetières de la région bénéficiaient d'un tarif ferroviaire peu élevé, et stable de surcroît.

TABLEAU 25

LES COÛTS DE TRANSPORT ENTRE TROIS-RIVIERES
ET NEW-YORK DE 1912 A 1928
(en dollars par tonne)

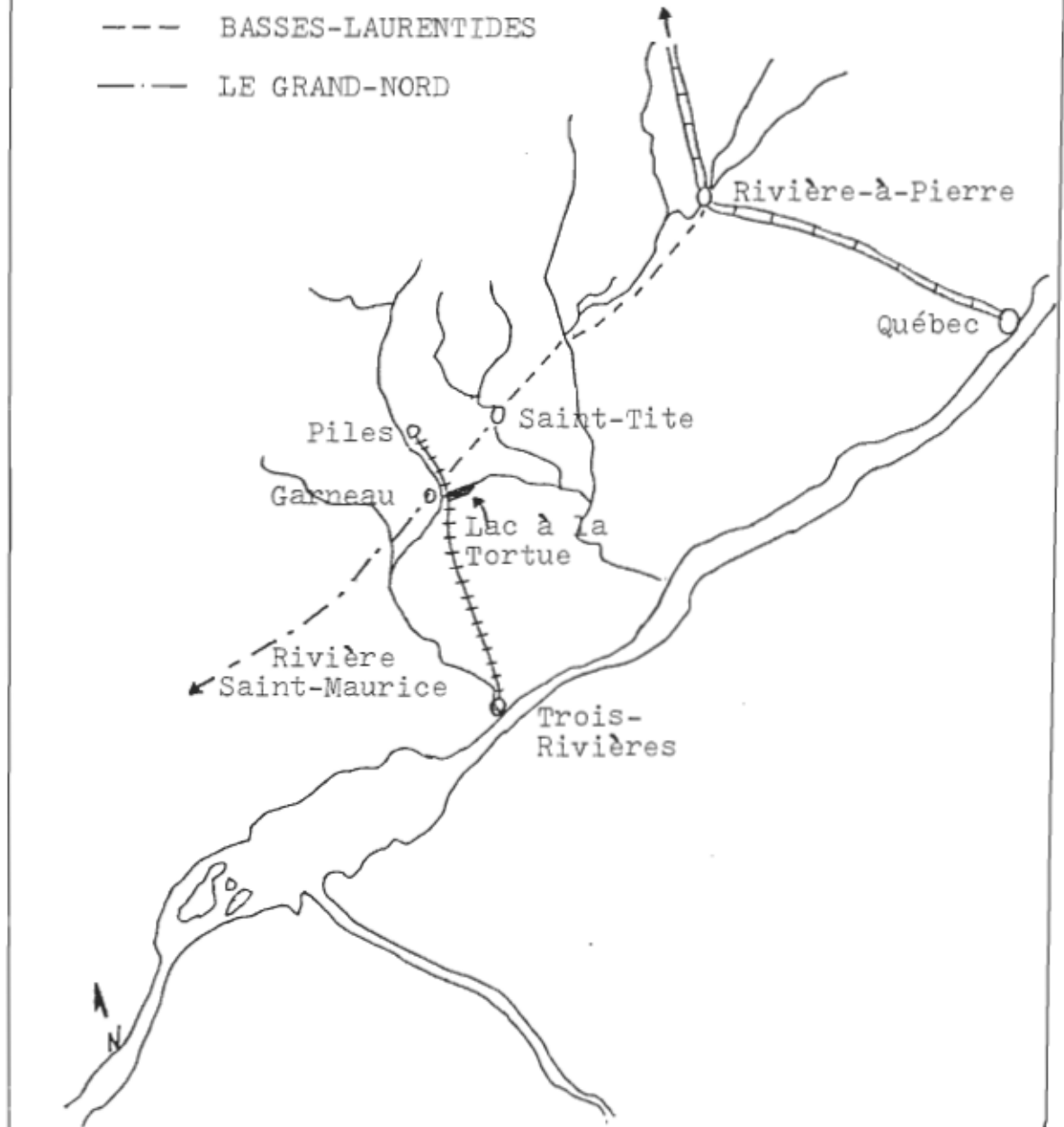
Année	Prix à la tonne	Coûts Transports	Prix franco à New-York
1912	39.40	3.60	43.00
1915	38.22	3.78	42.00
1918	60.00	4.30	64.30
1921	68.20	6.80	75.00
1925	70.00	6.80	76.80
1928	60.70	6.80	67.50

SOURCE: P.P.M.C., vol. XXXVIII, octobre 1936, p.665.

(24) Le Nouvelliste, 22 mai 1926.

LES CHEMINS DE FER DE LA MAURICIE EN 1900

- ++++ LE CHEMIN DES PILES
- |||| LE QUEBEC-LAC SAINT-JEAN
- BASSES-LAURENTIDES
- LE GRAND-NORD



SOURCE: Gervais, Gaétan, L'expansion du réseau ferroviaire québécois, 1875-1895, Thèse de doctorat, Université d'Ottawa, 1979, p.243.

De 1922 à 1931, les coûts de transport demeurèrent fixes soit \$6.80 la tonne.

A partir de 1924, on s'intéressa de plus en plus au transport du papier par bateau. (25) En 1927, seulement 5% des expéditions étaient assurées par bateau; en 1935, 26%. (26)

Dans le domaine du transport maritime, la Mauricie disposait d'un atout important: le port de Trois-Rivières, ouvert près de sept mois par année. Très tôt, les papeteries surent en profiter. Déjà en 1893, le journal Le Trifluvien notait: "Le steamer Malvern est à prendre au quai des Commissaires du havre une cargaison de 3,000 tonnes de pulpe, consignée à une maison d'Angleterre par la compagnie de pulpe de la Grand-Mère". (27)

Les entreprises papetières situées le long du Saint-Laurent, construisirent leurs propres quais en eau profonde pour recevoir des matières premières et expédier des cargaisons de papier. Ce fut le cas de la C.I.P. et de la Wayagamack, quant à la St-Maurice et à la St-Lawrence, leurs installations ne leur permettaient que de recevoir du bois à pâte.

(25) Guthrie, J.A., op.cit., p.88.

(26) Ibid., p.90.

(27) Le Trifluvien, 17 novembre 1893.

Il n'y avait pas que les océaniques à utiliser le port. Chaque année des péniches transportaient de lourds chargements vers les Etats-Unis en empruntant les Grands Lacs et les canaux. (28)

Le port de Trois-Rivières servait aussi à recevoir des produits essentiels aux papeteries. Le pétrole, le sulfate de soude, le charbon de Nouvelle-Ecosse, le soufre de Galveston (Texas) sont autant de produits qui transitaient par le port vers les entreprises papetières. (29)

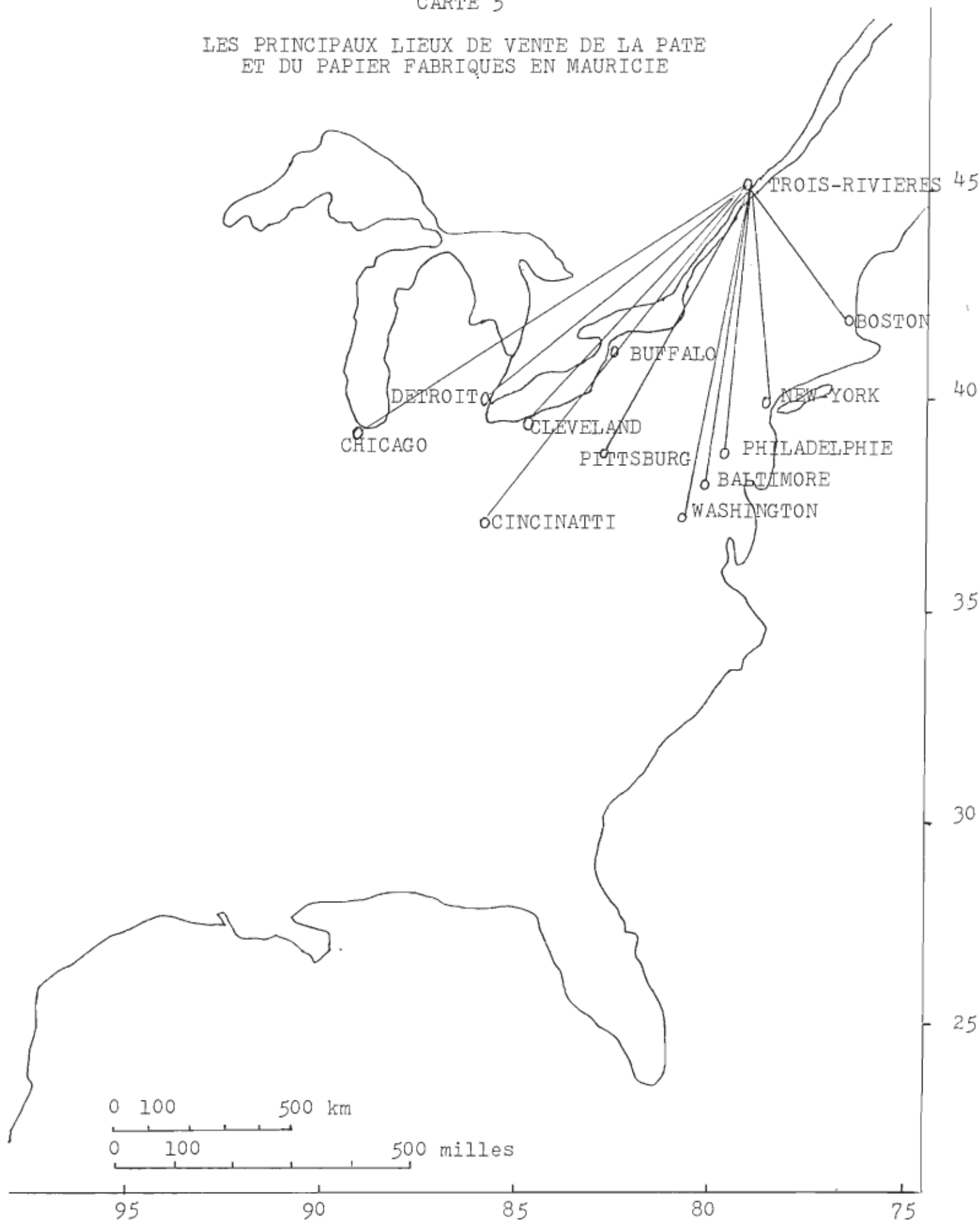
(28) Ibid., 19 juillet 1928.

(28) En 1922, 10,000 tonnes de papier furent expédiées par le port. Trois ans plus tard, le tonnage atteignit 57,000 tonnes. Voir Le Nouvelliste, 23 novembre 1940.

(29) Le Nouvelliste, 10 septembre 1925 et 20 août 1927.

CARTE 5

LES PRINCIPAUX LIEUX DE VENTE DE LA PATE
ET DU PAPIER FABRIQUES EN MAURICIE



4- LES SALAIRES

Les salaires se situent au troisième rang dans les coûts totaux de l'industrie papetière, immédiatement après le prix de la matière première et les intérêts versés sur le capital. Une partie importante des frais de main d'oeuvre proviennent des employés forestiers. Au Québec, on confia une forte proportion des opérations en forêts à des sous-traitants (jobbers). Les bûcherons étaient payés à la pièce ou plutôt à la corde de bois coupée et mesurée. Les plus productifs parvenaient à couper 2.67 cordes par jour mais la moyenne se situait à 2.14 cordes. (30) Au début des années 20, le salaire moyen des forestiers oscillait entre \$35 et \$40 par mois. Mais en 1923 on assista à un phénomène exceptionnel: une pénurie de bûcherons. A la fin d'octobre, plusieurs milliers de Québécois étaient encore occupés à la récolte des céréales dans les Prairies. D'autres travaillaient à la construction du barrage de la Gabelle. Beaucoup répugnaient à s'enfoncer dans les bois pour six mois, préférant rester près de chez-eux. Les entreprises papetières aussi bien que les entrepreneurs

(30) Guthrie, J.A., op.cit., p.155.

forestiers offrirent des salaires de \$45 par mois au début de la saison. Devant la faillite du recrutement, ils haussèrent leurs offres jusqu'à \$60 dans la vallée du Saint-Maurice et même \$80 à Montréal et \$100 dans la région de Gatineau. Mais cette difficulté de recrutement ne fut que passagère. (31)

Au début du siècle, la majorité des bûcherons provenaient des districts ruraux. C'étaient des cultivateurs qui profitant de la morte saison allaient aux chantiers pour faire de "l'argent liquide". Cette main d'oeuvre, docile, laborieuse, compétente, répondait bien aux besoins des compagnies forestières. Après la première guerre mondiale, on eut de plus en plus de difficultés à recruter des bûcherons parmi les fermiers. Ceux-ci préféraient trouver de l'emploi dans les petits centres manufacturiers qui s'ouvraient un peu partout et, de cette façon, rester près de leurs familles. Les recruteurs durent alors se tourner vers les villes et embaucher des travailleurs moins expérimentés, moins dociles et moins stables. Durant les années 30, une enquête effectuée auprès de 3,000 bûcherons, indiquait que 30.2% étaient fermiers, contre 66.3% des

(31) Le Nouvelliste, 15 octobre 1923.

journaliers, 1% des menuisiers et 2.5% appartenant à différents corps de métiers. (32)

Examinons maintenant les salaires payés dans l'industrie papetière en Amérique du Nord.

TABLEAU 26

COMPARAISON DES SALAIRES PAYES PAR L'INDUSTRIE
PAPETIERE EN AMERIQUE DU NORD

Québec: indice 100 en 1923.

	Québec	Ontario	Nord-Est des U.S.A.	Grands Lacs	Ouest des U.S.A.
Travailleurs spécialisés	100	118	106	107	106
Travailleurs semi-spécialisés	100	120	125	115	123
Travailleurs non-spécialisés	100	129	126	129	148
Moyenne	100	120	116	114	120

Québec: indice 100 en 1929.

	Québec	Ontario	Nord-Est des U.S.A.	Grands Lacs	Ouest des U.S.A.
Travailleurs spécialisés	100	108	102	99	106
Travailleurs semi-spécialisés	100	118	120	114	123
Travailleurs non-spécialisés	100	129	129	129	148
Moyenne	100	114	112	107	121

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.159.

La comparaison des salaires horaires payés par l'industrie papetière en Amérique du Nord pour certaines catégories de travailleurs est aussi éloquente.

(32) Guthrie, J.A., op.cit., p.155.

TABLEAU 27

COMPARAISON DES SALAIRES HORAIRES PAYES PAR L'INDUSTRIE
 PAPETIERE EN AMERIQUE DU NORD POUR CERTAINS
 METIERS EN 1923. (¢ par heure)

<u>Travailleurs spécialisés</u>	Québec	Ontario	Nord-Est des U.S.A.	Grands Lacs	Ouest des U.S.A.
Conducteur	107	115	105	107	107
Aide conducteur	87	101	83	88	90
Machiniste	59	75	73	72	73
Mécanicien	57	72	73	70	68
<u>Travailleurs semi-spécialisés</u>					
4 ^e main	53	62	54	55	52
Huileur	47	60	59	56	50
Finisseur de papier	38	45	49	41	47
<u>Travailleurs non-spécialisés</u>					
Journalier	31	40	39	40	46
Moyenne pour 19 métiers	47.2	56.6	54.5	53.6	56.6

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.157.

TABLEAU 28

COMPARAISON DES SALAIRES HORAIRES PAYES PAR L'INDUSTRIE
 PAPETIERE EN AMERIQUE DU NORD POUR CERTAINS
 METIERS EN 1929. (¢ par heure)

<u>Travailleurs spécialisés</u>	Québec	Ontario	Nord-Est des U.S.A.	Grands Lacs	Ouest des U.S.A.
Conducteur	125	122	115	113	138
Aide conducteur	102	105	97	94	117
Machiniste	59	77	76	60	73
Mécanicien	60	78	75	71	74
<u>Travailleurs semi-spécialisés</u>					
4 ^e main	59	64	56	58	63
Huileur	50	60	54	56	51
Finisseur de papier	40	44	44	43	48
<u>Travailleurs non-spécialisés</u>					
Journalier	39	40	40	40	46
Moyenne pour 19 métiers	50.7	57.8	56.6	54.4	61.5

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.157.

La hausse des salaires entre 1923 et 1929 fut minime. Dans la plupart des catégories, les salaires payés au Québec étaient inférieurs à ceux des autres régions. Guthrie mentionne en guise d'explication que les Canadiens français hésitaient à adhérer aux syndicats. De plus, un syndicat catholique faisait la lutte aux deux fraternités internationales pour regrouper les papetiers. Il ajoute que dans la province, les compagnies n'étaient pas tenues de signer des accords obligeant les travailleurs à faire partie d'une organisation ouvrière. Mais la raison fondamentale était sans doute l'abondance de travailleurs non-spécialisés au Québec et le bas niveau de vie qui y prévalait. Les entreprises papetières disposaient d'un réservoir quasi inépuisable d'une main d'oeuvre docile et laborieuse prête à travailler à des salaires inférieurs à ceux payés dans d'autres régions d'Amérique. La Mauricie fut un de ces réservoirs de population.

TABLEAU 29
EVOLUTION DE LA POPULATION DE
LA MAURICIE ENTRE 1901 ET 1931.

	1901	1911	1921	1931
Population totale	61326	78911	104879	128957
Population rurale	47295	49746	43196	44753
% de la population rurale	77.1	63	41.1	34.7
Population urbaine	14031	29165	61683	84204
% de la population urbaine	22.8	36.9	58.8	65.2

SOURCE: Belleau, Jacques, L'industrialisation à Trois-Rivières, 1908-1925, Thèse de M.A., U.Q.T.R., p.19.

L'implantation des entreprises papetières en Mauricie s'est effectuée sur une période de vingt ans, soit entre 1901 et 1921. Durant cette période la population rurale décroît, passant de 77% à 41% de la population totale. Même si la région était encore touchée à cette époque par la vague d'émigration vers les Etats-Unis, l'ensemble des ruraux qui quittaient les villages allaient s'installer dans les villes pour grossir les rangs des salariés de l'industrie.

Le coût des salaires par rapport à une tonne de papier s'élevaient, en 1928, à \$4.16 au Québec comparativement à \$5.00 en Ontario et dans les Etats des Grands Lacs, et à \$6.40 en Nouvelle-Angleterre. (33)

La Mauricie offrait un solide noyau de papetiers qualifiés à partir de 1910. En effet, à cette époque, la Laurentide, la Belgo, la Brown et la St-Maurice étaient en activité. Lorsque les autres papeteries ouvrirent leurs portes, elles purent bénéficier de travailleurs spécialisés et semi-spécialisés qui avaient acquis leur expérience dans les premières papeteries. La période de formation de plusieurs de ces individus étant réduite, c'était autant de gagné financièrement pour les entreprises.

(33) Guthrie, John, A., op.cit., p.162.

5- LES COUTS DE PRODUCTION

Avant d'aborder les coûts totaux d'une tonne de papier, examinons quelques frais divers des entreprises de pâtes et papiers. Ceux-ci incluent des produits comme le soufre, la pierre à chaux, l'alun, la colle; du matériel, comme des courroies, des mandrins, etc. On doit aussi ajouter les frais d'expédition, les amortissements, assurances, taxes, bénéfices marginaux pour les employés etc...

A l'exception du soufre, les autres coûts varient peu d'une région à l'autre de l'Amérique.

TABLEAU 30

COUTS GENERAUX DANS L'INDUSTRIE PAPETIERE
D'AMERIQUE DU NORD EN 1928
(en dollars par tonne)

	Québec	Ontario	Maine et New-York	Grands Lacs	Côte du Pacifique
Soufre, matériaux divers et finition	6.41	5.48	6.12	4.92	4.23
Amortissements et administration générale	6.94	5.83	7.33	6.37	6.48
Total	<hr/> 13.35	<hr/> 11.31	<hr/> 13.45	<hr/> 11.29	<hr/> 10.71

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.174.

Les coûts généraux élevés pour le Québec provenaient en bonne partie de frais d'amortissement supérieurs aux autres régions car les usines québécoises étaient plus récentes.

En résumé, 28% des dépenses générales étaient consacrées à l'achat de produits chimiques et aux réparations, 30% aux frais d'amortissements, autant à l'administration générale et 12% aux coûts de finition et d'expédition du papier. (34)

Les coûts d'investissements sont difficiles à établir car il faut tenir compte de nombreux facteurs: site, approvisionnement en matière première, coûts des matériaux et de la main d'oeuvre etc... D'une façon générale, on estimait à près de \$50,000 le placement de capital nécessaire à la production journalière d'une tonne de papier. (35) A cela il fallait ajouter les dépenses pour l'approvisionnement en bois à pâte. Il faut aussi souligner l'importance des frais financiers qui comptaient pour 30% des coûts totaux.

En résumé, les coûts fixes d'opérations: intérêts, énergie, taxes, assurances, administration générale, etc...

(34) Guthrie, John, A., op.cit., p.162.

(35) La Revue de Shawinigan, 30 mai 1925.

comptaient pour environ 40% du prix total du papier. (36)

Nous possédons maintenant tous les éléments pour établir le prix de revient d'une tonne de papier.

TABLEAU 31

ANALYSE DES COUTS DU PAPIER JOURNAL
EN 1928.
(en dollars par tonne)

	Ontario	Québec	Côte du Pacifique	Maine et New-York	Grands Lacs
Bois	19.50	19.70	16.40	24.20	24.70
Travail	4.50	4.16	4.20	5.50	5.00
Energie	8.30	7.90	7.50	8.50	8.47
Matériaux et capital	13.35	11.31	10.71	13.45	11.29
Transport	<u>7.60</u>	<u>7.24</u>	<u>8.50</u>	<u>6.05</u>	<u>3.26</u>
Total	53.25	50.31	45.81	57.70	52.72

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.177.

Par rapport aux Etats du Maine, de New-York et des Grands Lacs, le Québec disposait d'avantages indéniables au point de vue de coûts. Mais son principal atout résidait dans le coût de la matière première.

(36) Guthrie, John, A., op.cit., p.177.

TABLEAU 32
LE COUT DU BOIS A PATE ET DE SON TRANSPORT
EN 1922 ET EN 1928.
(en dollars)

	<u>1922</u>		<u>1928</u>	
	Québec	Maine et New-York	Québec	Maine et New-York
Coût du bois/tonne de papier journal	20.10	24.60	19.60	24.10
Transport à New-York				
" de Trois-Rivières	6.80		6.80	
" de Millinocket, Maine		6.20		5.80
Bois & transport	26.80	30.80	26.40	29.90
Production annuelle (millions de tonnes)	34	.715	1.426	.778

SOURCE: Manzagol, Claude, op.cit., p.200.

Ce tableau illustre la pénétration du marché américain par l'industrie papetière installée au Québec.

En 1922 le Maine et l'Etat de New-York constituaient la source par excellence de papier journal. Mais les coûts inférieurs de la matière première au Québec lui permirent de les supplanter. Un renversement total s'effectua en moins de six ans. Les Etats producteurs de l'Est des Etats-Unis convertirent une partie de leurs usines à la fabrication des papiers fins et de matériaux d'emballage, sous l'impulsion de l'International Paper. Cette compagnie décida de produire l'essentiel de son papier journal dans

l'Est du Canada, au Québec plus particulièrement. Trois-Rivières profita de ce renversement car le grand trust américain y établit une gigantesque usine.

La localisation optimale d'une usine intégrée livrant du papier journal aux Etats-Unis s'établit donc ainsi: un bassin richement foresté et présentant des ruptures de pentes susceptibles de produire de l'hydro-électricité, un site à proximité des grands marchés et d'un port en eau profonde, une région possédant un bon réseau de communications et disposant d'une main d'oeuvre abondante, docile et à bon marché. Tous ces différents éléments tendant à minimiser les coûts de production, se trouvaient réunis dans la vallée du Saint-Maurice. Ils ne pouvaient qu'attirer les investisseurs. La combinaison eau-forêt, fut le moteur de l'industrialisation de la Mauricie.

CHAPITRE IV

LES ENTREPRISES DE PATES ET PAPIERS ET LE MILIEU REGIONAL

1- LES RELATIONS ENTRE LES PAPETERIES ET LES MUNICIPALITES

Les investisseurs ont cherché à obtenir le plus d'avantages possibles de la part des municipalités où ils installèrent leurs usines. Les municipalités, trop heureuses d'entrevoir une croissance rapide, accédèrent généreusement aux désirs des industriels. Néanmoins, certaines revendications de ceux-ci furent la source d'importants conflits.

La Laurentide avait négocié, en 1882, une exemption de taxes auprès du conseil municipal de Sainte-Flore pour une durée de 25 ans. (1) La nouvelle ville de Grand-Mère étant à toutes fins utiles une création de la Laurentide, l'entreprise n'eut pas de difficulté à obtenir de celle-ci

(1) J.T.R., 13 juillet 1882.

le 30 mars 1901, une autre exemption d'une durée de 30 ans, et ce, à compter du 30 juin 1916.

Lorsque le conseil municipal accorda par la suite le même privilège à sa filiale la Laurentide Power, plusieurs citoyens dénoncèrent cette mesure comme abusive. (2) Les avocats, consultés par les autorités municipales, prétendirent que la filiale n'avait pas le droit de bénéficier de l'exemption accordée à la maison-mère. (3) Le 10 mars 1918, par un vote prépondérant du maire, la Laurentide Power obtenait gain de cause. (4) Deux citoyens déposèrent alors en juin de la même année, une requête en cour pour l'annulation du règlement 171 concédant les avantages fiscaux à l'entreprise hydro-électrique. (5) Après de longues négociations, la compagnie accepta de payer des taxes mais revint à la charge en 1924 en demandant de faire rayer son nom du rôle d'évaluation. La ville de Grand-Mère répliqua en intentant des poursuites judiciaires. (6) Finalement, la compagnie céda et paya ses taxes.

Shawinigan est une autre ville fondée par des compagnies. Celles-ci s'appliquaient à y surveiller de près

(2) L'Echo du Saint-Maurice, 12 juillet 1917.

(3) Ibid., 20 décembre 1917

(4) Ibid., 11 avril 1918.

(5) Ibid., 27 juin 1918.

(6) Le Nouvelliste, 19 août 1924.

les candidats aux élections municipales. Ceux qui ne plaisaient pas étaient fortement invités à se retirer. A quelques occasions, des candidats reçurent l'avis suivant: "... dans ces conditions et pour maintenir dans la ville la bonne entente et l'union nous vous demandons de bien vouloir considérer s'il ne serait pas préférable de retirer votre candidature". (7) A au moins une occasion, des membres du conseil municipal de la Baie Shawinigan perdirent leur emploi à la Belgo car le conseil avait voté un règlement qui déplaisait au gérant de l'entreprise. (8)

Au lieu de taxes municipales, les grandes entreprises de Shawinigan payèrent des montants fixes: la Shawinigan Water and Power, \$1,333.33, la Belgo, \$1,000, etc. (9) En 1920, les exemptions de taxes que les entreprises s'étaient fait accorder, parvinrent à expiration. Les industriels désiraient un conseil municipal soumis à leurs intérêts. Leur candidat à la mairie, le docteur Dufresne, remporta une victoire difficile. A l'automne, l'épineuse question fut réglée. Les entreprises acceptaient d'abandonner leurs privilèges, et leur évaluation était fixée par un règlement pour les dix prochaines années. La Belgo était

(7) L'Industriel, 7 juin 1907.

(8) Le Courrier de Grand-Mère, 11 mai 1911.

(9) L'Industriel, 24 avril 1908.

imposée sur la base d'une évaluation de \$5,000,000 et la Shawinigan Water and Power, \$5,325,000. (10)

Au mois d'août 1910, la Grès Fall s'adressait au Conseil municipal de Trois-Rivières et demandait les mêmes conditions, avantages et privilèges consentis aux autres entreprises. Elle voulait que l'on déplace la rue des Pins jusqu'à la "Loop Line" et s'engageait à assumer le coût des travaux. De plus, elle exigeait qu'on lui fournisse l'eau gratuitement, et enfin, que le conseil lui accorde une subvention de \$25,000. En retour, la Grès Fall s'engageait à construire une papeterie d'une valeur de \$100,000. (11) Le 2 septembre, les autorités municipales accordèrent une exemption de taxes de \$1,500 par année. Le nouveau régime signifiait pour elle une augmentation de \$100 de plus qu'elle ne payait pour ses scieries de Trois-Rivières. La ville accepta de déplacer la rue des Pins et de fournir l'eau, mais refusa la subvention. (12) Devant ce refus du conseil, la compagnie, faute de mieux, décida de s'établir au Cap-de-la-Madeleine sur des terrains qu'elle avait acquis l'année précédente. Cette fois-ci, l'entreprise s'adressa aux autorités municipales madelinoises qui, à

(10) Filteau, Gérard, op.cit., p.181.

(11) N.T.R., 28 mars 1913.

(12) Ibid., 2 septembre 1910.

la séance du 23 septembre 1910, lui accordèrent une exemption de taxes pour 25 ans. A une réunion du Conseil le 10 décembre 1924, les autorités civiles voulurent abroger ce privilège prétextant qu'une résolution du 25 octobre 1915, n'accordait une exemption que pour 10 ans. Les avocats consultés, dont Me Maurice Duplessis, donnèrent un avis défavorable à la ville. Mais celle-ci n'abandonna pas la partie et entreprit des pourparlers avec la compagnie pour l'amener à réviser sa position. Finalement la St-Maurice renonça à l'exemption et accepta de payer \$30,000 de taxes municipales par année pour une évaluation de \$2,500,000 sur une période de 20 ans. (13)

La Wayagamack demanda, elle aussi, une exemption de taxes au conseil municipal de Trois-Rivières. Ce privilège lui fut accordé pour 10 ans avec un droit de prolongation pour 10 autres années. En retour, la compagnie s'engagea à payer \$500 par an en taxes scolaires et à construire une usine pour une valeur de \$500,000. (14)

Par contre, l'International ne demanda pas d'avantages fiscaux lors de la construction de son usine, mais plutôt lorsqu'elle annonça un vaste programme d'expansion en 1925.

(13) Le Nouvelliste, 26 février 1925.

(14) N.T.R., 28 octobre 1910.

A cette occasion la compagnie obtint du conseil municipal une exemption partielle de taxes, valable pour 20 ans, à partir du premier janvier 1925. L'entreprise se voyait taxée sur la base d'une évaluation de \$6,000,000. La ville s'engageait de plus à fermer une partie des rues Hemlock et des Commissaires. En contre-partie, la compagnie acceptait d'assumer les frais encourus par la fermeture de ces rues ainsi que ceux résultant de la ratification de l'entente par la législature provinciale. (15)

Mais les démêlés les plus longs et les plus acerbes entre une entreprise papetière et une municipalité mirent aux prises la St-Lawrence et la ville de Trois-Rivières.

Dans une lettre datée du 18 septembre 1920 et adressée au Conseil, M. Robert Ryan, représentant spécial de la compagnie soulignait que les investisseurs avaient examiné plusieurs emplacements possibles dans la province et que plusieurs municipalités leur avaient offert gratuitement des terrains, des exemptions de taxes et autres avantages. Le porte-parole de l'entreprise s'empressait d'ajouter que celle-ci pourrait s'installer à Trois-Rivières aux conditions suivantes: que la ville dévie la rue Notre-Dame

(15) Le Nouvelliste, 14 octobre 1924.

sur une distance d'environ mille pieds et qu'elle accorde une exemption de taxes pour une période de vingt ans à partir du premier janvier 1922. (16)

Les avantages consentis à la Three Rivers Pulp ne firent pas l'unanimité auprès de la population. Lors d'une assemblée publique, le 24 octobre, des trifluviens mécontents dénoncèrent le projet de déviation de la rue Notre-Dame et l'exemption de taxes. Une pétition envoyée aux autorités municipales spécifiait que cette dernière mesure accentuerait le fardeau fiscal déjà trop lourds des contribuables. (17) A la réunion du Conseil du 15 novembre, l'échevin Lamy proposa de reconsidérer les avantages octroyés à la compagnie, mais il ne fut pas appuyé. Par la suite, des rumeurs annonçaient que des offres alléchantes avaient été faites aux dirigeants de la future papeterie par des villes intéressées à l'attirer chez elles. Nous savons que des hommes d'affaires de Québec exercèrent en effet des pressions pour que la Three Rivers Pulp construise ses installations à Sillery. (18)

Confronté à l'hostilité d'une partie de la population, le bureau de direction hésita avant de prendre une décision

(16) Ibid., 30 octobre 1920.

(17) Ibid., 5 mai 1922.

(18) Ibid., 11 janvier 1921.

finale:

"En décidant du site de notre pulperie que ce soit aux Trois-Rivières ou dans un autre endroit aussi favorable, nous avons été incapables d'ignorer l'attitude apparemment hostile d'un groupe de votre excellente population et rien n'est si loin de notre pensée dans toute cette affaire que d'indisposer qui que ce soit." (19)

Devant l'indécision des industriels, la Chambre de Commerce trifluvienne s'engagea à mettre à leur disposition:

"son influence et son énergie pour toute fin d'arbitrage ou pour toute orientation de l'opinion publique qui pourrait amener votre compagnie à se sentir chez elle parmi nous et qui lui permettrait d'exploiter heureusement son industrie." (20)

Finalement, le 12 mars 1921, M. W.J. McLaughlin, secrétaire de la compagnie faisait part des intentions de sa société dans une lettre adressée au Conseil:

"Je suis autorisé par les directeurs de cette compagnie, de vous avertir officiellement de leur décision où ils sont arrivés de choisir le site sur lequel ils ont décidé de commencer la construction au cours des trois prochains mois. En arrivant à cette décision, la compagnie prétend bien prendre avantage du règlement passé par votre conseil le 28 septembre 1920 au nom de votre représentant M. Robert Ryan, exemptant la compagnie de certaines taxes pendant une période de vingt ans et autres concessions. Les directeurs désirent aussi vous exprimer leur appréciation pour le support et la bonne volonté que vous avez témoignés à la compagnie ce pour quoi ils vous remercient." (21)

(19) Ibid., 16 février 1921.

(20) Ibid., 16 février 1921.

(21) Ibid., 16 février 1921.

Mais le maire Normand et quelques échevins demeuraient opposés à la déviation de la rue Notre-Dame et surtout à l'exemption de taxes. Invités à donner un avis juridique sur ce problème, l'avocat de la ville, Me George Méthot, soumettait un rapport sur la résolution du 27 septembre 1920 et en arrivait à la conclusion que celle-ci ne liait pas le Conseil actuel car elle spécifiait, entre autre, "que la déviation de la rue Notre-Dame devra être faite aussitôt que possible, au commencement du printemps prochain (1921)." "Cette époque est révolue, ajoutait le conseiller juridique, il faudra donc dans un prochain règlement, déterminer une autre date. Quant à l'exemption de taxes, le projet devrait être soumis au lieutenant-gouverneur en Conseil avant d'être adopté." (22) Me Méthot poursuivait en mentionnant que dans la loi actuelle qui date de 1920, les exemptions de taxes sont interdites pour les municipalités en faveur de compagnies mais elles peuvent être accordées dans les cas où les négociations entre une ville et une compagnie ont commencé avant la mise en vigueur de la loi, et c'est le cas actuel. (23)

Après de longues discussions, le Conseil en arriva à une entente avec la compagnie à propos de la déviation de

(22) Ibid., 15 mars 1921.

(23) Ibid., 25 novembre 1922.

la rue Notre-Dame. L'entreprise s'engageait à donner les terrains nécessaires pour l'ouverture de nouvelles rues dans la partie ouest de la ville et à effectuer les travaux de déviation à ses frais. Elle serait remboursée lorsque les finances municipales le permettraient. Un dénouement partiel de cette affaire eut lieu en février 1924 lorsque le conseil remboursa la somme de \$52,000 à la Compagnie. (24) Mais les choses n'en restèrent pas là. La St-Lawrence décida de doubler sa capacité de production et d'installer deux nouvelles machines à papier au printemps de 1924. L'avocat de la compagnie, Me Philippe Bigué, déclara qu'on ne pouvait agrandir les installations et investir de deux à trois millions de dollars si la ville ne fermait pas la rue Notre-Dame. (25) Devant les réticences des autorités municipales, l'entreprise se livra à un véritable chantage et menaça de ne pas procéder à l'expansion si cette artère n'était pas fermée à la circulation. La St-Lawrence envisagea même de poursuivre la ville de Trois-Rivières devant les tribunaux pour la somme de \$400,000. (26) Après des pourparlers laborieux entre les deux parties en cause, la rue Notre-Dame fut finalement fermée, les procédures oubliées et les travaux entrepris.

(24) Ibid., 23 février 1923.

(25) Ibid., 16 décembre 1924.

(26) Ibid., 24 mars 1924.

Restait le problème des exemptions de taxes. Ce point litigieux fut tranché en faveur de la compagnie qui se vit accorder des avantages fiscaux à partir du premier janvier 1925. En retour, l'entreprise paya \$100,000 d'arrérages de taxes pour les années 1922, 1923 et 1924. (27)

Le 11 mars 1926, la St-Lawrence s'adressa au comité des bills privés de la Législature provinciale pour faire ratifier son exemption fiscale et aussi demander que ses propriétés soient évaluées à deux millions de dollars pour fins de taxes scolaires et à 50% de la valeur réelle pour les taxes spéciales, le tout pour une durée de vingt ans. Le maire Bettez, présent aux audiences du comité déclara:

"qu'il avait toujours combattu ce bill, qu'il était injuste pour la ville de Trois-Rivières et que la situation de la "St-Lawrence Paper Mills" ne pouvait pas être comparée à celle des autres compagnies auxquelles la ville de Trois-Rivières a accordé des commutations de taxes." (28)

Le 12 mars, par un vote serré de 17 voix contre 16, le comité décréta que ce bill ne pourra entrer en vigueur qu'après avoir été approuvé par un référendum. Les amendements proposés par la commission scolaire avaient été inclus. Ils déterminaient les terrains bénéficiant de

(27) Ibid., 31 janvier 1925.

(28) Ibid., 11 mars 1926.

la clause fixant à 50% de leur valeur réelle l'évaluation pour fins de taxes spéciales. (29) L'assemblée législative adopta le même jour le projet de loi amendé mais le conseil législatif renversa cette décision. (30) Le 18 mars, les députés approuvèrent la décision de la Chambre Haute par 37 voix contre 17. (31) Il n'y eut donc pas de référendum, et la compagnie obtint tous les avantages demandés.

(29) Ibid., 13 mars 1926.

(30) Ibid., 19 mars 1926.

(31) Ibid., 19 mars 1926.

2- L'ENCADREMENT DES TRAVAILLEURS PAR LES ENTREPRISES

Toutes les entreprises papetières de la Mauricie ont mis sur pied des organismes sociaux à l'intention de leurs employés. Ces différentes organisations avaient pour but de mieux encadrer les papetiers et éventuellement, les soustraire aux influences des chefs syndicaux. Le but premier de ces initiatives était sûrement de mieux contrôler la masse des travailleurs.

En effet, quoi de mieux pour lutter contre le mécontentement, les grèves, les ralentissements de travail, que d'exercer une autorité paternaliste, soucieuse, tout au moins en apparence, du bien être des ouvriers. Peu importe si ces différents avantages ne profitaient qu'à une infime partie des papetiers, les dirigeants pouvaient projeter une image de "bons patrons" aux yeux du public. Quant aux élites locales, elles surent rapidement profiter des clubs de golf et de curling des compagnies.

La Laurentide de Grand-Mère exploitait un hôtel, un terrain de golf, un gymnase, une bibliothèque, un hôpital et même une ferme qui fournissait 800 livres de lait par

jour aux papetiers. (32) Un journal, "le Digesteur", servait de lien entre les employés, mais aussi de porte-parole officiel pour l'entreprise.

A Shawinigan, la Belgo payait en partie une assurance-vie à ses ouvriers. En cas de maladie prolongée, ceux-ci recevaient une partie de leur salaire.

Les papetiers disposaient d'un "club house" à la St-Maurice du Cap-de-la-Madeleine. La St-Maurice Athletic Association possédait un des plus beaux terrains de baseball du Québec. Une équipe de quilles et une autre de hockey accueillaient les employés intéressés. (33) Grâce à la forte personnalité du gérant de l'usine, Thomas Wark, le baseball jouissait d'une grande popularité. Cet Américain dirigeait une équipe rivalisant avec celle du gérant Chahoon de la Laurentide et McAdam de la Three Rivers Shipyards. Wark soutenait financièrement l'équipe made-linoise composée en majeure partie d'Américains. (34) Les sportifs de la région bénéficièrent ainsi d'un baseball de très fort calibre pendant plusieurs années. (35)

La Tuque compta toujours parmi ses résidents un des quatre frères Brown. Ceux-ci déclaraient: "la Providence

(32) Le Nouvelliste, 18 janvier 1921.

(33) Ibid., 16 mai 1925.

(34) Biron, Edouard, op.cit., p.21

(35) Le Nouvelliste, 23 novembre 1940.

nous a donné la fortune pour en partager la jouissance avec nos ouvriers; pour cela il faut vivre avec eux." (36) Ces philanthropes avaient une vision paternaliste de leur rôle économique et social auprès de la communauté, ils s'impliquèrent encore davantage dans leur milieu d'accueil que les autres dirigeants des entreprises papetières. Ils fondèrent le "Community Club" qui comprenait une salle de lecture, un gymnase, une piscine, des terrains de tennis et un peu plus tard, en 1929, une patinoire couverte. La Brown Corporation contribua aussi financièrement à la construction d'un club de "curling" et d'un club de golf. Ajoutons que cette entreprise a été la première au Canada à offrir un plan d'assurance-collective à ses employés.

Les dirigeants de la Wayagamack avaient aussi mis certains équipements à la disposition des employés comme un hôpital, un "curling" et un "bowling green". (37)

Un service de santé était à la disposition des ouvriers de la C.I.P., et deux infirmières donnaient des soins gratuits aux familles des papetiers. (38) Une association récréative, le "Canipco", fortement encouragée

(36) Sénécal, Gérard, La Tuque et le Haut-St-Maurice, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1933, p.29.

(37) Le Nouvelliste, 22 août 1925.

(38) Ibid., 22 août 1925.

par des subventions de la compagnie, organisait des manifestations sportives et sociales. Le pique-nique annuel attirait souvent des foules de 5,000 personnes. (39)

Les entreprises de pâtes et papiers logeaient leurs cadres supérieurs. A Grand-Mère, ceux-ci habitaient 70 maisons qui formaient un quartier distinct et très bien aménagé. Le reste de la ville ne préoccupait guère les patrons de la compagnie.

"Nous savons que la Laurentide a toujours été opposée à ce que nous fassions des pavages permanents dans la ville. Pour ces Messieurs, Grand-Mère se résume au quartier anglais qu'ils occupent. Le reste de la ville, les trois autres quartiers habités par les "canayens" c'est une quantité négligeable..." (40)

Les dirigeants de la St-Maurice habitaient dans des maisons situées à l'extrémité est du Cap-de-la-Madeleine, dans un quartier appelé par les francophones "Parc des Anglais". Une école payée par la compagnie procurait l'enseignement à 75 écoliers anglophones. (41)

Quant aux patrons de la Wayagamack, ils étaient encore plus isolés, car ils habitaient sur l'île même ou était

(39) Ibid., 27 août 1925.

(40) L'Echo du Saint-Maurice, 30 mai 1918.

(41) Le Nouvelliste, 16 mai 1925.

construite l'usine. Les cadres jouissaient d'avantages réels: loyers modiques, associations récréatives et culturelles; écoles distinctes, quartiers bien aménagés, etc. Comme nous venons de le constater, les compagnies de pâtes et papiers offraient toute une gamme d'activités sociales. Mais on peut penser que les papetiers, en majorité francophones, n'en profitaient que très peu ou même pas du tout. Ils travaillaient dix à douze heures par jour et devaient savoir fort bien que toutes ces installations et activités n'étaient pas d'abord pour eux. D'ailleurs ils ne connaissaient même pas le "curling" et le "Bowling green". Quant aux beaux quartiers avec rues pavées et espaces verts, ils étaient réservés aux cadres massivement anglophones.

Avec la venue des grandes entreprises papetières, la société mauricienne jusqu'alors homogène, s'est trouvée en contact avec un autre groupe culturel, celui-ci, indépendant, riche, disposait d'un pouvoir économique considérable. Cela a sûrement aidé à faire prendre conscience à la population, francophone et catholique, de la dualité culturelle canadienne.

3- LE REGROUPEMENT DES TRAVAILLEURS

Les relations de travail pour la période que nous étudions, peuvent se diviser en deux phases bien distinctes. La première s'échelonne de 1890 à 1920. C'est l'époque de la gestion autocratique des patrons. La deuxième période couvre les années 1921 à 1930. C'est l'époque de la lutte ouvrière pour la reconnaissance syndicale, où les dirigeants d'entreprises rétorquent par la mise sur pied d'une gestion paternaliste, laquelle amena une légère amélioration des conditions de travail. (42)

La première phase coïncida avec l'implantation des entreprises papetières et l'industrialisation de la Mauricie. Profitant d'une main d'oeuvre abondante et à bon marché, les patrons imposèrent à des ouvriers dociles des conditions de travail pénibles et des horaires très longs.

Au début du XXIème siècle, un inspecteur du ministère du Travail mentionnait: "les moulins de pâte de bois fournissent un travail continu de 24 heures par jour. Les

(42) Bladen, V.W., An Introduction to Political Economy, Toronto, 1941, p.308.

hommes sont divisés en 2 équipes, l'une travaillant le jour pendant 11 heures, l'autre la nuit pendant 13 heures. (43)

La loi provinciale de 1885, votée pour "protéger la vie et la santé des personnes employées dans les manufactures", reprise en 1894 sous le nom de "Loi relative aux établissements industriels", interdisait l'engagement d'ouvriers de moins de 16 ans et fixait, pour ceux-ci, la durée du travail à un maximum de 50 heures par semaine.

(44) Dans les papeteries de l'époque, cette loi fut plus ou moins respectée car plusieurs informateurs nous ont affirmé qu'ils avaient connu des gens qui y ont travaillé dès l'âge de 15 ans. (45)

Des règlements complétant la loi de 1894 et approuvés par le lieutenant-gouverneur en mars 1902 concernaient la salubrité des usines. Encore là, ils n'étaient pas toujours suivis. Durant les premières décennies du XXIème siècle, les papetiers travaillaient dans une humidité

(43) Chartier, Roger, Etude analytique et évolution des services du ministère du Travail et de la législation ouvrière et sociale de la P.Q., 1852-1952, Québec, s.ed., 1953, p.18.

(44) Annuaire Statistique de la Province de Québec, 1915, p.624-625.

(45) M. Armand Rivard du Cap-de-la-Madeleine est entré en 1914 au service de la Grès Fall à l'âge de 13½ ans. Son travail consistait à couper du papier pour alimenter une pile raffineuse à raison de 12 heures par jour pour \$0.17 l'heure.

constante et bien souvent les pieds dans l'eau. Ils ne portaient qu'un minimum de vêtements tant la chaleur était accablante. Ils prenaient leur repas en vitesse et revenaient souvent du travail sans avoir ouvert leur boîte à lunch. A vivre dans de telles conditions, les conducteurs de machine à papier souffraient rapidement de maux d'estomac et perdaient une bonne partie de leur faculté auditive. Quant à ceux qui travaillaient à la fabrication de la liqueur de cuisson, les émanations d'acide leur causaient des troubles pulmonaires. (46) Les mesures de sécurité étaient réduites au minimum et les accidents de travail fréquents, surtout lors de la construction des usines et au début des opérations car les ouvriers étaient alors inexpérimentés. (47)

Les salaires se situaient dans la moyenne québécoise de ce secteur. En 1919, sur 12,978 employés dans les usines de pâtes et papiers du Québec, 5,590 gagnaient entre \$20 et \$28 par semaine, (48) 737 entre \$28 et \$30 et

(46) Encore aujourd'hui malgré toutes les améliorations techniques, l'humidité, le bruit, la chaleur, rendent le travail des papetiers extrêmement pénible.

(47) Concernant les accidents fatals, la Laurentide, la Wayagamack, et la St-Lawrence ont eu au moins deux employés de tués lors de la construction de l'usine et au moins autant dans les quelques années qui ont suivi la mise en opération.

(48) Annuaire statistiques de la Province de Québec, 1920, p.305.

985 plus de \$30. Mais la moyenne annuelle des salaires des papetiers québécois s'avérait inférieure à la moyenne canadienne et surtout à celle de l'Ontario.

TABLEAU 33

LA MOYENNE DES SALAIRES ANNUELS DANS
L'INDUSTRIE DES PATES ET PAPIERS
AU CANADA ENTRE 1901 ET 1919.
(en dollars)

Année	Québec	Ontario	Canada
1901	358	438	363
1911	453	539	478
1917	745	889	831
1919	912	1316	1138

SOURCE: Angers, F.A., Documents statistiques dans la Forêt, p.384.

Quelques arrêts de travail se produisirent à cette époque mais ils furent vite réglés.

A la Laurentide de Grand-Mère, tous les conducteurs de machines à papier étaient des Américains. Les dirigeants estimaient que les francophones ne possédaient pas les aptitudes voulues pour assumer ces fonctions. En 1908, ces Américains membres de "l'American Federation of Labour" déclenchèrent une grève de sympathie pour appuyer leurs collègues d'outre-frontière. Le curé Laflèche et le maire de la ville, J.-A. Robert, réussirent à convaincre le gérant Chahoon de les congédier pour les remplacer par

des Canadiens français. Ce qui fut fait immédiatement. Jusque là confinés dans des postes subalternes et peu rémunérateurs, les francophones accédèrent enfin à des échelons plus élevés. Ajoutons aussi que les nouveaux conducteurs n'étaient pas syndiqués. (49)

Lors de ce même conflit, Hubert Biermans gérant de la Belgo de Shawinigan congédia, lui aussi, les conducteurs Américains et les remplaça par des Québécois d'expression française. M. Biermans fut le seul dirigeant d'une entreprise papetière de l'époque à confier des postes importants à des francophones et la langue française devint la langue de travail des papetiers de la Belgo. (50)

La période 1921-1930 vit une légère amélioration des conditions de travail. Les entreprises s'efforcèrent de mieux contrôler les sècheries des machines à papiers et de rendre les équipements moins dangeureux. Sans être une préoccupation constante, la sécurité s'améliora. A ce sujet, un concours fut lancé entre les papetiers par la revue "Pulp and Paper Magazine of Canada". (51)

(49) Ryan, William, F, The Clergy and Economic Growth in Quebec 1896-1914, P.U.L., Québec, 1966, p.67.

(50) Larochelle, Fabien, Shawinigan depuis 75 ans, Shawinigan, 1976, p.265.

(51) Voir tableau 34.

Comparativement aux autres entreprises à travers le Canada, la Laurentide occupa le premier rang en ce qui concerne la sécurité industrielle, en 1929. La Belgo suivit de près mais la St-Maurice et la St-Lawrence affichaient de tristes bilans.

La crise économique de 1921 frappa durement l'industrie des pâtes et papiers. Au début de janvier, la Wayagamack ferma ses portes pour quelques semaines. La direction de l'entreprise invita les employés à:

"chercher de prendre les moyens d'augmenter la production, lors de la reprise des travaux, et à économiser autant que possible le combustible et l'énergie électrique pour leurs opérations en espérant ainsi regagner pratiquement ce qu'elle (la compagnie) perd en ne réduisant pas les salaires par ce temps de crise et de diminution universelle des prix." (52)

L'usine reprit ses activités le 7 mars mais congédia de nouveau son personnel le 29 avril. Cette manoeuvre avait pour but de forcer les employés à accepter des diminutions de salaires de l'ordre de 30%, soit des émoluments inférieurs de 10% à ceux de 1914. (53) Les papiers se trouvèrent ainsi à la merci des patrons qui entendaient bien maintenir leur décision tant que le marché

(52) Le Nouvelliste, 10 janvier 1921.

(53) Ibid., 29 avril 1921.

TABLEAU 34

LES ACCIDENTS DE TRAVAIL DANS QUELQUES PAPETERIES DE
LA MAURICIE ENTRE 1928 ET 1930

Usine	Accidents non mortels			Nombre de jours perdus			Nombre de jours perdus par 1000 heures de travail			Employés
	<u>1928</u>	<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1928</u>	<u>1929</u>	<u>1930</u>	<u>1928</u>	<u>1929</u>	<u>1930</u>	
Belgo	31	37	14	507.5	497	153	.429	.487	.196	871
Laurentide	15	5	7	292	19	252	.239	.01	.379	941
St-Maurice		21	9		228	417		1.19	.875	
St-Lawrence	32	59		538.5	623			1.09	.963	408

SOURCE: Pulp and Paper Magazine of Canada
Vol. 27, 11 mars 1929, p.383; Vol. 29, p.633;
Vol. 31, 12 février 1931, p.261.
Ces statistiques sont établies du 1er juillet
au 31 décembre de chaque année.

du papier demeurerait instable.

Il en fut autrement à la St-Maurice Paper du Cap-de-la-Madeleine car c'était, à l'époque, une des rares papeteries qui disposait d'une organisation syndicale. Prétendant un manque de commandes, la direction de l'entreprise voulut, elle aussi, imposer une diminution des salaires de 30%. Les papetiers, eux, exigèrent une hausse de 10% (54) et déclenchèrent une grève le 11 mai 1921. (55) Plus de 500 chômeurs attendirent le résultat des négociations qui se déroulèrent aux Etats-Unis entre leurs représentants et ceux du patronat. Au début de juin une entente intervint. Mais ce n'est qu'en juillet que le travail reprit aux mêmes conditions qu'auparavant jusqu'à ce qu'un tribunal d'arbitrage rende sa décision. (56) Les employés se dirent prêts à accepter ce compromis car "ils voulaient, avant tout, avoir de l'ouvrage pour avoir de l'argent, parce qu'ils chômaient depuis trop longtemps." (57) Le tribunal d'arbitrage composé de sept membres visita l'usine; la nouvelle échelle de salaires entra en vigueur le 22 août. Le salaire hebdomadaire des ouvriers diminua de 10%

(54) Ibid., 12 mai 1921.

(55) Ibid., 11 mai 1921.

(56) Ibid., 30 juin 1921.

(57) Ibid., 9 juin 1921.

et celui des papetiers de 16 2/3%. (58) Mais malgré ces réductions, les employés de la St-Maurice demeurèrent en meilleure posture par rapport à leurs homologues des autres papeteries.

Les travailleurs de cette entreprise furent parmi les premiers de la région à adhérer massivement à un mouvement ouvrier. Les ouvriers spécialisés, notamment les conducteurs de machines à papiers, appartenaient au local 163 de l'"International Brotherhood of Paper Makers" et les autres au local 62 de l'"International Brotherhood of Pulp, Sulphite and Paper Mills Workers". En 1923 ces deux organisations internationales comprenaient l'une 145 locaux et 10,300 membres dont 1,300 au Canada répartis en 20 locaux et l'autre, 11,000 membres et 94 unités de négociations dont 17 au Canada avec 1,775 syndiqués. (59) Cette même année, les employés de l'International Paper de Trois-Rivières fondèrent le local 234 des Paper Makers et le 129 des Pulp and Paper Mills Workers. Ceux de la Belgo de Shawinigan appartenaient en 1924 au local 145 des Paper Makers.

(58) Ibid., 23 août 1921.

(59) La Gazette du Travail, 1924.

Malgré le fait que seulement trois papeteries de la région disposaient des services d'un syndicat à cette époque, certains travailleurs, surtout ceux de la Wayagamack étaient membres de la Corporation Ouvrière de Trois-Rivières ou de l'une des 21 organisations locales qui existaient dans cette ville en 1924, dont neuf étaient nationales et catholiques et 12 internationales et canadiennes. (60). En 1923, dans le but de contrecarrer les organisations internationales, la "Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada" fonda une "Fédération Catholique des ouvriers de la pulpe et du papier". Son deuxième congrès annuel se déroula à Trois-Rivières en septembre 1925. (61) Plusieurs tentatives pour rallier les papetiers de la Mauricie à cette "Fédération" n'eurent que peu de succès. Lorsque ces travailleurs joignirent massivement les rangs des syndiqués vers les années 40, ils adhérèrent aux syndicats internationaux (62) car ils avaient peu confiance aux syndicats nationaux et catholiques. Ceux-ci étaient

(60) La Gazette du Travail, 1920, p.204 cité par Parent, Robert, Histoire Economique et Sociale de Pulp and Paper Co: 1910-1929, thèse de M.A. en Sociologie, U.Q.A.M., 1975, p.130-131.

(61) Le Nouvelliste, 30 juillet 1925.

(62) Beaudoin, Marc, op.cit., p.409.
En 1945, 78% de la main d'oeuvre était syndiquée et des conventions collectives s'appliquaient à plus de 80% des travailleurs; si l'on tient compte du fait que les employés proprement dits (par opposition aux "ouvriers") n'appartiennent pas en général, aux unions, la presque totalité des ouvriers devait donc, dès 1945, être syndiquée.

le plus souvent des syndicats de boutiques, se montraient très peu revendicatifs et se préoccupaient surtout de la défense des valeurs nationales et religieuses et fort peu des conditions de travail et des salaires. (63)

La syndicalisation a amélioré les conditions de travail des travailleurs des pâtes et papiers. En 1920, au Canada, ceux-ci travaillèrent en moyenne 62.9 heures par semaine. (64) Pour les membres de l'"International Brotherhood of Paper Makers" du Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan et Hull en 1924, la semaine de travail fut de 48 heures réparties en 6 journées de 8 heures.

TABLEAU 35

LA MOYENNE DES SALAIRES ANNUELS DANS
LES PAPETERIES ENTRE 1920 ET 1928.
(en dollars)

Année	Québec	Ontario	Canada
1920	1201	1534	1351
1924	1171	1260	1234
1928	1238	1321	1279

SOURCE: Angers, F.A., Documents Statistiques, La Forêt, op.cit., p.384.

-
- (63) Bélanger, Paul, "Mutations du syndicalisme québécois" dans Aspects historiques du mouvement ouvrier au Canada, Boréal Express, 1973, p.186-187.
De 1915 à 1936, il y eut 507 grèves au Québec affectant 155,000 travailleurs. De ce nombre 9 seulement ont été la responsabilité des syndicats catholiques, elles touchèrent 4,300 ouvriers.
- (64) La Gazette du Travail, janvier 1921, p.67.

Les papetiers syndiqués de l'"International Brotherhood of Paper Makers" en 1924, travaillèrent 48 heures par semaine pour un salaire variant de \$24 à \$50 et jusqu'à un maximum de \$66 pour ceux de la St-Maurice Paper du Cap-de-la-Madeleine. Ces salaires étaient supérieurs à ceux payés dans les autres entreprises de la Mauricie.

Mieux payés, assurés d'une position stable, les papetiers de la vallée du Saint-Maurice étaient enviés par les autres travailleurs de la région. Une tradition s'était établie dans certaines usines: celle d'engager des fils d'ouvriers l'été et de permettre aux pères de famille "de faire entrer un de leurs garçons au moulin". De cette façon plusieurs générations se sont succédées dans les papeteries.

4- LE TRAVAIL DU DIMANCHE

Les progrès de l'industrie, notamment celle des pâtes et papiers engendrèrent de nombreux bouleversements sociaux et le respect du précepte dominical eut à souffrir de ce nouvel état de chose.

Dès 1906, le gouvernement fédéral vota une loi interdisant: "l'emploi de personnes dans les établissements industriels et commerciaux le dimanche, exception faite des travaux d'urgence ou d'humanité". L'année suivante le parlement du Québec adoptait, lui aussi, une loi concernant l'observance du repos du dimanche, laquelle fut sanctionnée le 28 février 1908. (65)

Cette loi fédérale que les Procureurs Généraux de chaque province étaient chargés de faire respecter prévoyait de fortes peines aux contrevenants. Dès 1914, l'hebdomadaire trifluvien "Le Bien Public" se demanda pourquoi la loi était appliquée dans toute sa rigueur en

(65) Chartier, Roger, Etude analytique et évolutive des services du ministère du Travail et de la législation ouvrière et sociale de la Province de Québec, 1852-1952, Québec, s.ed., 1953, p.18.

Ontario mais non pas au Québec. (66) D'après le journal, les étrangers qui travaillaient dans nos papeteries n'avaient que peu ou pas de religion et ridiculisaient nos ouvriers catholiques qui ne voulaient pas travailler le dimanche et risquaient ainsi de perdre leur emploi. L'éditorialiste citait même le cas d'un papetier de Jonquière, congédié parce qu'il refusait d'enfreindre le repos dominical.

Les compagnies de pâtes et papiers jouissaient d'une indulgence que les partisans de l'observance du précepte dominical jugeaient suspecte et qu'ils n'expliquaient que par des circonstances cachées. (67)

Les usines locales favorisaient le travail à la semaine longue. Devant l'inertie du gouvernement, "Le Bien Public" revint à la charge en souhaitant que la loi fut simplement appliquée car: "si nos autorités atteignaient les riches propriétaires d'usines comme tout le monde, il est clair que le travail du dimanche serait promptement supprimé dans Québec comme partout ailleurs". (68)

(66) Le Bien Public, 26 novembre 1914.

(67) Dupont, Antonin, "Louis Alexandre Taschereau et la législation sociale au Québec, 1920-1936", R.H.A.F., Vol. 26, no 3, décembre 1972, p.413.

(68) Le Bien Public, 26 novembre 1914.

Pour faire respecter le "Jour du Seigneur", une association provinciale, la "Ligue du Dimanche", fut fondée. Au Cap-de-la-Madeleine, le conseil municipal et le clergé de concert avec la "Ligue", étudièrent les moyens à prendre pour faire cesser cette situation. (69) Partout dans la région, le clergé dénonçait, du haut de la chaire, le travail du dimanche. Il prétendait que l'attitude des papeteries allait à l'encontre de la loi de Dieu et de l'Eglise en plus de violer une loi des hommes. De plus, les entreprises s'attaquaient à la dignité même des ouvriers, aux droits qu'ils avaient de sanctifier le dimanche et de servir Dieu ce jour-là, suivant les dictées de leur conscience. (70)

En 1924, la "Ligue du Dimanche" avait convaincu les autorités civiles de 60 municipalités de dénoncer ce viol des libertés de nos ouvriers. (71) Le maire et les échevins de Trois-Rivières invitèrent à cette occasion des représentants des usines locales de pâtes et papiers à trouver une solution à cet épineux problème. Ceux-ci soulignèrent que les papeteries cessaient le travail à huit heures le dimanche matin pour le recommencer à huit heures le lundi. En cessant de travailler à minuit le

(69) Le Nouvelliste, 25 mars 1924 et 7 avril 1924.

(70) Ibid., 26 mai 1924.

(71) Ibid., 16 juillet 1924.

samedi soir prétendaient-ils, il faudrait recommencer à minuit le dimanche et l'expérience a prouvé que cela n'était pas praticable. M. James Murray représentant de la St-Maurice Lumber et de l'International ajoutait qu'il manquerait trop d'ouvriers si on reprenait le travail à minuit. Or dans l'industrie d'aujourd'hui il faut avoir tous les hommes dès la mise en marche des machines à moins de courir le risque d'accidents graves. M. F. Ritchie de la Wayagamack ajoutait un autre problème, celui de la concurrence scandinave:

"elle est formidable. Le gouvernement de ces pays transporte la pulpe par le marché américain à très bon marché, à la moitié du coût du transport entre Trois-Rivières et New-York. La concurrence est vraiment extraordinaire et il s'en suit qu'il faut produire de la façon la plus économique". (72)

Dans une lettre adressée au conseil de ville trifluvien, M. James Murray, porte-parole des compagnies papières, souligna qu'il était impossible d'interrompre les opérations du samedi soir au dimanche soir. Il ajoutait qu'une enquête auprès des ouvriers révéla que ceux-ci n'étaient pas favorables à la mise en marche de l'usine à minuit le dimanche soir. Finalement mentionna-t-il,

(72) Ibid., 29 mars 1924.

"le seul moyen que nous voyons de faire autrement serait de prolonger le congé de 24 heures, il en résulterait non seulement une perte en gages pour les ouvriers mais encore une forte diminution de la production et du revenu de la compagnie". (73)

Mais les pressions commençaient à porter fruits. La Belgo annonça son intention de cesser le travail dominical à partir du 1er janvier 1926. (74) La Laurentide de Grand-Mère décida de suspendre ses opérations un samedi sur deux et d'effectuer les travaux d'entretien ce jour-là au lieu du dimanche. (75) Mais ces mesures ne restèrent pas en vigueur longtemps, et Monseigneur Cloutier, évêque du diocèse de Trois-Rivières, lança un appel aux papeteries les invitant à coopérer pour mettre un terme à ce scandale. (76) Il était appuyé par tous les évêques du Québec qui disait-il n'accepteraient aucun compromis. (77) Le 19 janvier 1926, le premier ministre Alexandre Taschereau agissant comme Procureur Général, ordonna à M. Louis Guyon de signifier un avis de huit jours aux papeteries trifluviennes pour qu'elles cessent leurs activités le dimanche. (78) Mais cet acte politique n'eut pas de suite car en

(73) Ibid., 13 mai 1924.

(74) Ibid., 29 décembre 1925.

(75) Ibid., 10 août 1925.

(76) Ibid., 8 février 1926.

(77) Ibid., 11 février 1926.

(78) Ibid., 19 janvier 1926.

juin le conseil municipal invita encore le gouvernement provincial à agir. (79)

Le partisan le plus tenace de l'observance de la loi était sans nul doute le chanoine Boulay, curé de la cathédrale. Il ne manqua jamais l'occasion de dénoncer avec véhémence les contravenants:

"La loi du dimanche n'est pas encore entièrement observée. Les différents rapports montrent que, si la fabrication du papier est arrêtée dans les usines, la plupart d'entre elles continuent à faire des travaux qui sont une infraction à la loi. C'est pourquoi la "Ligue du Dimanche" demande à tous les catholiques de réclamer l'application entière de la loi". (80)

Malgré des pressions incessantes le problème resta entier. Les usines continuèrent de fonctionner toute la semaine et d'effectuer les travaux d'entretien le dimanche. Les papetiers, tout en déplorant une situation qui obligeait certains d'entre eux à travailler le dimanche, ne s'y opposèrent jamais ouvertement car ce travail devint par la suite fort bien rémunéré.

(79) Ibid., 1er juin 1926.

(80) Ibid., 13 décembre 1926.

5- LA POLLUTION DE L'AIR

La construction des grandes papeteries amena un problème jusqu'alors inconnu dans la région trifluvienne: la pollution de l'air. Celle-ci était due, en particulier, à l'usine de la Wayagamack qui fabriquait de la pâte chimique au sulfate. Ce procédé dégageait des odeurs nauséabondes qui, poussées par les vents, envahissaient tous les environs. Les autres entreprises papetières polluaient aussi l'air mais à un degré moindre.

Dès 1914, l'hebdomadaire trifluvien "Le Bien Public" entreprit une campagne pour sensibiliser l'opinion publique et forcer les dirigeants de la Wayagamack à trouver une solution à cet épineux problème.

Dans une lettre au journal, M. A. Pagenstecher Jr, président de la "Manufacturers Paper Company" de New-York, soulignait qu'une papeterie américaine avait résolu le problème et que si les patrons de l'usine locale avaient à coeur l'intérêt de la population, ils pouvaient faire de même. (81) Devant les protestations du "Bien Public",

(81) Le Bien Public, 30 avril 1914 et 20 mai 1914.

la compagnie demanda un délai afin d'expérimenter un système pour éliminer les odeurs désagréables. L'hebdomadaire revint à la charge à plusieurs reprises pour souligner que le système existait dans deux ou trois usines et donnait d'excellents résultats. Il s'agissait de précipiter les fumées dans des bassins d'eau au moyen de fils chargés d'un courant de 32,000 volts. Les gaz devenaient alors solubles et on pouvait ainsi récupérer de l'alcool, du goudron, du chlore, etc. L'éditorialiste ajoutait:

"L'intérêt public seul devrait porter la Wayagamack à hâter la suppression d'une nuisance qu'elle n'a jamais été justifiable de nous imposer. Ajoutons que le coût de l'installation électrique pour rendre les gaz inodores n'atteint pas cent mille piastres, si nos informations sont exactes. Cette somme est minime pour une compagnie millionnaire. D'ailleurs la compagnie réalisera de nouveaux profits par la vente des huiles essentielles que le système nouveau lui permettra de recueillir et que jusqu'à présent, faute de mieux, elle a laissé se volatiliser et se perdre en nous empestant". (82)

Ce problème n'était pas que local. "Le Bien Public" s'intéressa beaucoup aux poursuites judiciaires entamées par l'avocat Brown contre la "Canada Paper" de Windsor Mills. L'avocat montréalais reprochait à cette entreprise d'utiliser du sulfate de sodium au lieu du carbonate, moins sensible à l'odorat. Il prétendait qu'à cause du

(82) Ibid., 6 juillet 1916.

procédé utilisé, sa propriété d'été était devenue inhabitable. M. Brown obtint une injonction contre la papeterie (83) et un ordre de la cour l'obligea à supprimer les mauvaises odeurs. La cause fut portée en appel et l'injonction interlocutoire maintenue. La compagnie porta une requête jusqu'en cour Suprême mais celle-ci maintint le jugement de la cour d'Appel du Québec. Mais à Trois-Rivières le problème restait entier. Les pilotes du Saint-Laurent logèrent même une plainte auprès du gouvernement fédéral se plaignant que les fumées de la Wayagamack rendaient la navigation dangereuse. (84)

En 1922, un citoyen du Cap-de-la-Madeleine, prétextant que la fumée endommageait sa demeure, poursuivit la Wayagamack en cour Suprême, pour un montant de \$493. (85) Le tribunal lui donna raison et l'entreprise dut payer les dommages.

Ce n'est qu'en 1920 que la "Société Médicale des Trois-Rivières" s'intéressa au problème de la pollution. Elle invita le Conseil municipal à obliger la St-Lawrence qui construisait alors son usine, à prendre les moyens nécessaires pour ne pas exposer davantage la population aux

(83) Ibid., 19 septembre 1918.

(84) Ibid., 16 octobre 1919 et Le Nouvelliste, 3 mars 1922.

(85) Le Nouvelliste, 20 avril 1922.

odeurs nauséabondes. La "Société" se mit aussi en relations avec le "Conseil Supérieur d'Hygiène" afin de déterminer les mesures à prendre pour combattre ce fléau. (86) Plusieurs citoyens prétendaient alors que si on obligeait les compagnies à des déboursés supplémentaires pour éliminer la pollution, celles-ci fermenteraient leurs portes. L'éditorialiste du quotidien "Le Nouvelliste" répliqua que les papeteries perdraient plus d'argent en fermant leurs portes qu'en solutionnant le problème. (87)

Il faudra attendre jusqu'en 1923 pour qu'une enquête d'envergure ait lieu. Deux études, l'une conduite par un chimiste du "Conseil Supérieur d'Hygiène", l'autre par un inspecteur du même service, aboutirent à des conclusions opposées. L'inspecteur conclut à la nocivité des gaz tandis que le chimiste n'y croyait pas. Une autre enquête fut alors instituée et confiée à un ingénieur sanitaire du gouvernement québécois. (88) Devant toutes ces enquêtes et des plaintes de plus en plus nombreuses provenant de la population, la Wayagamack entreprit enfin des travaux d'épuration en 1923. Ceux-ci comprenaient la construction d'une cheminée géante de 250 pieds de haut qui permettrait

(86) Ibid., 11 janvier 1920.

(87) Ibid., 22 février 1922.

(88) Ibid., 20 janvier 1923.

de volatiliser les fumées au moyen de nouvelles fournaies rotatives. (89) Les vapeurs furent ainsi éloignées et les mauvaises odeurs diminuées mais non totalement éliminées. Les citoyens de la région durent s'accomoder de ces senteurs persistantes.

(89) Ibid., 7 août 1924.

CONCLUSION

L'industrie des pâtes et papiers a été le grand moteur, mais pas l'unique cependant, de l'industrialisation de la Mauricie, et le principal facteur d'intégration de la région à l'économie des ressources. Aujourd'hui comme hier, l'exploitation des ressources demeure la dominante de l'économie régionale. La Mauricie contemporaine offre en fait le paradoxe - ou l'originalité dirait-on avec plus d'à-propos d'être parallèlement rattachée à l'économie de base du Québec, ce qui explique la présence chez elle d'entreprises que l'on ne retrouve généralement pas dans les régions dites de ressources, et de participer massivement à l'économie des ressources, ce qui lui donne une structure industrielle dominée par la grande entreprise dont la production est orientée vers les marchés internationaux.

Notre mémoire a porté sur un aspect de ce processus complexe d'industrialisation: le secteur des pâtes et papiers, et sur une période relativement courte: en gros, la toute fin du XIXième siècle et les premières décennies du XXième siècle, jusqu'à la crise de 1929 qui met une

fin abrupte à une croissance industrielle soutenue et ponctuée d'implantations et d'expansions d'usines. Les sources accessibles ne nous ont guère permis d'aller au-delà d'une mise en contexte de l'implantation des entreprises, de leur expansion durant la période étudiée et de leurs rapports avec le milieu régional. Il s'agit d'un bilan en somme dont on sent bien les limites. Notre mémoire ne fait qu'annoncer l'étude de l'industrialisation en Mauricie.

Nous en sommes conscients, bien des sujets n'ont été qu'effleurés. A titre d'exemples, mentionnons les stratégies financières des entreprises, les relations de travail, les rapports entre les élites locales et le patronat, la participation de l'Etat dans le processus d'industrialisation, le comportement des travailleurs qui n'est pas identique d'une usine à l'autre... Que dire encore de la question des rapports entre industrialisation et urbanisation qui nécessiterait à elle seule une longue recherche?

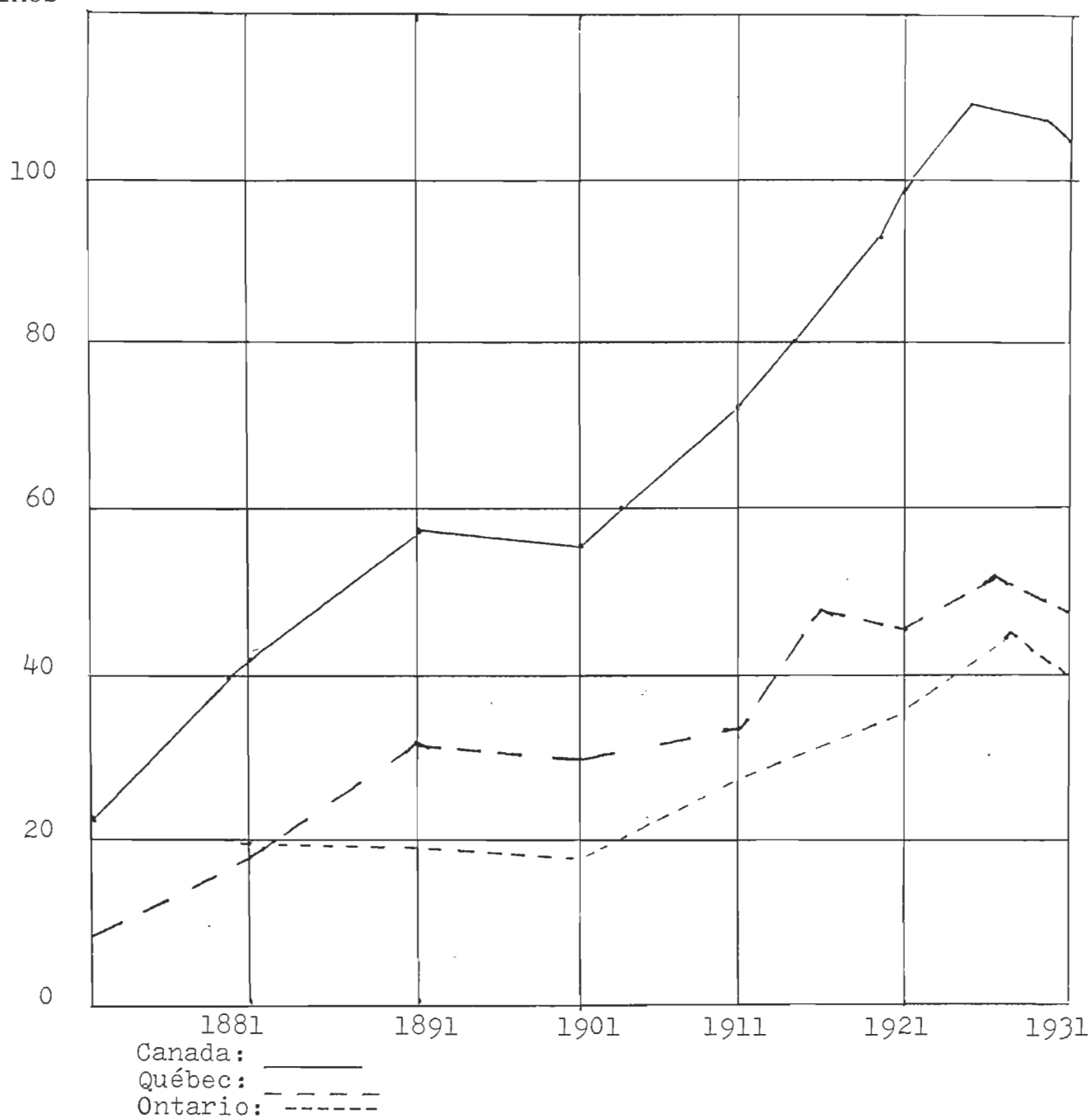
Dans l'étude qui s'amorce de l'industrialisation de la Mauricie, notre contribution aura été d'éclairer le processus d'intégration de l'espace régional aux grands

marchés internationaux du papier, et américains surtout. L'aventure de l'implantation de l'industrie des pâtes et papiers en Mauricie nous renvoie aux grands monopoles canadiens et américains. Cette croissance est orientée de l'extérieur. Nous avons montré sous ce rapport dans quelle position avantageuse se trouvaient les entreprises mauriciennes à l'échelle continentale durant la période étudiée. C'est notre apport le plus tangible.

ANNEXE I

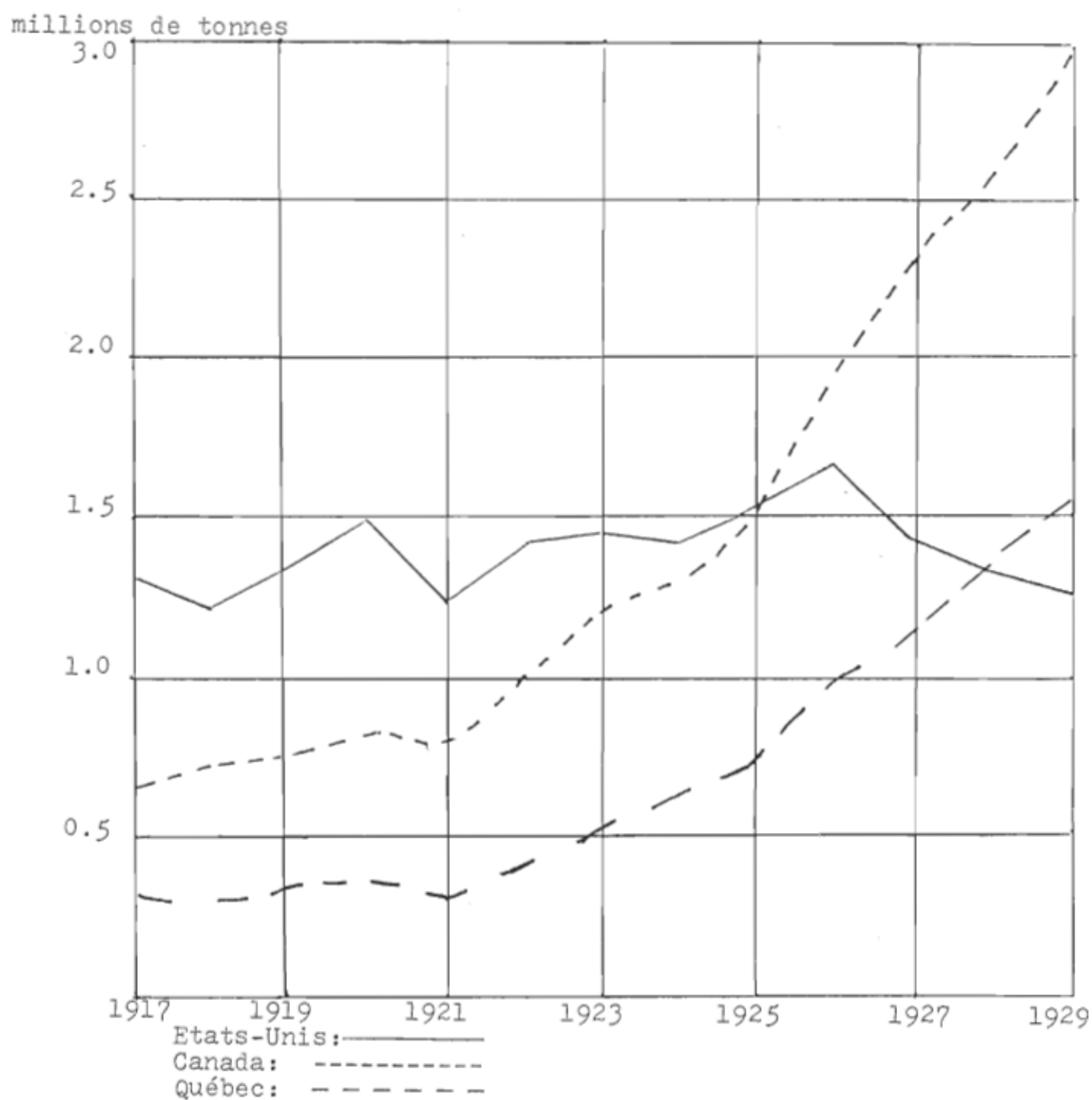
NOMBRE DE FABRIQUES ET D'USINES DE
PATES ET PAPIERS AU CANADA ET AU QUEBEC
ENTRE 1871 ET 1931

Usines

SOURCE: Minville, Esdras, op.cit., p.382.

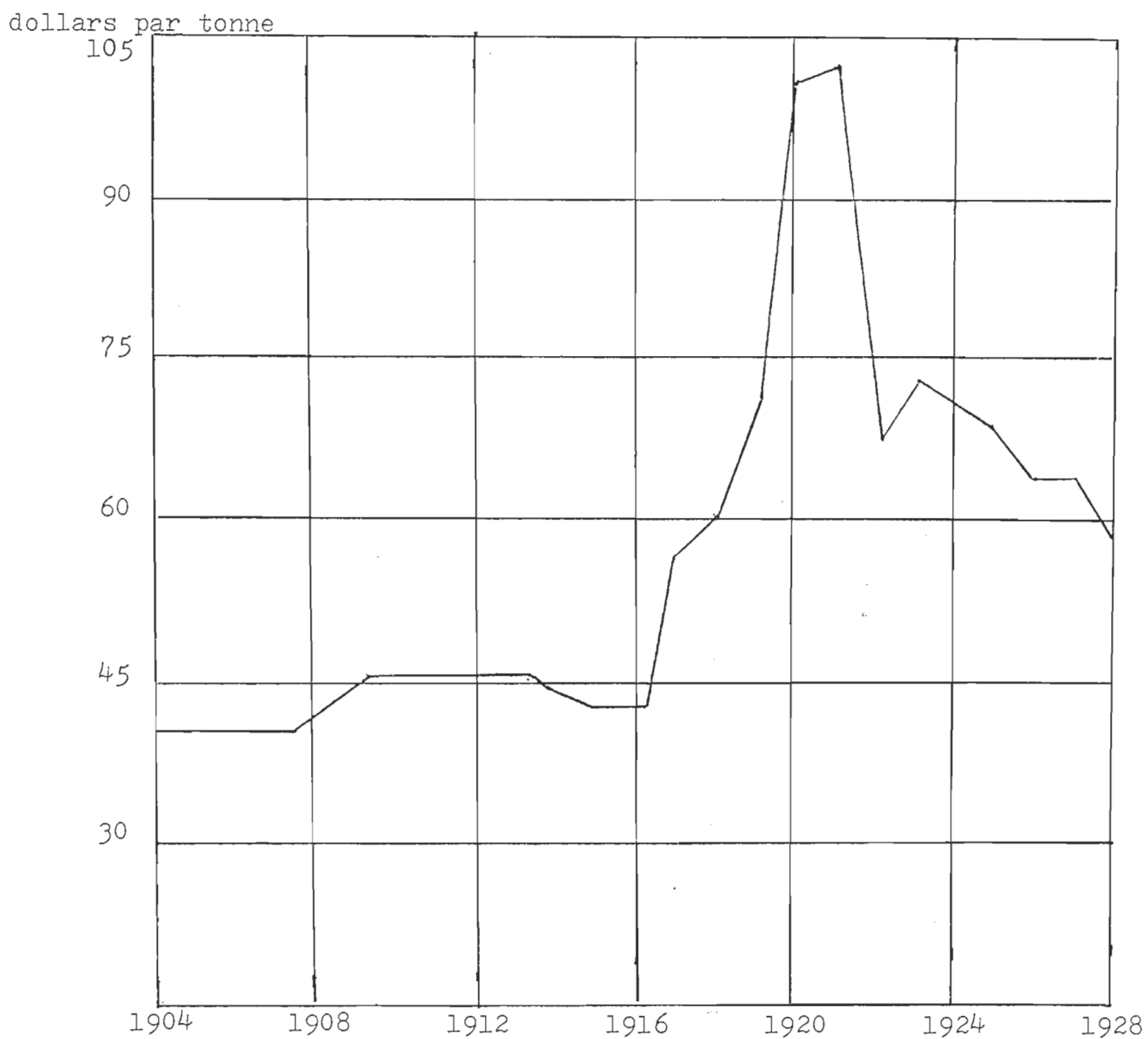
ANNEXE II

PRODUCTION DE PAPIER JOURNAL EN
AMERIQUE DU NORD ENTRE 1917 ET 1929



SOURCE: Reich, Nathan, op.cit., p.72 et
Minville, Esdras, op.cit., p.389.

ANNEXE III

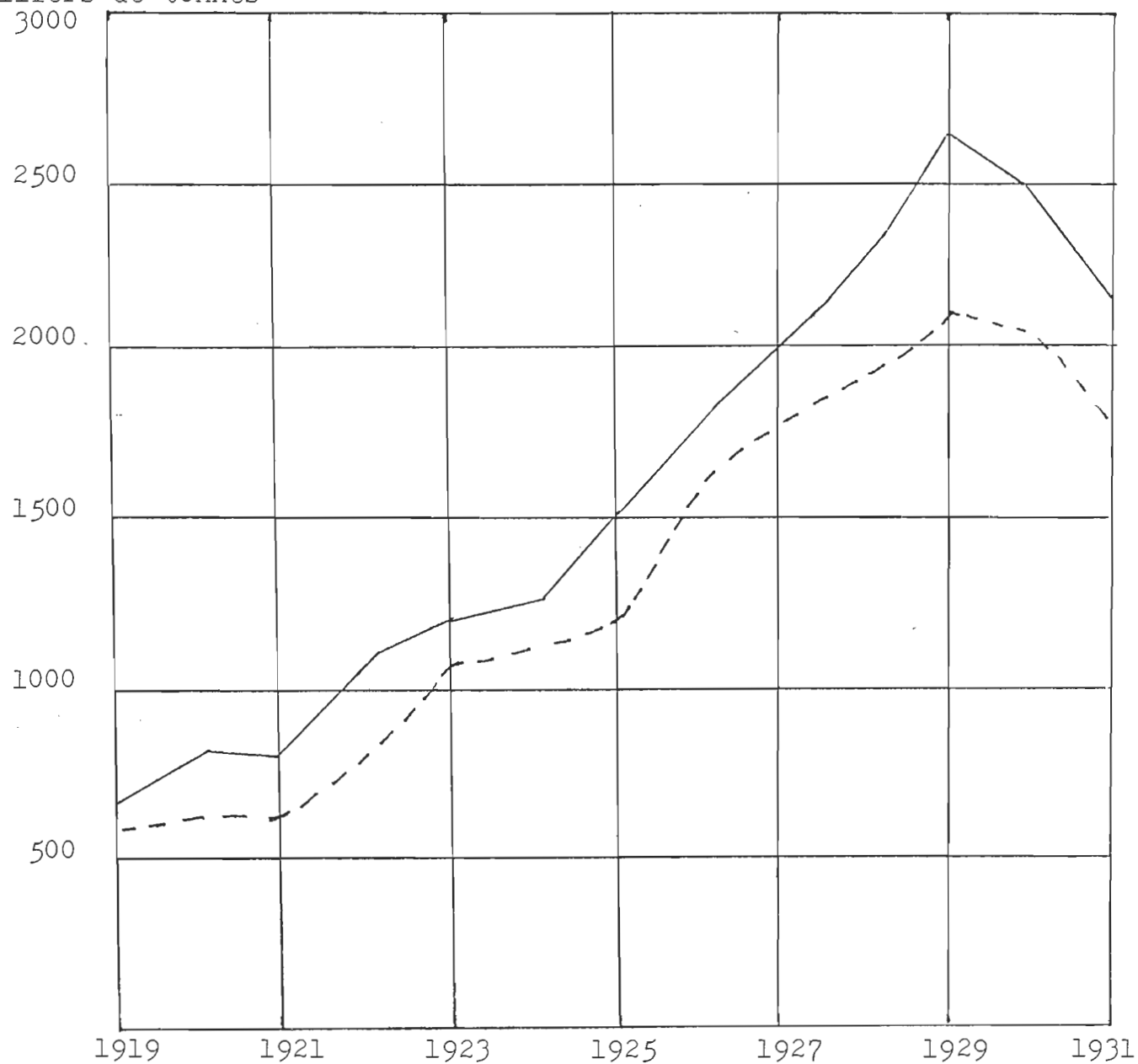
PRIX DU PAPIER JOURNAL EN AMERIQUE DU NORD
ENTRE 1904 ET 1928

SOURCE: Bladen, V.W., op.cit., p.178 et
Minville, Esdras, op.cit., p.330

ANNEXE IV

PRODUCTION ET EXPORTATION DE PAPIER JOURNAL
VERS LES ETATS-UNIS ENTRE 1919 ET 1931

milliers de tonnes



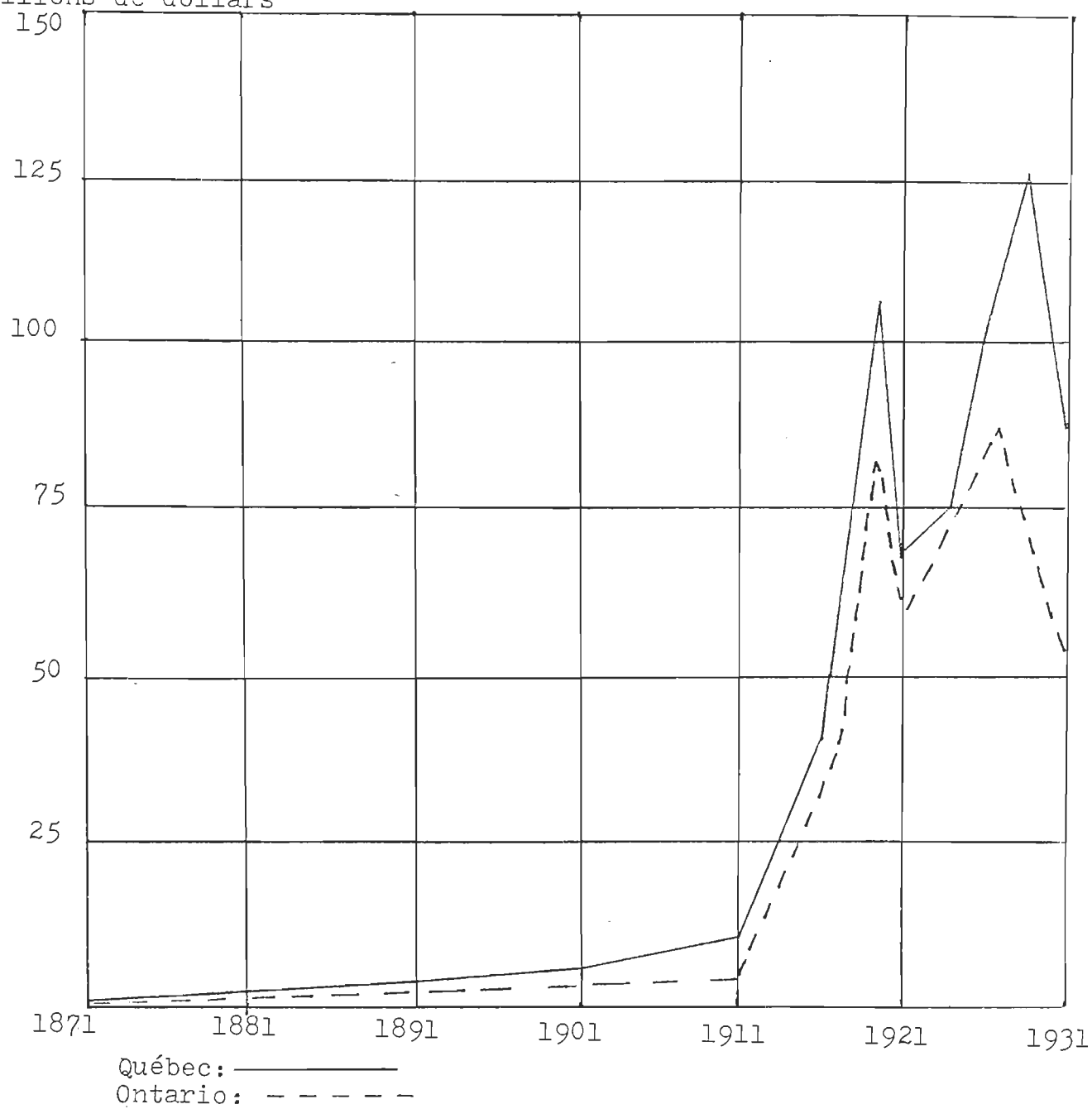
Production canadienne: —————
Exportation aux Etats-Unis: - - - - -

SOURCE: Guthrie, John, A., op.cit., p.250.

ANNEXE V

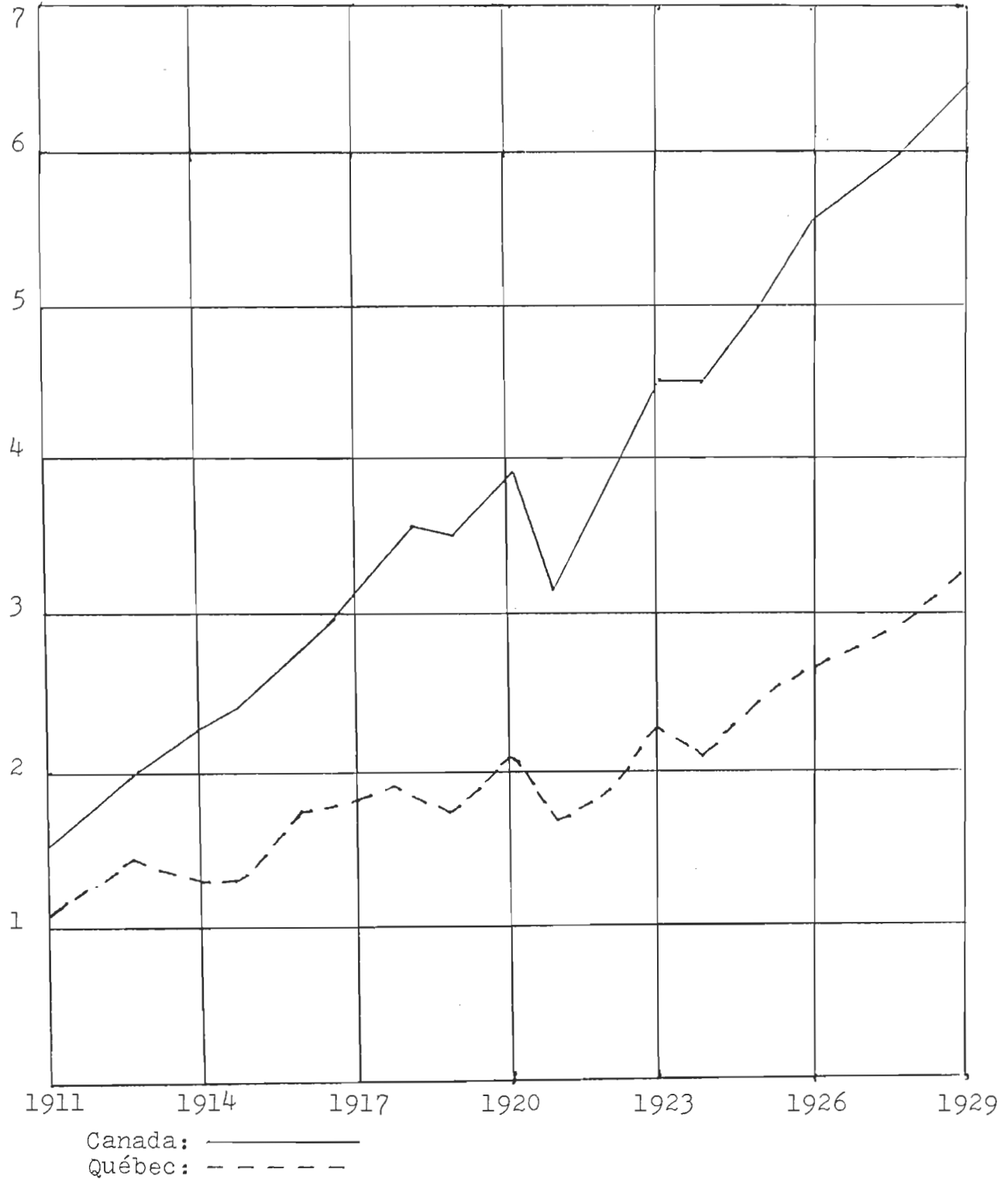
VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION DES PATES ET
PAPIERS AU QUEBEC ET EN ONTARIO
ENTRE 1871 ET 1931

millions de dollars

SOURCE: Minville, Esdras, op.cit., p.382

PRODUCTION DE BOIS A PATE AU CANADA
ET AU QUEBEC ENTRE 1911 ET 1929

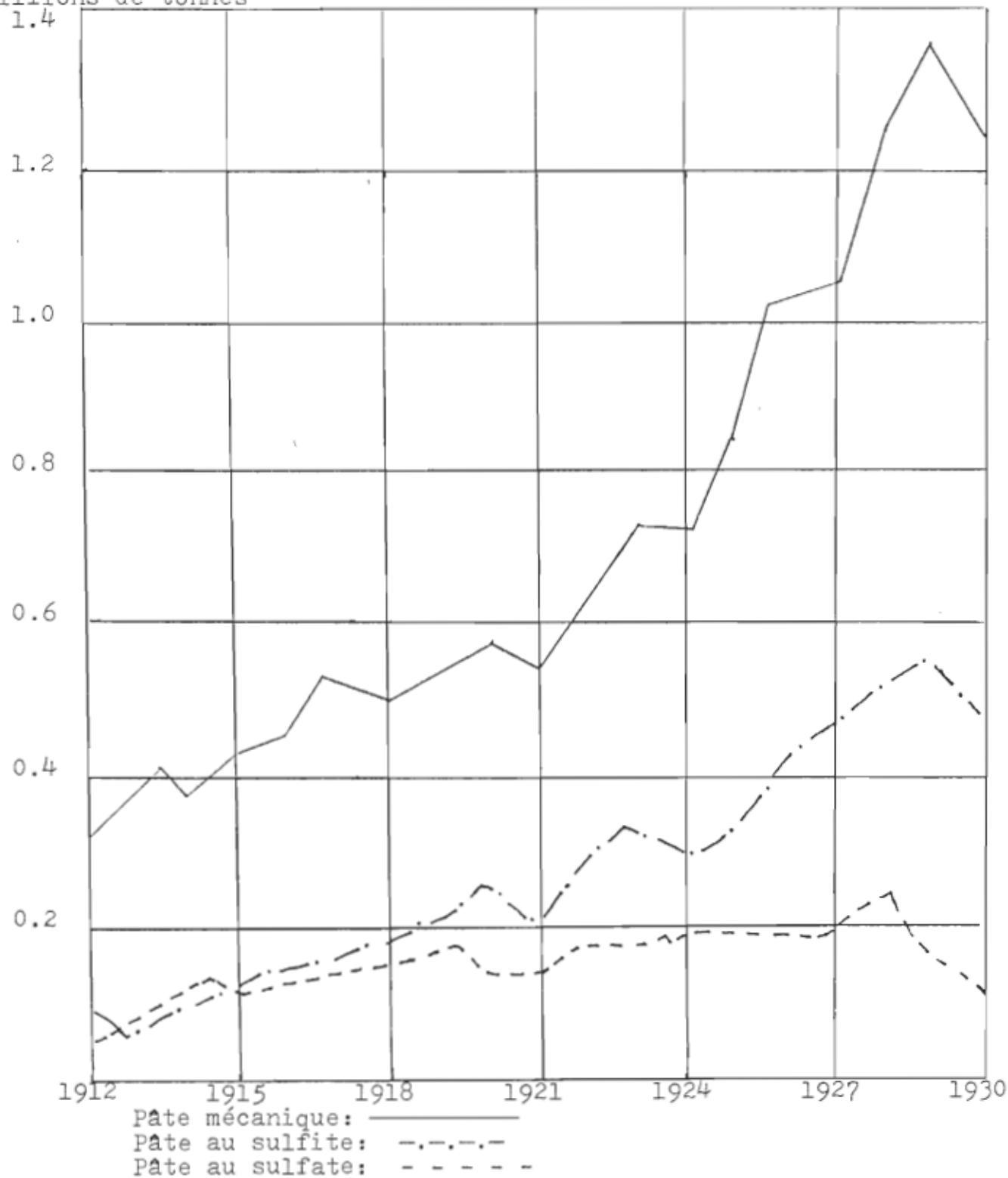
millions de cordes



SOURCE: Minville, Esdras, op.cit., p.387.

PRODUCTION DE PATES ET PAPIER
AU QUÉBEC ENTRE 1912 ET 1930

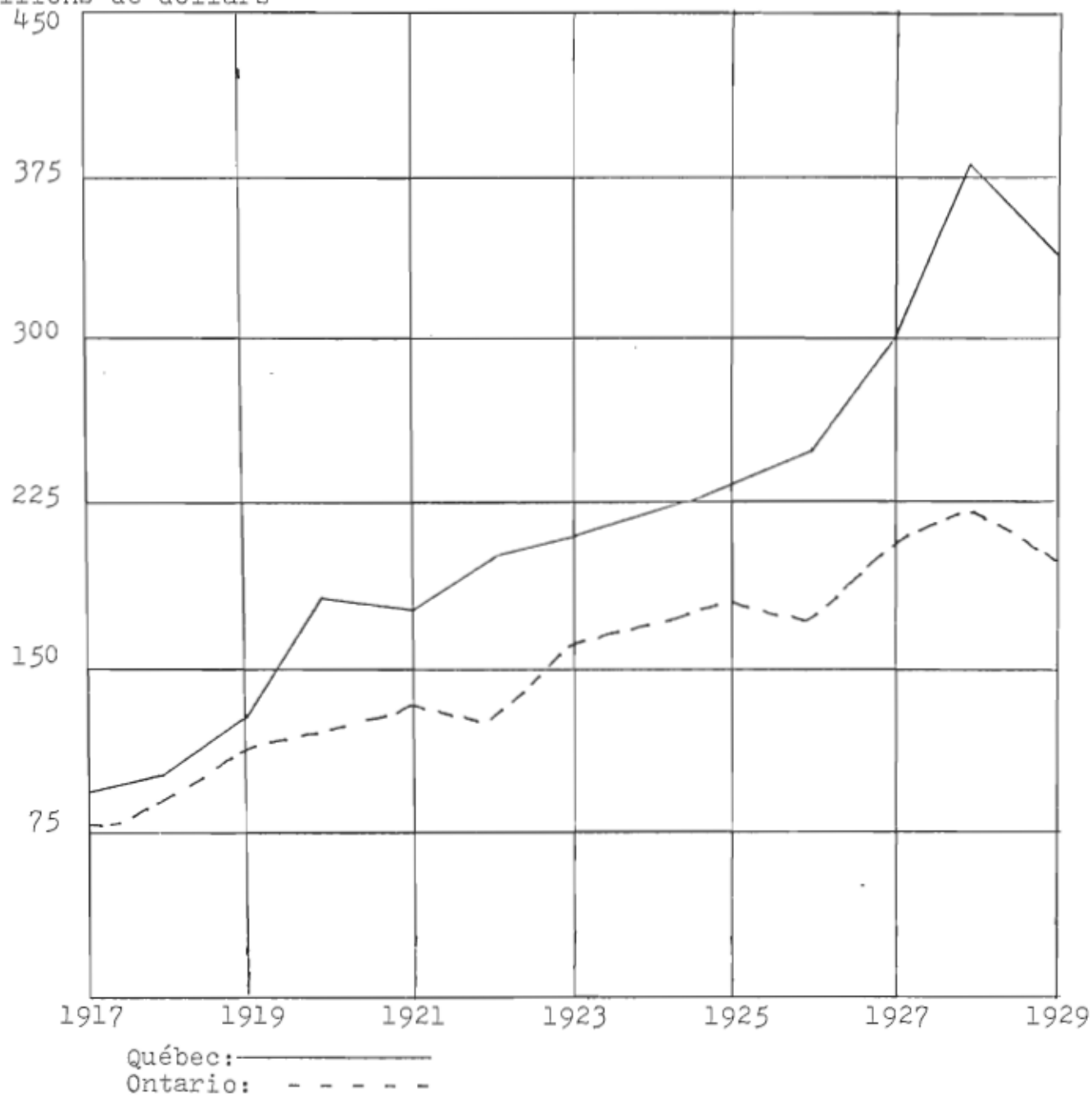
millions de tonnes

SOURCE: Annuaire statistique du Québec de 1941 à 1930.

ANNEXE VIII

CAPITAL INVESTI DANS L'INDUSTRIE DES PATES ET
PAPIERS AU QUEBEC ET EN ONTARIO
ENTRE 1917 ET 1929

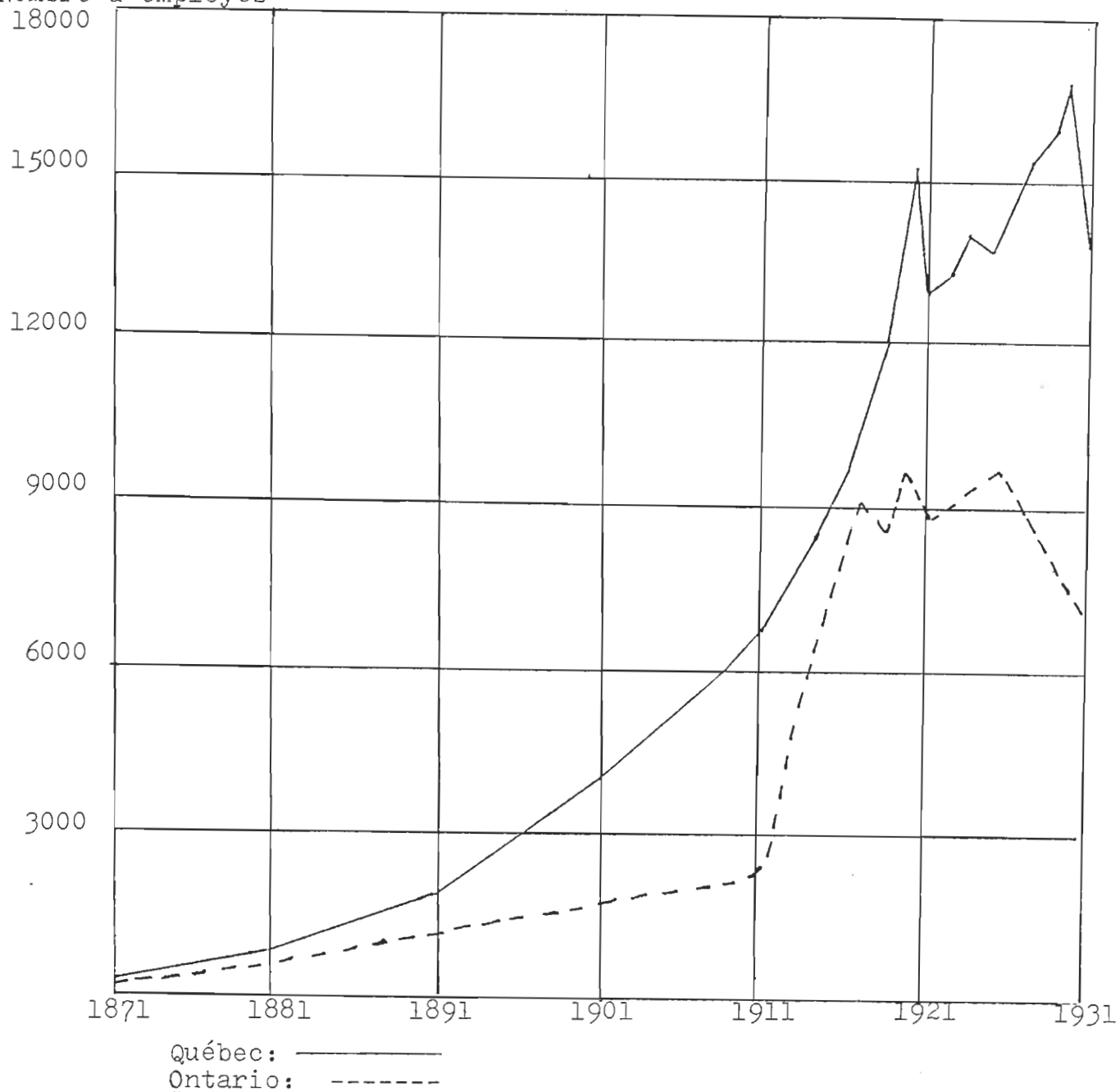
millions de dollars

SOURCE: Minville, Esdras, op.cit., p.382.

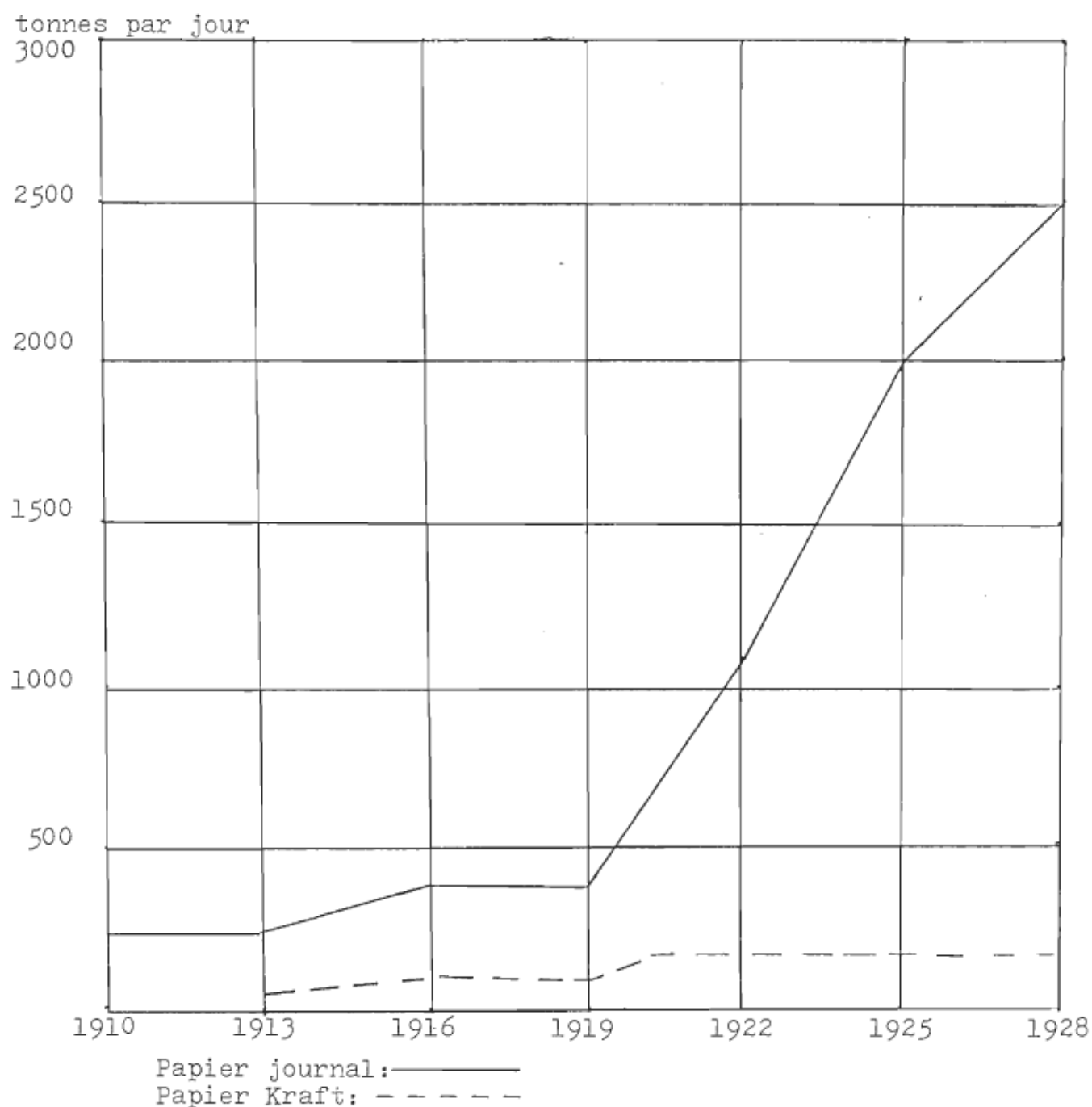
ANNEXE IX

EMPLOI DANS LES FABRIQUES ET LES USINES DE
PATES ET PAPIERS AU QUEBEC ET EN ONTARIO
ENTRE 1871 ET 1931

Nombre d'employés

SOURCE: Minville, Esdras, op.cit., p.382.

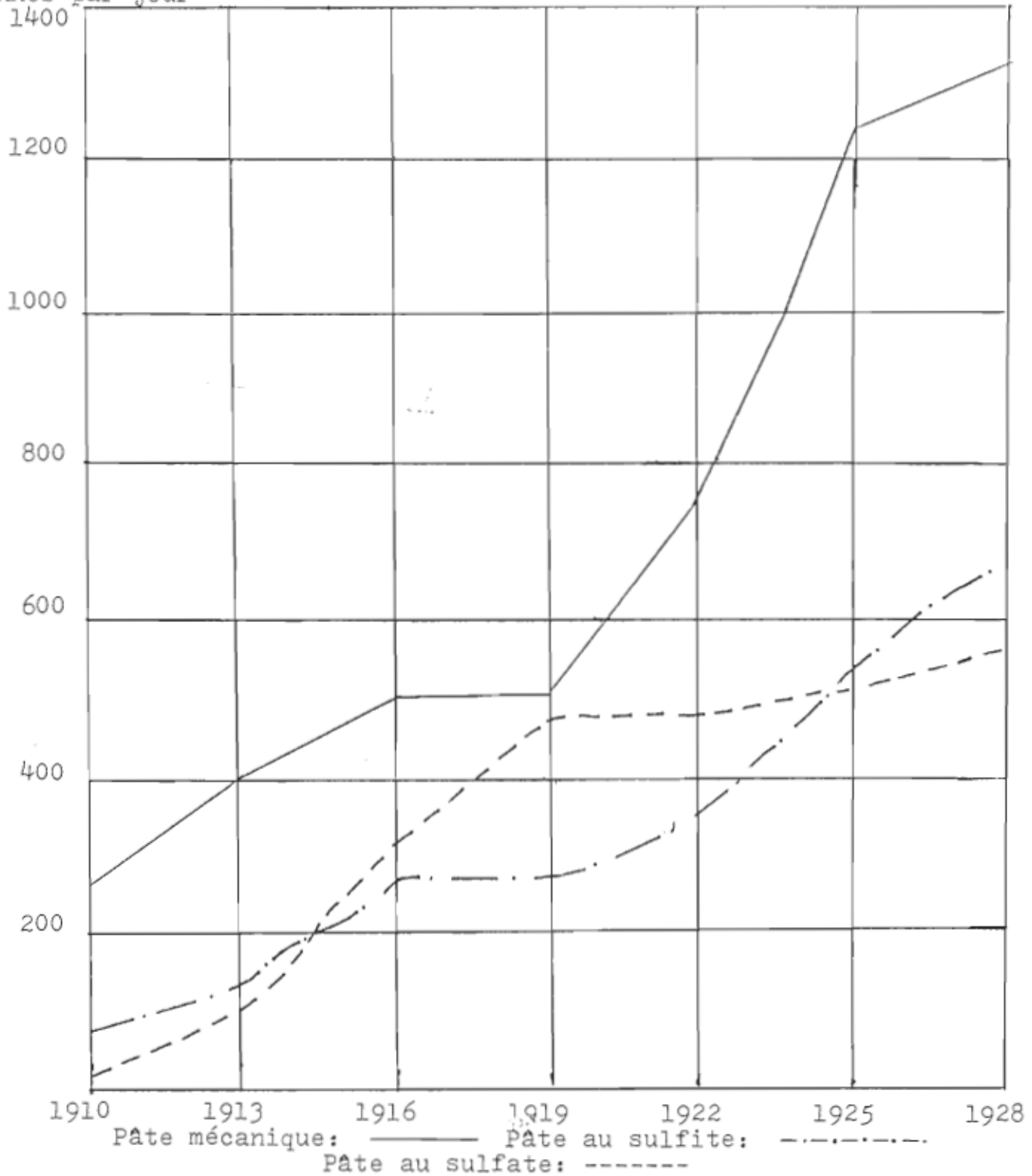
ANNEXE X

LA PRODUCTION DE PAPIER EN MAURICIE
ENTRE 1910 ET 1928

SOURCE: Le Nouvelliste, 10 et 11 janvier 1924, 6 juin 1925, 22 août 1925, 19 octobre 1925, 14 mai 1928, 18 août 1928.

PRODUCTION DE PATES A PAPIER EN MAURICIE
ENTRE 1910 ET 1928

tonnes par jour



SOURCE: Le Nouvelliste, 10 et 11 janvier 1924, 6 juin 1925, 22 août 1925, 19 octobre 1925, 14 mai 1928, 18 août 1928.

BIBLIOGRAPHIE

I- SOURCES

A- SOURCES MANUSCRITES.

Archives nationales du Québec. Centre régional de la Mauricie et des Bois-Francs.

Dossiers du Commissaire industriel de Trois-Rivières, de 1913 à 1917. (6 boîtes)

B- SOURCES IMPRIMEES.

1- Journaux et périodiques.

Le Bien Public, du 8 juin 1909 au 1er janvier 1929.

Le Courrier de Grand-Mère, du 22 avril 1909 au 11 mai 1911.

Le Devoir, de janvier 1927 à février 1928.

L'Echo du Saint-Maurice, du 4 janvier 1917 au 1er janvier 1929.

L'Industriel, du 6 avril 1906 au 31 décembre 1908.

Le Journal des Trois-Rivières, du 19 mai 1865 au 17 janvier 1893.

Le Nouveau Trois-Rivières, du 17 juillet 1908 au 27 avril 1917.

Le Nouvelliste, du 30 octobre 1920 au 1er janvier 1929.

La Gazette du Travail du Canada, de janvier 1920 à janvier 1930.

La Paix, du 16 novembre 1887 au 31 décembre 1890.

La Presse, de janvier 1927 à février 1928.

La Revue de Shawinigan Falls Review, du 28 février 1921 au 19 décembre 1939.

Le Trifluvien, du 31 octobre 1888 au 19 juin 1908.

Pulp and Paper Magazine of Canada, de janvier 1920 à janvier 1929.

2- Documents divers.

Annuaire Statistique du Canada de 1915 à 1930.

Annuaire Statistique du Québec de 1915 à 1930.

Commission Royale d'Enquête sur les perspectives économiques du Canada, Imprimeur de la Reine, Ottawa, 1957.

La capacité de concurrence de l'industrie des pâtes et papiers du Québec. Mémoire présenté à la commission parlementaire des Terres et Forêts par le Conseil des Producteurs de pâtes et papiers du Québec, janvier 1972.

La Mauricie: Future Ruhr du Canada, société historique industrielle Inc., Montréal, 1956, 399 pages.

Notre Région, Cahier de groupe no 2, Séminaire Saint-Joseph, Trois-Rivières, 1962.

Hardy, René et al. La Mauricie et les Bois-Francs, Inventaire bibliographique, 1760 - 1975, Boréal Express, Québec, 1977, 389 pages.

Three Rivers Year Book, 1932 - 1933 - 1935, St-Maurice Valley Chronicle, Trois-Rivières.

II- ETUDES

- ALLEN, Louis, Le port de Trois-Rivières, Ecole supérieure de commerce, licence en sciences commerciales, Université Laval, Québec, 1944, 39 pages.
- AITKEN, G.J., Hugh, American capital and canadian resources, Harvard University Press, Cambridge, 1961, 217 pages.
- BEAUDOIN, Marc, "L'influence du syndicalisme sur les salaires dans l'industrie des pâtes et papiers", Actualité Economique, octobre-décembre 1955.
- BECKMAN, Martin, Location theory, Random House, New-York, 1968, 255 pages.
- BELLEAU, Jacques, L'industrialisation à Trois-Rivières, 1908-1925, thèse de M.A., U.Q.T.R., 1979.
- BELZILE, Thuribe, "L'industrie du papier dans la province de Québec", Actualité Economique, juin-juillet 1931.
- BIRON, Edouard, La Saint-Maurice Paper, s.ed., Cap-de-la-Madeleine, 1978, 5 pages.
- BOURGET, Harold, Monographie de la cité du Cap-de-la-Madeleine, Ecole de commerce, maîtrise en sciences commerciales, Université Laval, Québec, 1951, 60 pages.
- BLADEN, V.W., An introduction to political economy, Toronto, University Press, Toronto, 1956, 319 pages.
- BLANCHARD, Raoul, La Mauricie, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1950, 159 pages.
- BLANCHARD, Raoul, Le centre du Canada français, Beauchemin, Montréal, 1948, 577 pages.
- BOUCHER, Thomas, Mauricie d'autrefois, collection d'histoire régionale, no 11, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1952, 206 pages.

- BROUILLETTE, Benoît, Le développement industriel de la vallée du Saint-Maurice, Pages trifluviennes, série A, no 2, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1932, 52 pages.
- BROUILLETTE, Normand, Le déclin industriel de Shawinigan; ses conséquences sur l'organisation de la vie urbaine, maîtrise en géographie, Université Laval, Québec, 1971, 230 pages.
- CADEN, José, L'an I de Shawinigan, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1961, 139 pages.
- CARRUTHERS, G., Paper in the making, Garden city press co-operative, Toronto, 1947, 780 pages.
- CAMBRAY, J. Alfred, Bribes d'histoire du Cap-de-la-Madeleine, 1634-1947, S.L., 1947, 54 pages.
- COMEAU, Robert, ed., Economie québécoise, "Cahier de l'université du Québec", Montréal, 1969, 495 pages.
- CHARBONNEAU, Claude, Trois-Rivières industriel, Ecole supérieure de commerce, Licence en sciences commerciales, Université Laval, Québec, 1942, 58 pages.
- COUGHLIN, C.R., The newsprint industry in Canada, unpublished M.A. thesis, McGill University, Montreal, 1939, 206 pages.
- CHARTIER, Roger, Etude analytique et évolutive des services du ministère du Travail et de la législation ouvrière et sociale de la province de Québec, 1852-1952, s.ed, 1953, 104 pages.
- DALES, John, H., Hydro electricity and industrial development: Quebec 1898-1940, Harvard University Press, Cambridge, 1957, 269 pages.
- DESBIENS, Lucien, Au coeur de la Mauricie, Pages trifluviennes, série A, no 8, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1933, 61 pages.
- DESILETS Auguste, La Grand-Mère, Pages trifluviennes, série A, no 10. Le Bien Public, Trois-Rivières, 1933 64 pages.

- DOUCET, Roger, Monographie économique de Shawinigan Falls, Ecole de commerce, Licence en sciences commerciales, Université Laval, Québec, 1949, 78 pages.
- DUMONT, André, Monographie de la compagnie internationale de papier, mémoire de licence en géographie, Université Laval, Québec, 1971, 91 pages.
- DUMONT, Fernand et al., Idéologies au Canada français, 1900-1929, Collection: histoire et sociologie de la culture, no 5, P.U.L., Québec, 1974, 377 pages.
- DUPONT, Aldori, Histoire de la ville de La Tuque, s.ed., La Tuque, 1962, 260 pages.
- DUROCHER, René, Linteau, Paul-Emile, Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français, Boréal Express, Trois-Rivières, 1971, 127 pages.
- EASTERBROOK, W.T., Aitken, H.G.T., Canadian economic history, The Macmillan Company of Canada, Toronto, 1967, 606 pages.
- ELLIS, L. Print paper pendulum, Rutgers University Press, New-Brunswick, 1948.
- ESTALL, R.C., Ogilvie, Birchanan, Industrial activity and economic geography, Hutchenson University Library, London, 1968, 208 pages.
- FAUCHER, Albert, Histoire économique et unité canadienne, Fidès, Montréal, 1970, 296 pages.
- FAUCHER, Albert, Québec en Amérique. Essai sur les caractères économiques de la Laurentie, Fidès, Montréal, 1973, 247 pages.
- FILIATREAU, M., Etude préliminaire sur l'industrie de la pulpe et du papier dans la province de Québec, Université Laval, Québec, 1945.
- FILTEAU, Gérard, L'épopée de Shawinigan, Guertin-Gignac, Shawinigan, 1944, 427 pages.
- FRECHETTE P. et Al., L'économie québécoise, H.R.W., Montréal, 1975, 436 pages.

- GENDARME, René, L'analyse économique régionale, Cujas, Paris, 1976, 280 pages.
- GEORGE, Pierre, Géographie économique, P.U.F., Paris, 1964, 402 pages.
- GERVAIS, Gaétan, L'expansion du réseau ferroviaire québécois 1875 - 1895, Thèse de doctorat en histoire, Université d'Ottawa, Ottawa, 1978, 538 pages.
- GUTHRIE, John, A., The newsprint paper industry: an economic analysis, Harvard University Press, Cambridge, 1941, 274 pages.
- HAMELIN, Jean, Roby, Yves, Histoire économique du Québec, 1857-1896, Fidès, Montréal, 1971, 436 pages.
- HAMELIN, Jean et al., Histoire du Québec, Edisem-Privat, Toulouse, 1976, 538 pages.
- HARDY, Louis-Laurent. Brève histoire du syndicalisme ouvrier au Canada, Editions de l'hexagone, Montréal, 1958, 151 pages.
- HARVEY, Fernand, Le mouvement ouvrier au Québec, Boréal Express, Montréal, 1980, 332 pages.
- HASKELL, W.E., The International Paper Company, 1898-1924, The International Paper Company, New-York, 1924, 41 pages.
- HOOVER, Edgar, M., La localisation des activités économiques, Editions Ouvrières, Paris, 1955, 240 pages.
- INNIS, Harold, A., Essays in canadian economic history, University of Toronto Press, Totonro, 1962, 418 pages.
- LANDRY, Armour, Bribes d'histoire, collection: les pages trifluviennes, série A, no 1, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1933, 72 pages.
- LAROCHELLE, Fabien, Shawinigan depuis 75 ans, Hôtel de Ville de Shawinigan, Shawinigan, 1976, 747 pages.
- LEVASSEUR, Pierre, Etude géographique de l'usine de la Consolidated Bathurst, division Belgo à Shawinigan, mémoire de licence en géographie, Université Laval, Québec, 1971, 41 pages.

- LEVITT, Kari, La capitulation tranquille: la mainmise américaine sur le Canada. Réédition Québec, Montréal 1972, 220 pages.
- LINTEAU, P.A., Durocher, R., Robert, J.C., Histoire du Québec contemporain 1867-1929, Boréal Express, Québec, 1979, 658 pages.
- LIPTON, Charles, Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959, Parti Pris, Montréal, 1979, 500 pages.
- LLOYD, Peter et Peter Dicken, Location in space: a theoretical approach to economic geography, Harper and Row, New-York, 1972, 292 pages.
- LOGAN, H.A., Trade Unions in Canada: their development and functioning, Macmillan, Toronto, 1948, 639 pages.
- MANZAGOL, Claude, L'industrie des pâtes et papiers au Québec, Thèse de 3ième cycle, Université de Paris I, s.d., 342 pages.
- MARR, William, L., Paterson, G., Canada: an economic history, Macmillan of Canada, Toronto, 1980, 539 pages.
- MARSHALL, Herbert et al., Canadian American industry, Russell and Russell, New-York, 1970, 360 pages.
- MONIERE, Denis, Le développement des idéologies au Québec, Québec-Amérique, Montréal, 1977, 381 pages.
- MINVILLE, Esdras, La Forêt, Fidès, Montréal, 1944, 414 pages.
- NIOSI, Jorge, "La Laurentide", 1887-1929, R.H.A.F., décembre 1975.
- PARENT, Robert, Histoire économique et sociale de la Wayagamack pulp and paper co: 1910-1929, Thèse de M.A. en Sociologie, U.Q.A.M.
- PICHE, Paul-Emile, "Où en est notre industrie du papier", Actualité Economique, novembre 1936.

- PIEDALUE, G. "Les groupes financiers et la guerre du papier au Canada," R.H.A.F., septembre 1976.
- REICH, Nathan, The pulp and paper industry of Canada, McGill economic studies, The Macmillan Company, Totonto, 1926, 270 pages.
- ROBY, Yves, Les Québécois et les investissements américains: 1918-1929, Cahiers d'Histoire de l'Université Laval, Québec, 1976, 250 pages.
- ROUILLARD, Jacques, Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930, Québec, P.U.L., 1979, 342 pages.
- RUMILY, Robert, Histoire de la province de Québec, Vol XII à XXVII, Ed. B. Valiquette, Chanteclerc, Fidès, Montréal,
- RYAN, William, F., The clergy and economic growth in Quebec: 1896-1914, P.U.L., Québec, 1966, 348 pages.
- SEGUIN, Normand, La Conquête du sol au 19ième siècle, Boréal Express, Québec, 1977, 295 pages.
- SANDWELL, B.D., L'industrie forestière dans la province de Québec, La semaine commerciale, Québec, 1928, 59 pages.
- SENECAL, Gérard, La Tuque et le Haut Saint-Maurice, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1933, 36 pages.
- SHIPLEY, J.W., Pulp and paper making in Canada, Longmans Green and Co., Toronto, 1929, 195 pages.
- ST-AMAND, Roland, La géographie historique et l'exploitation forestière de la Batiscau, Université Laval, 1966.
- ST-GERMAIN, Maurice, Une économie à libérer: Le Québec analysé dans ses structures économiques, P.U.L., Montréal, 1973, 471 pages.
- SYLVAIN, Horizons mauriciens, Le Bien Public, Trois-Rivières, 1962, 134 pages.
- TESSIER, Albert, Trois-Rivières, 1535-1935, 4 siècles d'histoire, Le Nouvelliste, Trois-Rivières, 1935, 199 pages.

TRAVES, Tom, The State and enterprise: canadian manufacturers and the federal government, 1917-1931, University of Toronto Press, Toronto, 1979, 175 pages.

WESTON, Harry, E., "Factors determining the location of pulp and paper mills," Paper industry, Vol VIII, No 5-6-7-8, 1928.

WHITHAM, W.B., "L'industrie canadienne des pâtes et papiers", Actualité Economique, juillet-septembre 1969.